

LES ASSOCIATIONS DIOCÉSAINES

*Un grand progrès vient d'être accompli
pour la paix des consciences et l'union
des esprits.*

RAYMOND POINCARÉ.

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le Mercredi 18 Juillet 1928, à 14 heures

PAR

PIERRE SAVOURET

Président : M. ROLLAND,

Suffragants : MM. { PILON
 { M. PICARD

PARIS

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT

47, Rue de la Gaîté

1928

INTRODUCTION

LA PROPRIÉTÉ ECCLÉSIASTIQUE

« Le domaine de propriété, disait Pothier, de même que tous les autres droits tant *in re* qu'*ad rem* suppose nécessairement une personne dans laquelle ce droit subsiste et à qui il appartient. Il n'est pas nécessaire que ce soit une personne naturelle, telles que le sont les personnes des particuliers, à qui le droit appartienne; ce droit, de même que toutes les autres espèces de droit, peut appartenir à des corps ou à des communautés qui n'ont qu'une personne civile ou intellectuelle » (1).

On ne saurait mieux préciser, il nous semble, la nécessité pour une société, qui reconnaît encore le régime de la propriété pour base de son organisation économique, de l'existence de personnes juridiques distinctes des personnes naturelles.

Or l'Eglise, tout en ne poursuivant que des fins spirituelles, tout en n'ayant pour but que la conduite des âmes vers la vie future, a besoin de richesses pour entretenir ses ministres, pour acquérir des édifices religieux, pour subvenir aux frais

(1) *Traité du domaine de propriété*, n° 15. — Paris, Orléans, 1776.



généraux du culte ; si contingent que puisse paraître pour elle le côté matériel des choses, la nécessité économique lui fait une obligation de s'en préoccuper. Pie IX, dans les erreurs condamnables relatives à l'Eglise et à ses droits, répertoriées au *Syllabus*, cite celle-ci dans sa 26^e proposition « *Ecclesia non habet nativum ac legitimum jus acquirendi ac possidendi* » et Mgr Dupanloup dans son *Traité de la Souveraineté Pontificale* : « La vérité est que, pour dénier à l'Eglise le droit d'être propriétaire, il faut lui dénier le droit d'exister et, par le fait, c'est cette négation radicale et impie qui se trouve plus ou moins au fond de tous les systèmes hostiles à la propriété ecclésiastique ».

Que l'Eglise, qui se dit former une société parfaite, revendique donc le droit de posséder, rien de plus naturel et, à ses yeux, la solution est simple. Cette capacité ou faculté qui est commune à toutes les sociétés légitimes doit s'appliquer aux communautés religieuses comme aux autres ; en conséquence, la personnalité civile devrait être accordée aux diocèses et aux paroisses sous l'administration respective de l'évêque et du curé (1). Mais, ici, intervient un élément capital dans le problème de la propriété ecclésiastique. Société parfaite, nous l'avons dit, l'Eglise est une société d'essence monarchique dans laquelle l'autorité se transmet de haut en bas et où une hiérar-

(1) C'est la solution consacrée par le droit romain de l'Edit de Milan en 313 qui, selon M. CHÉNON (*Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat du I^{er} au XX^e siècle*, 3^e édition, Paris, 1913), « reconnaissait formellement la capacité juridique de posséder au profit des Eglises constituées ». A propos de cet édit, il est assez piquant de constater que Constantin et Licinius qui l'ont promulgué débutaient par une déclaration de principe en faveur de la liberté religieuse et du « droit pour chacun de suivre le culte qui lui convient ». Notre législateur de 1905, en proclamant que « la République assurait la liberté de conscience et garantissait le libre exercice des cultes », n'avait donc rien inventé.

chie instituée par le Christ, et partant immuable, lie d'une manière absolue le prêtre aux évêques, les évêques au pape, celui-ci n'étant sur la Chaire de Rome que le successeur de Pierre et ceux-là que les continuateurs du rôle des apôtres (1). Ce lien de subordination, encore renforcé par le dogme de l'infailibilité du pape, proclamé au Concile du Vatican en 1870, ne s'exerce pas simplement dans le domaine spirituel ; il existe aussi dans l'administration des biens nécessaires à la vie de l'Eglise : *Laici sine assensu praelatorum et capitulorum bona fabricæ ecclesiæ deputata administrare non possunt*, déclare en 1562 le Concile de Trente. En résumé, l'Eglise, dans le cadre

(1) Les principaux textes évangéliques qui organisent cette hiérarchie sont :

1° Pour le pouvoir des apôtres (collège des douze) et de leurs successeurs :

Sicut misit me Pater, et ego mitto vos ; quæcumque ligaveritis super terram erunt ligata et in cælo (JOAN. XX. 21.)

Data est mihi omnis potestas in cælo et in terra. Euntes ergo docete omnes gentes... docentes eos servare omnia quæcumque mandavi vobis ; et ecce ego vobiscum sum omnibus diebus usque ad consummationem sæculi. (MATT. XXVIII. 18-20).

Qui vos audit, me audit ; qui vos spernit, me spernit (LUC. X. 16.)

2° Pour la primauté de Pierre :

Tu es Petrus et super hanc petram ædificabo ecclesiam meam... et tibi dabo claves regni cælorum (MATT. XVI. 18-19.)

Ego autem rogavi pro te ut non deficiat fides tua : et tu aliquando conversus, confirma fratres tuos. (LUC. XXII. 31-32.)

Pasce agnos meos, pasce oves meas (JOAN. XXI. 15-17.)

Le dictionnaire de théologie catholique (VACANT ET MANGENOT, Paris, 1913, Tome IV, page 2362 et suivantes) donne la définition suivante de la hiérarchie : « Dans son acceptation la plus générale, la hiérarchie est la répartition de l'autorité dans un ordre subordonné pour un but déterminé ; d'après son étymologie *ἀρχή ἱερά* elle s'adapte d'une façon particulière à l'ordre divin et ecclésiastique ; subjectivement, c'est la série des personnes sacrées ayant la mission de diriger vers sa fin surnaturelle la société chrétienne.

Cf. Egalement CHÉNON, *op. cit.* notamment en ce qui concerne le rôle des évêques à l'origine de la chrétienté.

de ses institutions séculaires, demande à rester maîtresse de ses dogmes et maîtresse de ses biens.

En face de ce principe se dresse celui de la souveraineté de l'Etat, développé par les légistes de l'ancien régime et par les doctrinaires de la Révolution. Aujourd'hui, surtout, l'Etat moderne, laïque par définition, entend ne reconnaître aucun caractère officiel à une Eglise, quelle qu'elle soit. S'il respecte tous les cultes, il veut qu'ils abritent leurs manifestations sous la protection d'une loi faite pour tous. Aucun privilège n'est accordé à une religion même à celle « de la grande majorité des citoyens français » ; en plus, pour des raisons économiques et peut-être aussi politiques, l'Etat prétend exercer un contrôle sur les biens des Eglises afin d'éviter un accroissement trop considérable de richesses de main-morte et de puissance matérielle.

Du choc de ces deux conceptions sont toujours résultés des conflits dont les solutions ont été tantôt brutales, tantôt amiables.

Sous l'ancienne France, l'Eglise catholique possédait des biens fort importants que la loi du 2 novembre 1789 mit à la disposition de la Nation. Sans vouloir discuter ici sur la condition juridique de ce patrimoine antérieurement à la Révolution, ni même sur la portée du texte voté par l'Assemblée Constituante, on peut considérer que, en fait, à partir de cette loi, les anciens biens ecclésiastiques devinrent la propriété de l'Etat ; une partie fut aliénée en vertu de la loi du 19 août 1792, une autre partie fut remise à la disposition des fabriques ou rendue à sa destination primitive par décret du 7 thermidor an XI, c'est-à-dire après la signature du Concordat, signé le 26 messidor an IX, mais promulgué comme loi d'Etat le

18 germinal an X ; cette dernière loi contenait également les articles organiques, véritable réglementation s'ajoutant au pacte principal et contre laquelle le Saint-Siège n'a cessé de protester. Du reste, ce n'est que plus tard, par décret du 30 décembre 1809, que furent définitivement réorganisées les fabriques paroissiales, établissements publics ayant la personnalité civile et chargés spécialement de veiller à l'entretien et à la conservation des édifices consacrés au culte, d'administrer les aumônes, et tous les fonds affectés à l'exercice de ce culte, de percevoir toutes les recettes, fût-ce sous forme de libéralités, et de régler toutes les dépenses. C'était le seul organisme auquel fit allusion la loi du 18 germinal an X, mais le décret du 6 octobre 1813 reconnut la personnalité juridique à d'autres établissements tels que les séminaires et les menses curiales, capitulaires ou épiscopales.

Les fabriques constituaient donc l'ossature de la propriété ecclésiastique (1) en France sous le régime concordataire ; elles se composaient de cinq ou de neuf membres nommés à l'origine, partie par l'évêque et partie par le préfet et se renouvelant ensuite par roulement et élection ; le curé et le maire étaient membres de droit ; seule cette fabrique était qualifiée pour traiter au nom de la paroisse et gérer les biens culturels ; ses attributions, semble-t-il, empiétaient même sur la direction spirituelle puisque le conseil des marguilliers nommait les bedeaux, le sacristain et désignait les prédicateurs, d'accord, il est vrai, avec le curé. En revanche sa capacité de posséder était assez large ; avec l'autorisation du ministre des cultes elle pouvait recevoir toutes libéralités à condition cependant qu'el-

(1) Cf. GUYOT DE PREIGNAN, *Le droit de propriété et le temporel de l'Eglise au XIX^e siècle*. Paris, 1901. 2 volumes.

les fussent conformes à son objet ; à cet égard la jurisprudence s'était faite de plus en plus stricte sur l'application du principe de la spécialité, écartant peu à peu les fondations scolaires ou charitables. Enfin les décrets du 27 février 1893 et 18 juin 1898 avaient attribué aux deniers fabriciens le caractère de deniers publics, aggravant ainsi le contrôle de la comptabilité.

Ce régime qui, depuis un siècle, contribuait à assurer, sans trop de heurts, la vie économique du culte catholique, était évidemment appelé à être supprimé le jour où les Eglises seraient séparées de l'Etat : les cultes cessant alors d'être un service public, il faudrait trouver un mode de propriété privée collective qui s'adapterait à cette situation nouvelle ; la loi sur les Associations qui avait été votée en 1901 allait recevoir une de ses premières applications.

PREMIÈRE PARTIE

La Loi de 1905

PREMIERE PARTIE

LA LOI DE 1905

CHAPITRE PREMIER

LA RUPTURE DU CONCORDAT

La séparation des Eglises et de l'Etat qui formait, au début du XX^e siècle, un des points essentiels du programme des partis politiques dits avancés, s'est réalisée brusquement en 1905, à la suite d'événements regrettables qui amenèrent la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège.

La situation entre les deux pouvoirs était déjà tendue lorsque, le 4 août 1903, succéda, sur la Chaire de Saint Pierre, à Léon XIII diplomate avisé et fin, Pie X pape plus religieux que politique et préoccupé avant tout de maintenir le dogme dans son intégrité ; dans le courant de l'année 1904 survinrent plusieurs causes de dissensions fatales.

Le 18 mars, Pie X critiquait dans une allocution consistoriale les mesures législatives et administratives prises contre les congrégations en France et notre ambassadeur près le Vatican recevait l'ordre de présenter des observations à ce sujet au cardinal Merry del Val, secrétaire d'Etat.

Le mois suivant, le Président de la République rendait à Rome, au Roi d'Italie, la visite officielle que ce dernier lui avait faite l'année précédente ; le Saint-Siège, qui avait déjà protesté à ce sujet, vit dans ce geste « une grave offense » faite au Souverain Pontife ; il adressa à tous ses agents diplomatiques une note de protestation qui se terminait ainsi : « Cette offense a été d'autant plus grave de la part de M. Loubet et si, malgré cela, le nonce pontifical est resté à Paris, cela est dû uniquement à de très graves motifs d'ordre et de nature en tous points spéciaux ». Le dernier membre de phrase relatif au maintien du nonce à Paris, ne figurait pas sur la note officielle remise à la France ; il avait pour but, expliqua ensuite le Vatican, de réserver l'avenir vis-à-vis des puissances étrangères. Notre Gouvernement s'en montra offensé ; il crut voir là de la part de la papauté le désir de rompre les relations diplomatiques et, le 20 mai, notre ambassadeur reçut l'ordre de quitter Rome en laissant la gérance de l'ambassade au conseiller de Courcel.

Entre temps une autre difficulté qui allait servir de prétexte à des actes décisifs était pendante entre les deux chancelleries ; il s'agit de la situation délicate qu'occupaient dans leurs diocèses respectifs Mgr Geay, évêque de Laval et Mgr Le Nordez, évêque de Dijon. Ces deux prélats avaient été invités par le Saint-Siège, l'un à démissionner, l'autre à s'abstenir momentanément de ses pouvoirs épiscopaux (1). Le Gouvernement français, saisi de l'incident par l'évêque de Laval, fit aussitôt représenter au Saint-Siège (Dépêche du ministre des affaires étrangères au

(1) Cette demande était motivée de la part du Siège apostolique par des raisons diverses que nous n'avons pas à indiquer ici.

chargé d'affaires du 28 mai 1904) qu'un évêque régulièrement nommé et institué aux termes de l'article 5 du Concordat ne pouvait être forcé à démissionner ou destitué sans une décision du Gouvernement de la République. Mgr Geay qui n'avait pas depuis plusieurs années effectué son voyage *ad limina* ne répondit pas à la première demande du Saint-Siège qui était plus un conseil qu'un ordre ; en conséquence, il fut cité par lettre du Cardinal Merry del Val à comparaître le 22 juillet devant le tribunal du Saint-Office, sous peine de suspense : il en fut de même pour Mgr Le Nordez. Aussitôt notre ministre des affaires étrangères, confirmant son point de vue, fit savoir, le 23 juillet, au Vatican que si les lettres de citation n'étaient pas retirées, il en conclurait que le « Saint-Siège n'a plus de souci de ses relations avec le Pouvoir qui, remplissant les obligations du Concordat, a le devoir de défendre les prérogatives que le Concordat lui confère ». Le cardinal secrétaire d'Etat refusa de retirer les lettres qu'il avait adressées ou fait adresser directement aux évêques de Laval et de Dijon, alléguant qu'« en aucun des articles du Concordat il n'était dit, pas plus dans le fond que dans la forme, que le Saint-Siège ne pouvait sans le consentement préalable du Gouvernement français conseiller à un évêque de renoncer à son diocèse pour son plus grand avantage ou celui du diocèse, ou bien l'appeler à Rome pour fournir des explications sur sa conduite ». Et, de fait, c'était dans les articles organiques, contre lesquels le Pape avait protesté maintes et maintes fois, que se trouvait l'interdiction pour les évêques de se rendre à Rome sans l'autorisation du Gouvernement.

Le 27 juillet, Mgr Le Nordez était parti pour Rome faire acte de soumission et, le 29 juillet, M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, adressa au cardinal secrétaire d'Etat une

note ainsi conçue : « Après avoir, etc... (1), le Gouvernement de la République, obligé de constater que le Saint-Siège maintient les actes accomplis à l'insu du pouvoir avec lequel il a signé le Concordat, a décidé de mettre fin à des relations officielles qui, par la volonté du Saint-Siège, se trouvent être sans objets ». Ainsi l'ambassade, mise en veilleuse depuis l'incident du voyage à Rome de M. Loubet, était définitivement rappelée et le nonce à Paris reçut ses passeports.

Fallait-il voir dans cette note la dénonciation du Concordat ? (2) Grave problème que diplomates et juristes ont cherché à résoudre, sans cependant arriver à des réponses concordantes et auquel la loi de Séparation ne donnera pas de solution, car elle se bornera à tenir pour acquise en fait l'abrogation du Concordat, méthode facile sinon juridique ! La thèse de M. Combes, président du conseil, consistait à prétendre que la note du 29 juillet, en même temps qu'elle mettait fin aux relations diplomatiques avec le Vatican, constatait la rupture du lien concordataire qui unissait la France et le Siège Apostolique ; pour lui, le Saint-Siège, ayant manqué aux engagements pris dans le Concordat, il était logique que l'on considérât le contrat comme rompu en vertu de l'article 1184 du code civil dont l'application était ainsi étendue d'une manière tout arbitraire aux relations internationales.

Nous ne discuterons pas ici la question de savoir comment pouvait prendre fin le Concordat. Qu'il ait été conclu pour une durée indéterminée, il ne s'ensuit pas, à notre sens, qu'il devait régir à jamais la situation juridique de l'Eglise de France (l'ar-

(1) Rappel des notes précédentes.

(2) Cf. GRUNEBaum-BALLIN, *La séparation des Eglises et de l'Etat*. — Paris, 1905, page 34 et suivantes.

ticle 17 sur l'hypothèse d'un Chef de l'Etat, non catholique, le prouve surabondamment) ; qu'ainsi donc l'une des deux parties puisse le dénoncer à l'autre en suivant les règles généralement observées dans les conventions diplomatiques, c'est-à-dire par exemple en lui notifiant la rupture du contrat un certain temps par avance, on doit encore l'admettre ; mais qu'un Gouvernement, parlant à la plus haute autorité morale qui soit, trouve moyen de rompre une convention de cette importance, en lui faisant tenir par son chargé d'affaires une note conçue à la fois en termes désinvoltes et sybillins, c'est ce qu'on ne saurait accepter.

Il faut, en effet, solliciter le texte de cette note du 29 juillet pour soutenir que, vis-à-vis du Vatican, elle constituait une dénonciation suffisante du pacte dont se réclamaient les deux parties en présence. Elle indique la décision de mettre fin à des relations officielles qui se trouvent être sans objet ; on est donc obligé de poser comme prémisse que les relations diplomatiques avec le Vatican ont pour objet l'application du Concordat, pour conclure que, du fait qu'elles sont sans objet, c'est que le Concordat n'existe plus (1). Est-ce que, à chaque fois que les relations diplomatiques sont rompues entre deux Etats, les traités qu'ils ont conclus ensemble sont anéantis *ipso facto* ?

Si nous insistons sur ce point qui peut sembler n'avoir pas grand rapport avec le statut légal de l'Eglise de France après

(1) M. Raymond Poincaré, dans une interview au *Figaro*, disait : « Il sera convenable de ne pas déchirer un traité séculaire dans un mouvement de mauvaise humeur et d'observer, en le résiliant, les traditions de courtoisie diplomatique qui sont l'honneur de notre pays ». Cette déclaration faite le 4 août, c'est-à-dire après le rappel de l'ambassade suppose que le problème de la rupture du Concordat n'est pas encore résolu et elle dénote chez son auteur le sens toujours très vif de la dignité nationale.

1905, c'est que la manière peu correcte dont a usé alors le Gouvernement français à l'égard de la papauté éclaire d'un jour singulièrement lumineux l'attitude que prendra Pie X, au lendemain de la loi du 9 décembre 1905. On s'étonnera beaucoup, alors, de l'intransigeance absolue du Saint-Siège. Avait-il véritablement à se louer de nos procédés ? M. Combes lui avait dénié le droit de présenter directement aux évêques des observations justifiées par des enquêtes successives et de les appeler à Rome pour plaider leur cause près de la Congrégation du Saint-Office. Que restait-il des prérogatives du pouvoir spirituel si l'investiture donnée par le pape aux évêques n'était pas assortie d'un droit de contrôle sur les actes de leur ministère et, le cas échéant, d'un droit de sanction vis-à-vis des coupables ? Certes, si la sanction allait jusqu'à la déposition canonique, il était naturel que l'accord se fît avec le pouvoir temporel qui avait nommé l'évêque, mais auparavant qu'avait à faire le Gouvernement dans des questions de morale et d'orthodoxie ? (1). Dans la rupture avec le Saint-Siège la France n'avait malheureusement pas su garder le beau rôle.

(1) Mgr. BAUDRILLART, *Quatre cents ans de Concordat*. — Paris, 1905, notamment page 332 et suivantes.

CHAPITRE II

LA DISCUSSION PARLEMENTAIRE DES DISPOSITIONS ESSENTIELLES DE LA LOI DE 1905

Du moment que le Gouvernement Français considérait que, par sa note du 29 juillet 1904, il avait non seulement mis fin aux relations diplomatiques avec le Saint-Siège, mais aussi dénoncé le Concordat, il devenait urgent que des dispositions nouvelles fussent prises sans retard pour régler les rapports des Eglises et de l'Etat et il était naturel que l'évolution des esprits conduisit à rechercher la solution idéale dans la séparation aussi complète que possible des deux pouvoirs. Chose curieuse : les autres cultes reconnus en France allaient, eux aussi, voir se modifier leur statut, alors que c'était au conflit entre le Gouvernement de la République et la seule Eglise catholique qu'était dû ce changement précipité de régime.

Avant la rupture avec Rome, en juin 1903, la Chambre des députés avait nommé une commission de trente-trois membres pour étudier les propositions de loi suivantes, qui avaient été déposées depuis la huitième législature sur la Séparation : de M. Dejeante (27 juin 1902) et de M. Ernest Roche (20 octobre 1902), plutôt destinées à obtenir un vote de principe qu'à établir un statut pour l'avenir ; de M. de Pressensé (7 avril 1903),

autorisant la constitution de sociétés civiles régies par le droit commun pour recevoir la propriété des immeubles provenant de la libéralité des fidèles ; de M. Hubbard (26 mai 1903), confiant l'administration des biens affectés au culte à un conseil communal d'éducation sociale à créer dans chaque commune et dans chaque arrondissement et composé en partie de femmes (idée d'un philosophe épris de chimères peut-être, mais non d'un juriste n'observant que les réalités) ; de M. Flourens (7 juin 1903), semblant donner aux Associations et même aux Congrégations religieuses une liberté qu'elles n'avaient jamais connue et leur confiant les édifices cultuels à la seule condition de ne pas les détourner de leur affectation ; de M. Reveillaud (25 juin 1903), créant des Associations, régies par la loi de 1901 pour obtenir la dévolution des biens ayant appartenu aux établissements publics du culte ; de M. Grosjean et de M. Berthoulat (29 juin 1903), stipulant également que le droit commun des Associations serait applicable aux Eglises ; enfin de M. Sénac (31 janvier 1903), qui constituait une menace de séparation sans cependant la réaliser.

Toutes ces propositions variées étaient loin de résoudre d'une manière satisfaisante le problème de la propriété ecclésiastique, mais on envisageait dans l'ensemble que les Associations, telles que les avait organisées la loi du 1^{er} juillet 1901, étaient susceptibles de se substituer aux établissements publics des cultes.

La commission des trente-trois députés s'était donnée comme président M. Ferdinand Buisson et, comme rapporteur, M. Briand qui avait rédigé un avant-projet pris comme base de discussion ; il faut reconnaître que si ce n'était pas la première fois qu'une pareille initiative parlementaire se manifestait,

c'était la première fois qu'elle aboutissait à une œuvre constructive intéressante ; les derniers articles de la proposition de loi avaient, en effet, été adoptés le 6 juillet 1904, c'est-à-dire avant la rupture définitive avec Rome.

Lors de la rentrée parlementaire, M. Combes, président du conseil et ministre des cultes, déposa le 10 novembre, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi d'initiative gouvernementale et tendant à la séparation des Eglises et de l'Etat ; il différait sensiblement de la proposition sur laquelle les membres de la commission s'étaient mis d'accord ; des tractations en vue de la rédaction d'un texte commun étaient entreprises lorsque le Ministère quitta le pouvoir. Un des premiers actes du nouveau gouvernement, qui avait à sa tête M. Rouvier et comme ministre des cultes, M. Bienvenu-Martin, fut de saisir la Chambre d'un autre projet de loi qui fut déposé le 9 février 1905 ; ses dispositions essentielles concordaient avec celles contenues dans le premier texte de la commission ; l'entente se fit très rapidement et, le 21 mars 1905, s'ouvrait la discussion générale à la Chambre des députés.

Dès le début des débats on s'aperçut très vite que, toute question sur le principe même de la réforme mise à part, la clef de voûte du projet était le titre IV relatif aux Associations à former pour recueillir les biens des établissements publics du culte et aussi pour subvenir aux frais et à l'exercice de ce culte. C'était là, suivant M. Ribot, « la pierre d'achoppement » de la loi et, suivant M. Denys Cochin, « l'âme » de cette même loi. Comment se constitueraient ces Associations ? Comment les principes essentiels de chaque culte s'intégreraient-ils, pour ainsi dire, dans leur organisation ? Quelle serait, enfin, leur capacité d'acquérir ? Autant de questions auxquelles

avaient répondu différemment les projets successifs élaborés par M. Combes, par M. Bienvenu-Martin et par M. Briand. Ce dernier, dans son rapport définitif (1), disait, en autres choses, à ce sujet : « Votre commission n'a pas hésité à adopter la « solution la plus libérale et, dès ce premier article du titre « IV, elle soumet les Associations religieuses au droit commun... La loi doit laisser les Eglises, et c'est pour elles une « liberté aussi essentielle que la liberté du culte, s'organiser « selon leurs tendances, leurs traditions et leur gré... Le projet « a pour but de laisser ainsi les communautés cultuelles s'organiser librement pour l'accomplissement intégral de leur « but strictement religieux... Dans toutes les dispositions légales relatives au droit des Associations cultuelles le principal « souci du législateur doit être de respecter les principes ecclésiastiques de toutes les communautés religieuses existant « actuellement. »

Nous examinerons successivement les débats à la Chambre des députés se rapportant au titre IV de la loi qui traite des Associations cultuelles et ceux auxquels ont donné lieu les articles 4 et 8 qui, eux, selon l'expression de M. Briand, règlent une question d'argent en posant la base de dévolution des biens des fabriques et des menses. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il était loisible à n'importe quel culte de fonder des Associations destinées à pourvoir à son entretien et à son exercice, sans pour cela qu'elles fussent nécessairement attributaires de biens ayant appartenu aux établissements publics supprimés ; c'était d'autant plus évident que les cultes non reconnus en 1905 n'avaient pas alors pour asseoir la propriété de leurs biens

(1) Voir J. O., *Documents parlementaires*, Chambre, 1904 ; Annexe 2.302, page 254 et suivantes.

d'établissements publics. La constitution d'Associations culturelles et la dévolution des biens étaient deux opérations distinctes ; il semble souvent que le législateur l'ait trop oublié en 1905 et qu'il ait interverti l'ordre logique des facteurs en discutant d'abord l'attribution des biens sous le titre II et ensuite l'organisation des associations sous le titre IV. Cette remarque nous paraît avoir son importance et, si nous ne suivons pas l'ordre chronologique des débats, c'est que nous voulons avant tout dégager l'esprit des textes et que, à notre sens, ceux qui s'appliquent aux Associations diocésaines formées depuis 1924, se trouvent dans les articles 18 à 24, non ailleurs (1).

A. — Dans la discussion générale à la Chambre, on peut relever comme intéressant notre matière : le discours de Paul Deschanel, qui revendique pour les Associations une liberté entière de se constituer et de recevoir des dons et legs (2) ; celui de M. Gabriel Deville, énonçant une idée semblable (3) ; de M. de Gailhard-Bancel, qui s'élève contre la capacité trop limitée des Associations et contre le contrôle auquel elles seront astreintes (4) ; de M. Ribot, qui manifeste des craintes sur le respect de la hiérarchie de l'Eglise au sein des nouvelles Associations (5) ; de M. Bienvenu-Martin, ministre des cultes, qui défend le projet de loi en faisant ressortir que « dans certains

(1) Au surplus s'il est simplement question ici de la discussion à la Chambre des députés, c'est que le Sénat a adopté les textes sans y modifier quoi que ce soit. Voir, pour les débats au Sénat, l'ouvrage de M. Maxime Lecomte, rapporteur : *La séparation des Eglises et de l'Etat*, Paris 1906.

(2) *J. O.*, Chambre, D. P. Séance du 23 mars 1905, page 1028 et suivantes.

(3) *Idem*, Séance du 23 mars 1905, page 1037 et suivantes.

(4) *Idem*, Séance du 3 avril 1905, page 1182 et suivantes.

(5) *Idem*, Séance du 3 avril 1905, page 1191 et suivantes.

pays soumis au régime de la séparation où la religion catholique compte un très grand nombre d'adhérents, la célébration du culte est précisément assurée au moyen d'Associations de cette nature » et en insistant sur la liberté de faveur accordée ici par rapport aux Associations de la loi de 1901 (1) ; enfin de M. Briand, rapporteur qui, lui aussi, insiste sur le droit pour les Associations cultuelles de recevoir le produit des quêtes (dons manuels), de conserver en ce qui concerne l'Eglise catholique la constitution diocésaine en formant des groupements d'Associations paroissiales et de devenir le simple prolongement des établissements publics du culte (2).

B. — Le 8 avril 1905, le passage à la discussion des articles était voté par 358 voix contre 217 et c'est seulement le 15 juin qu'on abordait le débat sur le titre IV. L'article 18 (primitivement n° 16) ainsi conçu : « *Les Associations formées pour subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public du culte devront être constituées conformément aux articles 5 et suivants du titre I de la loi du 1^{er} juillet 1901. Elles seront, en outre, soumises aux prescriptions de la présente loi* », fut adopté presque sans discussion.

L'article 19 qui, à lui seul, réglait tout le fonctionnement des Associations allait, au contraire, provoquer bien des débats. Déjà à la séance du 15 juin M. l'abbé Gayraud, se faisant l'interprète de certains catholiques, se demandait « s'il serait possible de faire cadrer les dispositions de cet article avec les exigences de sa foi religieuse » (2). « La Constitution de l'Eglise catholique, ajoutait-il, est une constitution monarchique ; il

(1) J. O., Chambre, D. P., Séance du 4 avril 1905, page 1212 et suivantes.

(2) *Idem*, Séance du 6 avril 1905, page 1240.

(3) *Idem*, Séance du 15 juin 1905, page 2256.

s'ensuit que vous ne pouvez pas introduire à son insu dans son organisation un principe démocratique... La hiérarchie ecclésiastique est souveraine dans l'administration du temporel comme dans l'enseignement et dans l'administration des sacrements. Ce n'est pas à dire que, dans certains cas, l'Eglise n'ait accepté de partager l'administration du temporel avec des laïques, mais il faut que vous sachiez que cela a été l'effet d'une concession de la puissance ecclésiastique ». Ainsi ce député, jugeant plus en homme d'Eglise qu'en juriste, s'il ne portait pas une condamnation sans appel contre le système de la loi, insistait sur l'impossibilité matérielle d'imposer un statut à une société telle que l'Eglise catholique sans l'avoir préalablement consultée. Malheureusement, il était bon prophète.

L'article 19 prévoyait, en réalité, deux sortes de mesures différentes : les unes restrictives du droit commun comme celles sur le nombre minimum de membres et sur l'obligation du contrôle financier de l'Assemblée générale ; les autres au contraire élargissant la capacité des Associations cultuelles et leur permettant de recevoir le montant des quêtes et collectes.

Les défenseurs de la loi jugeaient utile, pour garantir la bonne administration des biens qui seraient dévolus par les établissements publics du culte, de constituer des Assemblées d'autant plus nombreuses que le siège de l'Association serait situé dans des villes plus importantes. Ils obtinrent gain de cause malgré la contradiction apportée par M. Ribot qui soutenait qu'étendre le nombre des membres des Associations pouvait être dangereux. Un amendement déposé par lui, qui fixait en tous les cas le nombre de 7 membres comme suffisant, fut repoussé par 309 voix contre 257, le 15 juin 1905 et, dans le même esprit, la Chambre refusa de suivre MM. Dumont et Gay-

rand qui voulaient limiter l'obligation pour les Associations de comprendre un nombre minimum de membres aux seules Associations attributaires de biens.

Le troisième paragraphe de l'article 19, dont la rédaction définitive fut adoptée à mains levées le 19 juin 1905, était ainsi conçu : « *Nonobstant toute clause contraire des statuts, les actes de gestion financière et d'administration légale des biens, accomplis par les directeurs et les administrateurs seront chaque année au moins présentés au contrôle de l'Assemblée générale des membres de l'Association et soumis à son approbation.* » Il avait donné lieu à des observations fort intéressantes de la part du ministre des cultes. Après que MM. Ribot et Ferdinand Buisson eurent rappelé toute la liberté qu'avaient les Associations de rédiger leurs statuts, M. Bienvenu-Martin insista sur la portée relative de ce texte (1) qui donne à l'Assemblée générale un pouvoir de contrôle et d'approbation sans lequel, il faut le dire, l'Association eût pris manifestement un caractère un peu imaginaire.

Le quatrième paragraphe avait trait à la possibilité pour les Associations cultuelles de recevoir « *le produit des quêtes et collectes pour les frais du culte, percevoir les rétributions :*

(1) J. O., Chambre, D. P., Séance du 15 juin 1905, page 2256.

« La seconde modification, dit le Ministre, consiste dans l'insertion du paragraphe qui interdit d'inscrire aux statuts une clause excluant de tout droit dans l'administration des biens de l'Association l'Assemblée générale de ses membres.

M. Ribot me paraît avoir interprété cette disposition d'une façon un peu excessive quand il a dit qu'elle avait pour but de mettre sur un pied d'égalité, au point de vue d'administration des biens, tous les membres de l'Association. Dans sa pensée le texte proposé signifierait que le Conseil d'administration de l'Association devrait se composer de tous les membres de l'Association. Le texte n'a pas ce sens ; il veut simplement dire que l'Assemblée générale ne pourra pas être tenue en dehors de l'administration des biens. »

pour les cérémonies et services religieux même par fondation ; pour la location des bancs et des chaises ; pour la fourniture des objets destinés au service des funérailles dans les édifices religieux et à la décoration des édifices ». En réalité, c'était là une extension très appréciable du régime de la loi de 1901, extension rendue inévitable puisque le principe de séparation cadrerait mal avec l'idée d'une autorisation gouvernementale pour accepter les libéralités consenties aux Associations culturelles (1). Il fut, tout de suite, convenu que les mots « même par fondations » ne s'appliquaient qu'aux cérémonies et services religieux et que, pour la signification de l'expression « services religieux », on s'en rapporterait à la jurisprudence antérieure. M. Bienvenu-Martin, pressé de questions par MM. Auffray et Groussau, déclarait expressément à ce sujet : « les fondations ont si peu le caractère de libéralités qu'on admet qu'elles soient instituées par acte sous seings privés et non pas dans la forme solennelle des donations », et plus loin, il ajoutait que « c'étaient des conventions à titre onéreux, des contrats commutatifs qui avaient pour but d'obtenir moyennant versement d'une certaine somme certains services au prix fixé par le tarif en vigueur », répétant encore pour mieux marquer la limite restreinte de cette concession du législateur qu'il ne saurait en aucun cas être question de fondations permettant des libéralités illimitées, « alors même qu'elles auraient pour objet l'entretien du culte ou des dépenses corrélatives ».

Finalement un amendement de M. Auffray proposant d'étendre la capacité des Associations culturelles fut repoussé par

(1) Déclarations du ministre des cultes. *J. O.*, Chambre, *D. P.*, Séance du 19 juin 1905, pages 2299 et 2300.

326 voix contre 244 et l'ensemble de l'article 19 adopté par 339 voix contre 210. M. Briand, rapporteur, avait soutenu que dans les avantages du texte voté les Cultuelles trouveraient un « élément de ressources considérables » et il avait expressément indiqué (point capital pour notre matière) que les articles 18 et suivants du titre IV s'appliqueraient à toutes les Associations, qu'elles soient ou non attributaires des biens des établissements publics du culte (1). Le Ministre avait donné le même avis.

L'article 20 permettait aux Associations cultuelles de former des unions ayant une administration et une direction centrales ; envisagé au point de vue catholique c'était la possibilité donnée aux évêques de fédérer en Associations diocésaines leurs Associations paroissiales et à l'archevêque de Paris ou au primat des Gaules, par exemple, de grouper en une Association nationale les Associations diocésaines. Mais gardons-nous ici d'une confusion ; du fait que ces prélats étaient autorisés par l'article 20 à former ces groupements, cela ne veut nullement dire qu'ils n'étaient pas libres (bien au contraire) de créer au siège de leur évêché une Association diocésaine indépendante en quelque sorte des Associations paroissiales et se suffisant à elle-même. Un dialogue très net entre M. Ribot et M. Briand, rapporteur, nous renseigne à ce sujet (2), dialogue qu'il est fort important de rappeler, car les Associations permises en 1924 par Pie XI ne sont pas autre chose que la mise en application de cette idée.

(1) *J. O., Chambre, D. P.*, 1905, page 2332.

(2) *J. O., Chambre, D. P.*, séance du 20 juin 1905, page 2338.

M. RIBOT. — L'évêque aurait pu constituer dans chaque diocèse une Association diocésaine, car rien dans la loi n'interdit, n'est-il

C. — A côté de ces règles posées par le législateur pour la constitution des Associations cultuelles, se trouvent celles relatives à la dévolution des biens à ces mêmes Associations. On les rencontre surtout dans le fameux article 4 dont la rédaction a donné lieu à de si laborieuses discussions et l'application à des interprétations si différentes ; brièvement nous examinerons ces controverses à l'occasion des divers débats parlementaires.

Le principe est celui-ci : on juge impossible pour des raisons d'équité et aussi de politique de priver les Eglises de la totalité des biens qui assurent leur vie économique ; en dehors de ceux qui proviennent de l'Etat ou de ceux qui ne sont pas grevés d'une fondation pieuse, ces biens des établissements publics du culte sont donc attribués, avec toutes les charges et obligations qui les grèvent et leur affectation spéciale, « aux

pas vrai, de constituer des Associations qui dépassent les limites d'une commune.

M. LE RAPPORTEUR. — Rien ne s'y oppose en effet.

M. RIBOT. — Mais la liberté générale de votre loi permettra incontestablement de faire des Associations cultuelles qui dépassent la commune ; il n'y a pas de difficultés n'est-ce pas ? Il n'y aura pas de minimum de membres pour ces Associations là ; celles qui seront faites au chef-lieu du diocèse pourront être constituées par un nombre quelconque de membres.

M. LE RAPPORTEUR. — Le siège de l'Association sera indicatif à ce point de vue là.

M. RIBOT. — On le placera dans un village, de cette façon on évitera la difficulté.

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne sais pas s'il sera de l'intérêt de l'évêque de se livrer à cette petite plaisanterie.

M. RIBOT. — C'est une petite difficulté ; nous sommes d'accord sur ce point que l'évêque pourra constituer une Association diocésaine ; il est probable qu'il usera de cette faculté, ce ne sera pas une Association procédant par élection, une fédération, ce sera une Association indépendante, mais alliée avec les autres Associations, si elle le veut, comme le permet d'ailleurs l'article 17.

Associations qui en se conformant aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice se seront légalement formées suivant les prescriptions de l'article 19 pour l'exercice du culte dans les anciennes circonscriptions de la Commission et ils furent introduits à la suite pose à l'esprit et que M. Barthou formulait ainsi : « Quelle est l'Association qui exactement, sincèrement, loyalement, continue le culte ? » Les mots « en se conformant aux règles d'organisation générale du culte » n'existaient pas dans la première rédaction de la commission et ils furent introduits à la suite des préoccupations très vives de certains députés désireux de poser un critérium juridique précis pour la vocation des cultuelles à devenir attributaires de biens. M. Ribot particulièrement (2) se fit l'éloquent interprète de cette idée : pour lui, l'organisation intérieure de chaque culte se présentait comme un fait, expression de la liberté religieuse ; en particulier, l'organisation catholique reposant sur l'autorité des évêques, il fallait la respecter. « Si la Commission pense, en effet, disait-il, que l'on ne pourra faire de dévolution des biens qu'à des organisations qui seront en communion avec l'évêque, soumises à l'autorité épiscopale et créées par elle, je demande à M. le rapporteur de donner cet éclaircissement ».

Aussi bien dans l'intérêt des Eglises respectives que de la paix sociale, il était indispensable que les biens ainsi transmis ne changeassent pas d'affectation et fussent attribués à des Associations où les dogmes seraient pleinement respectés ; pour

(1) Les parties entre guillemets reproduisent textuellement la rédaction définitive de l'article 4.

(2) *J. O.*, Chambre, *D. P.*, séance du 20 avril 1905, page 1607 et suivantes.

l'Eglise catholique en particulier, les biens des fabriques et des menses devaient aller à des Associations où la hiérarchie catholique ne pourrait pas être discutée. C'est tout cela qu'exprimait le membre de phrase « Associations se conformant aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice ». Il paraissait difficile de trouver une expression plus heureuse dans l'obligation où était le législateur de viser tous les cultes antérieurement reconnus ; au surplus, M. Briand, rapporteur, s'était longuement et à diverses reprises expliqué sur l'interprétation à donner à cette formule du point de vue catholique. Nous ne retiendrons de ses discours que deux passages essentiels qui, quoiqu'on en ait dit, dégagent d'une manière lumineuse la notion du respect de la hiérarchie romaine au sein des Associations attributaires (1). Du reste, s'il fallait ne plus avoir d'hésitations sur la signification précise de ce texte, il suffirait de lire quelques-unes des critiques fort vives adressées par des députés d'extrême gauche

(1) *J. O.*, Chambre, *D. P.*, séance du 20 avril 1905, page 1607 et suivantes :

M. BRIAND. — Il est plus que probable, il est certain, que les Associations seront composées sinon en totalité, du moins en majeure partie, des membres qui constituent à l'heure actuelle les établissements publics du culte. Que fera l'Eglise catholique au moment où elle constituera ces Associations ? Elle leur donnera une formule, un statut qui sera uniforme dans la France entière. Il faut vous attendre à ce que demain les Associations catholiques se constituent pour entretenir et pratiquer la religion catholique, apostolique et romaine conformément aux règles et aux prescriptions de cette Eglise et ces règles seront précises. En cas de procès, les statuts seront évidemment le principal élément d'appréciation pour le tribunal.

Et *J. O.*, Chambre, *D. P.*, séance du 22 avril 1905, page 1677 et suivantes.

M. BRIAND. — Que vous proposez-vous par l'article 4 ? De régler pour l'avenir le sort de toutes les Associations qui pourraient se créer pour pratiquer les cultes les plus divers ? Non. Mais de liqui-

(M. Jaurès excepté) qui, au mépris de l'équité, regrettaient vivement qu'on « liât ainsi le juge civil à la décision du droit canon » (1) ; mais on doit aussi ajouter que, à deux reprises, M. Briand avait déclaré que l'article 4 ne jouait que s'il s'agissait d'une question de dévolution (2).

Bref le 22 avril 1904, après que le ministre des cultes se fut déclaré d'accord avec M. Briand sur l'interprétation de l'article 4, la Chambre par 368 voix contre 198 maintint l'incise « en se conformant... etc. » et l'ensemble de l'article fut voté par 482 voix contre 52.

Les catholiques chantèrent victoire; M. Jaurès s'écria : « La séparation est faite ». Mais c'était bien plutôt le cas de dire que rien n'est fait tant qu'il reste encore quelque chose à faire, car, au retour des vacances de Pâques, on faillit tout simplement défaire par l'article 6 (devenu depuis l'article 8) les quelques notions de bon sens contenues dans l'article 4. Il s'agissait d'envisager le cas de conflit entre plusieurs Associations cul-

der une situation matérielle... Nous sommes en présence de l'Eglise catholique avec la constitution qu'elle s'est donnée et que vous ne pouvez pas ignorer : il y a des curés dans l'Eglise Catholique. Il y a aussi des évêques, il y a même un pape... Eh bien, ces curés, ces évêques, ce pape constituent une hiérarchie culturelle en face de laquelle, dans le moment même où vous devez faire la liquidation des biens que vous consentez à lui laisser, de biens qui peuvent consister dans une proportion que je n'ai pas à juger en des fondations pour messes par exemple, vous ne voulez pas changer leur affectation, n'est-ce pas ? A qui vont-ils donc aller ? Aux curés, aux évêques, aux fidèles, à l'ensemble de l'organisation catholique au profit de laquelle l'attribution doit équitablement être faite.

(1) Voir notamment : *J. O.*, Chambre, *D. P.*, séance du 20 avril 1905 ; discours de M. César Trouin, page 1613 ; de M. Charles Dumont, page 1614, et séance du 21 avril 1905, discours de M. Nourens, page 1643.

(2) Réponse à M. Dumont. Séance du 20 avril 1905, page 1614 du *J. O.* et discours du 22 avril 1905 dont le passage capital est rap-pelé *supra*.

tuelles formées pour l'exercice du même culte et réclamant les mêmes biens. Le cas pouvait paraître assez invraisemblable, tout au moins pour l'Eglise catholique, mais ne fallait-il pas tout prévoir et aussi, pour certains, reprendre un peu du terrain précédemment perdu. Ce fut l'occasion d'une discussion très confuse dans le détail de laquelle nous ne saurions entrer. La compétence du Conseil d'Etat fut facilement admise, la substitution du tribunal administratif à un tribunal civil étant basée d'après les auteurs de la loi sur la nature des biens des fabriques qui, d'après M. Caillaux, dépendaient du domaine public. Comment et sur quelles bases statuerait le Conseil d'Etat ? Le texte répondait « en tenant compte de toutes les circonstances de fait ». Ainsi, ce nouveau membre de phrase, sorti de l'imagination de MM. Cruppy et Caillaux, n'allait-il pas ruiner toute la portée de l'article 4 et permettre à des Associations cultuelles, se constituant après coup, de remettre à chaque instant en question la première attribution sous prétexte que l'Association attributaire n'était plus en mesure de remplir son objet ? Après des débats touffus et contradictoires M. Briand, rapporteur, et M. Bienvenu-Martin, ministre, furent d'accord pour déclarer (1) que l'article 6 n'abrogeait pas l'article 4, qu'ils se combinaient ensemble, et que, parmi toutes les circonstances de fait qu'aurait à examiner le Conseil d'Etat, figurait celle de conformité aux règles d'organisation du culte contenue en l'article 4. L'article 6 dans sa rédaction définitive fut adopté le 27 mai 1905 par 320 voix contre 243.

Enfin sur l'important problème des édifices religieux, la Chambre avait partiellement donné satisfaction aux demandes

(1) *J. O., D. P.*, Chambre, séance du 25 mai 1905, page 1925.

des catholiques en votant le 9 juin 1905 l'article 11 (2) qui laisse la jouissance gratuite aux Associations cultuelles des édifices servant à l'exercice public du culte ainsi que des objets mobiliers les garnissant, à charge des réparations de toute nature ainsi que des frais d'assurance et autres charges afférentes à ces édifices et à ces meubles.

L'ensemble de la loi fut définitivement voté par la Chambre le 3 juillet 1905 par 341 voix contre 233 ; le Sénat, pour hâter la réforme, ne devait y introduire aucune modification. Le 9 décembre suivant elle était promulguée ; le régime concordataire avait vécu.

(2) Article 13 dans la rédaction définitive.

CHAPITRE III

LE REFUS DE L'EGLISE

Comment l'Eglise de France allait-elle s'adapter au régime que le Gouvernement de la République, par la loi du 9 décembre 1905, venait de substituer à celui des cultes reconnus, sans s'être inquiété au préalable si ce nouveau système était adéquat à la constitution même de la religion catholique ? Telle est la question qui préoccupait tous les esprits un peu soucieux, au début de 1906, de la paix intérieure. Il faut dire que, sur la réponse, l'opinion était loin d'être unanime, même dans les milieux catholiques. Il s'était formé, en effet, lors de la discussion de la loi une atmosphère de bataille peu favorable à une interprétation impartiale et véritablement juridique des dispositions votées. L'adoption de l'article 4 avait été considérée par les catholiques comme une victoire tandis qu'au contraire les partis avancés voyaient dans l'article 8 une revanche de leurs conceptions. Des paroles malheureuses prononcées de part et d'autre, la politique anticléricale et même antireligieuse suivie depuis quelques années par le Gouvernement français, malgré des protestations réitérées de libéralisme, tout cela ne contribuait pas à faciliter la solution d'une aussi grave question.

Certes, l'Eglise recouvrait une liberté que peu souvent elle

avait connue ; le pape retrouvait une complète latitude dans le choix des évêques et la faculté de correspondre en toute indépendance avec eux ; ceux-ci pouvaient, désormais, se réunir librement pour discuter des intérêts qui leur étaient confiés : autant d'avantages que personne ne pouvait nier et dont on profita du reste sans tarder. En revanche, une grande partie du patrimoine des fabriques et des menses, ou bien faisait retour à l'Etat, ou bien était attribuée à des établissements publics suivant la nature des charges qui le grevaient ; l'Eglise était privée de ses évêchés et de ses séminaires ; ses ressources diminuées lui permettraient-elles, non seulement de continuer à assurer dignement le service divin, mais aussi de poursuivre sa noble mission de dispensatrice de la charité ? Ce patrimoine amoindri, dont les représentants des anciens établissements publics du culte devaient effectuer la dévolution au profit des Associations cultuelles, serait-il sauvegardé par la suite ? Les charges de réparations et d'entretien des édifices du culte laissés à la jouissance des dites Associations n'allaient-elles pas grever lourdement un budget restreint ? Autant de points qu'il était délicat de démêler.

Aussitôt après le vote de la loi, les catholiques se montrèrent (comme trop souvent hélas ! en France) bien divisés sur l'attitude à adopter et donnèrent, suivant l'expression de M. Houtin, le spectacle d'un beau désordre. Les uns, avec Albert de Mun, considéraient qu'accepter un pareil régime c'était « s'en rendre complice » et ils conseillaient aux prêtres et aux fidèles d'ignorer la loi ; les autres, au contraire, comme Brunetière et d'Haussonville, impressionnés surtout par la situation désastreuse qui résulterait pour l'Eglise d'un refus, pensaient qu'on pourrait s'accommoder des Associations cultuelles et que

« même un certain bien pourrait à la longue sortir pour l'Eglise de l'aventure dans laquelle la République avait précipité la France et qu'ils déploraient comme Français plus qu'ils ne la redoutaient comme catholiques ». Mgr Baudrillart, alors consulté par M. Rouvier, président du conseil, avait nettement déclaré que Rome n'accepterait pas la loi, non pas tant à cause des contradictions du texte (articles 4 et 8) mais surtout parce que « le Saint-Siège ne pouvait approuver une législation ecclésiastique qui émanât uniquement de la puissance civile et une interprétation de cette législation qui appartient exclusivement à cette même puissance » (1).

On comprend que, dans ces difficiles conjonctures, Rome, mise au courant de ces avis contradictoires, se soit recueillie un assez long temps avant de prononcer la parole décisive. Et, de fait, le 11 février 1906, par l'encyclique *Vehementer* adressée au clergé et aux fidèles de France, c'était une condamnation de principe que prononçait le pape Pie X contre la loi de séparation. « Nous réprouvons et condamnons la loi votée en France sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat comme profondément injurieuse vis-à-vis de Dieu... comme contraire à la constitution divine de l'Eglise, à ses droits essentiels et à sa liberté, comme gravement offensante pour la dignité de ce Siège apostolique, pour Notre Personne, pour l'Episcopat, pour le clergé et pour tous les catholiques français. Nous sommes fermement résolus à vous adresser, en temps opportun, des instructions pratiques. »

(1) Voir l'article publié par l'éminent recteur de l'Institut catholique dans le *Courrier de Genève* du 23 avril 1919 à la suite de l'allusion à ces faits contenue dans le Discours de réception prononcé par M. Marcel Prévost à l'Académie française.

Le document pontifical insistait déjà sur les Associations qui, demain, suivant la seule volonté du législateur français, se formeraient pour subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public du culte. Après avoir rappelé que la hiérarchie romaine est d'essence divine, que l'Eglise est une société inégale, que dans le corps pastoral seul résident le droit et l'autorité nécessaires pour promouvoir et diriger tous les membres vers la fin de cette société, Pie X ajoutait :

« Contrairement à ces principes la loi de séparation attribue
« l'administration et la tutelle du culte public, non pas au
« corps hiérarchique divinement institué par le Sauveur, mais
« à une Association de personnes laïques; à cette Association
« elle impose une forme, une personnalité juridique et pour
« tout ce qui touche au culte religieux elle la considère comme
« ayant seule des droits civils et des responsabilités à ses
« yeux... Quant au corps hiérarchique des pasteurs on fait
« sur lui un silence absolu et, si la loi prescrit que les Associations culturelles doivent être constituées conformément
« aux règles générales du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice, on a bien soin de déclarer que, de tous les
« différents qui pourront naître relativement à leurs biens,
« seul le Conseil d'Etat sera compétent ».

En réalité cette encyclique, tout en ne prétendant être qu'un avertissement de principe, « une thèse », laissait peu de place à une conciliation que beaucoup persistaient à souhaiter. M. Houtin (1) soutient qu'à Rome on était, en général, fort peu renseigné sur notre situation parlementaire et qu'on ne comprenait pas le système d'Associations culturelles dont le Gouver-

(1) *Une vie de prêtre. Mon expérience.* Paris 1926, page 345.

nement entendait faire la base du nouveau régime. C'est possible et même probable ; mais l'erreur vient, à notre sens, de deux causes essentielles : Le Saint-Siège s'accommodait mal des formules vagues employées par le législateur. Celui-ci, au contraire, ne voulait pas en employer de plus précises puisqu'il tenait avant tout à ce que la loi s'appliquât à tous les cultes ; rivé à ses principes de laïcité et de séparation, il craignait qu'en désignant nommément une Eglise ou ses chefs il ne la reconnût implicitement (crainte un peu puérile, sans doute). D'autre part, comment le gouvernement de la République aurait-il pu éclairer Pie X sur ses véritables intentions, qu'il ne cessait de proclamer libérales, puisqu'il n'avait gardé auprès du Vatican aucun agent diplomatique ? Il n'aurait pas manqué, ce représentant officiel de montrer au pape à la lumière des textes, des délibérations parlementaires et des travaux préparatoires : que, les établissements publics supprimés, il fallait bien trouver dans le cadre de la législation française un support juridique à la propriété ecclésiastique ; qu'on ne pouvait pas songer à recourir à la propriété personnelle et à faire de l'évêque une sorte de fidéicommissaire gérant le patrimoine de l'Eglise ; que l'Association de la loi de 1901, dont la loi de 1905 avait élargi la capacité, offrait un asile à la propriété collective ; que les Associations cultuelles n'étaient pas nécessairement composées de seuls laïcs ; que, libres de rédiger leurs statuts, elles pouvaient faire une place éminente dans leur administration à la hiérarchie romaine ; que même, pour celles qui recevaient les biens des fabriques et des menses, c'était, une obligation légale ; qu'elles avaient la faculté de se grouper par diocèse et de se fédérer en union nationale ; que la jurisprudence du Conseil d'Etat offrait des garanties certaines d'impartialité ; et qu'au

surplus il était difficile sinon impossible, qu'en tout cas l'Etat n'admettrait jamais « qu'un procès s'élevant sur le territoire français fût tranché par une juridiction ecclésiastique » (1).

Si le ton de l'Encyclique *Vehementer* ne permet guère de répéter avec M. Denys Cochin « qu'à Rome le principe de la loi nouvelle n'avait pas dès l'abord soulevé d'opposition » (2), il ne faut pas oublier cependant que le Saint-Siège, dès le 14 février 1906, dans une lettre adressée à l'archevêque de Paris par le cardinal, secrétaire d'Etat, faisait connaître les questions auxquelles devraient répondre les évêques, lors de leur prochaine assemblée générale ; la possibilité de trouver dans le cadre de la loi une organisation respectant la hiérarchie catholique était au nombre de ces questions (3). En France, tandis que certains cherchaient à créer parmi les catholiques à propos des inventaires des biens des fabriques, une « agitation ridicule et coupable » (4) ; d'autres, au contraire, essayaient de maintenir sur le terrain plus serein des discussions juridiques un problème que, tour à tour, on faisait dévier par des arguments de pure politique ou de dangereuse sentimentalité. Le 16 mars 1906 paraissait le décret portant règlement de la loi du 9 décembre 1905 (5) ; il avait été précédé d'un rapport au Con-

(1) DUGUIT. — *Traité de droit constitutionnel*. Paris 1925, tome V, page 515.

(2) Préface au livre de Mgr CHAPON : *L'Eglise de France et la loi de 1905*. Paris.

(3) Cf. Le rapport de Mgr FULBERT PETIT, archevêque de Besançon à la commission préparatoire de l'Assemblée des évêques, publié dans *Le Siècle* du 23 août 1906.

(4) L'expression est de M. Raymond Poincaré ; Cf. article de M. le Doyen BERTHELEMY sur les Inventaires. *Revue des Institutions Culturelles* 1906, tome I, page 96.

(5) *J. O.* du 17 mars 1906, page 1742.

seil d'Etat rédigé par M. Saisset-Schneider (1) où l'auteur insistait en ces termes sur le mode de fonctionnement des nouvelles Associations : « La naissance, le fonctionnement de ces Associations sont, sans doute, astreints à certaines règles, mais celles-ci ne peuvent être que des mesures de contrôle ; c'est librement qu'elles se constitueront, c'est librement qu'elles détermineront leur constitution intérieure, l'étendue de leur action, c'est librement qu'elles fonctionneront sous la seule réserve de la vérification de leur gestion financière » ; mais il était aussi avancé dans ce rapport : « Sans elle, (l'Association) il n'y aura pas de culte public car la loi n'admet l'exercice public du culte que par l'Association cultuelle et en même temps l'Association cultuelle n'aura d'autre objet que d'assurer le culte public ». Suivaient des considérations sur l'attribution des biens et où l'idée d'affectation était particulièrement mise en relief.

Cette affirmation de M. Saisset-Schneider sur l'impossibilité de pourvoir à l'exercice du culte sans Association (2) était l'un des arguments le plus décisif dont se servaient les partisans d'une conciliation pour demander au Chef de l'Eglise la permission de se soumettre à la loi. Dans une lettre qu'ils adressaient aux évêques de France, dès avant la publication du décret du 16 mars, un groupe de catholiques éminents et de juristes distingués (3) insistaient auprès des prélats pour que

(1) Rapport publié dans *Le Temps*, les 21 et 22 juillet 1906 ; Voir aussi *Revue des Institutions Cultuelles*, 1906, Tome I, page 323 et suivantes.

(2) Cf. *infra* page 54. Comment le ministre et le Conseil d'Etat résolurent la difficulté après le refus de l'Eglise.

(3) La lettre était signée notamment par MM. Brunetière, Denys Cochin, Georges Goyau, prince d'Arenberg, Comte d'Haussonville, Anatole Leroy-Beaulieu, Sabatier, Saleilles, marquis de Ségur, marquis de Vogüé. Ce furent les « cardinaux verts ».

l'Association culturelle devînt une réalité et, ce, pour des raisons en quelque sorte négatives. La grave question était de savoir si la hiérarchie serait respectée au sein des nouvelles Associations et si le patrimoine restreint dont la loi autorisait la dévolution à leur profit serait au moins sauvegardé (1). Pour atteindre ce but, Mgr Fulbert Petit, archevêque de Besançon, chargé de présenter un rapport sur la question des Associations à l'assemblée des évêques qui devait se tenir en mai 1906 avait rédigé avec le concours de juristes un projet de statuts qui seraient à la fois légaux et canoniques. Ces Associations dites canonico-légales ou encore fabriciennes (l'adjectif « cultuel » semblant barbare et peu orthodoxe !) avaient pour but de : 1° recevoir les biens des fabriques avec l'autorisation ecclésiastique compétente c'est-à-dire de l'évêque ; 2° les gérer suivant les lois canoniques ; 3° assurer l'exercice du culte en se conformant aux lois de l'Eglise romaine c'est-à-dire en n'empiétant pas sur les droits du clergé ; 4° adhérer à l'union diocésaine formée par l'évêque et sous son autorité ; 5° se soumettre à l'autorité de l'évêque et du pape. Les membres devaient faire une profession de foi et de soumission à l'enseignement dogmatique et moral de l'Eglise ainsi qu'à la hiérarchie ; en outre, les principales dispositions des statuts étaient les suivantes : le curé était de droit président de l'Association et du conseil qui la dirige ; les autres membres du conseil étaient électifs mais devaient être agréés par l'évêque ; les actes les plus importants ne pouvaient être décidés qu'avec l'autorisation épiscopale ; le curé avait la police de l'église et divers droits qu'il exerçait seul ; le budget et les comptes étaient

(1) Cf. Sur tous ces points la *Revue des Institutions Culturelles*, directeur G. Lagreselle ; la revue *Demain*, directeur Pierre Jay.

approuvés par l'évêque qui pouvait toujours inscrire ou rayer au budget une recette ou une dépense et ils n'étaient soumis qu'ensuite et pour la forme à l'Assemblée générale des associés. En plus de toutes ces prescriptions il existait un règlement intérieur liant les laïcs aux décisions du clergé et de l'évêque. M. Chénon a, sans doute, exagéré lorsqu'il a qualifié ces Associations de mythe juridique et lorsqu'il a avancé que, pour l'Eglise catholique, l'article 4 ne pouvait pas dire respect de la hiérarchie (1); en revanche, l'existence même du règlement intérieur secret entre les membres de la fabricienne, n'était-ce pas une preuve que l'Eglise se sentait mal à l'aise dans le cadre que lui traçait la loi, et d'autre part, quelle sanction civile comportait ce règlement qui allait à l'encontre des règles impératives de la législation française ?

Ces projets furent soumis à l'Assemblée générale des évêques de France qui se tint à l'archevêché de Paris les 30 et 31 mai 1906 (1). Soixante-quatorze évêques, nous dit le correspondant anonyme du *Temps*, étaient présents ; le programme tenait presque tout entier dans la réponse à faire au sujet d'un accommodement possible avec la loi et, sur le résultat des délibérations, des interprétations fantaisistes se sont données libre

(1) Nous verrons ce qu'il faut en penser lorsque nous discuterons sur la légalité des Associations diocésaines. Cf. *Infra*, page 102.

(2) Le compte-rendu détaillé de ces Assemblées, bien que les évêques présents fussent tenus au secret sous peine de suspense fut publié dans *Le Temps* les 24 et 25 août 1906. Le rapport de Mgr Fulbert Petit, archevêque de Besançon, le mémoire « confidentiel » de Mgr Fuzet, archevêque de Rouen et les projets d'Association fabricienne et d'union diocésaine furent publiés dans le *Siècle* les 23, 24, 25, 26 et 27 août 1906. C'est d'après ces deux sources officielles que nous rapportons ici la physionomie des discussions.

cours (1). En réalité il y eut deux votes très distincts ; à la question : « Approuvez-vous le vote de la loi de Séparation ? » il y eut l'unanimité moins deux voix, pour la négative, tandis que, le lendemain, les évêques, par 48 voix contre 26, jugeaient avantageux de soumettre au Saint-Siège le projet des Associations fabriciennes préparé par l'archevêque de Besançon et qu'avaient défendu notamment l'archevêque d'Albi et Mgr Amette, coadjuteur de Paris. Au fond les évêques, après avoir condamné en principe la loi comme leur en faisaient une obligation les enseignements dogmatiques de l'Eglise et l'encyclique *Vehementer*, estimaient que, dans la pratique, il serait sage d'user des Associations baptisées par eux canonico-légales ou fabriciennes, mais qui n'en gardaient pas moins le caractère de cultuelles puisqu'elles se réclamaient de l'article 4, qu'elles demandaient l'attribution des biens des établissements publics supprimés et qu'elles entendaient bénéficier de la capacité prévue à l'article 19. C'est ce qui a pu faire dire et répéter à M. Aristide Briand que les évêques français avaient accepté la loi de Séparation, tandis que M. Groussau, par exemple, a toujours soutenu le contraire avec vivacité (2) ; l'un et l'autre, dans leur entière bonne foi, font un peu l'impression d'avoir joué sur les mots. L'attitude des évêques ne pouvait cependant prêter à aucune équivoque, elle était dans les traditions de toute la politique de l'Eglise : très ferme dans la défense des principes qu'elle tient de Dieu, conciliante devant les contingences des temps.

La parole était donc rendue au Saint-Siège ; les deux manifestations qu'étaient la lettre des « cardinaux verts » et surtout

(1) C'est pourquoi nous jugeons utile d'insister sur ces points

(2) Voir notamment les discussions à la Chambre des députés : Séance du 9 novembre 1906, *J. O., D. P.*, page 2455 et Séance du 25 novembre 1920, *J. O., D. P.*, page 3328.

la réunion des évêques modifieraient-elles les vues de Pie X ? C'eût été probable si le Gouvernement français, au lieu de persister dans un splendide isolement vis-à-vis de Rome, avait envoyé au pape un diplomate pour dénoncer le Concordat suivant les usages consacrés. M. Denys Cochin, qui s'était entremis entre les deux pouvoirs pour arriver à ce résultat, se heurta au refus de M. Clemenceau qui avouait d'ailleurs : « Il faut convenir que nous nous conduisons comme des goujats ! »

L'encyclique *Gravissimo* parut donc (10 août 1906) ; elle n'était point la confirmation entière des résolutions prises par les évêques de France ; après avoir rappelé l'Assemblée générale des 30 et 31 mai elle continuait ainsi : « Et maintenant
« connaissant votre manière de voir ainsi que celle de plusieurs cardinaux, après avoir mûrement réfléchi et imploré
« par les plus ferventes prières le Père des lumières, Nous voyons que nous devons pleinement confirmer de notre autorité apostolique la délibération presque unanime de votre
« Assemblée ; c'est pourquoi, relativement aux Associations
« culturelles telles que la loi les impose, Nous décrétons qu'elles
« ne peuvent absolument pas être formées sans violer les droits
« sacrés qui tiennent à la vie elle-même de l'Eglise. Mettant
« donc de côté ces Associations que la conscience de notre devoir Nous défend d'approuver, il pourrait paraître opportun
« d'examiner s'il est licite d'essayer à leur place quelque autre
« genre d'associations à la fois légal et canonique... Mais comme cet espoir Nous fait défaut, la loi restant telle quelle,
« Nous déclarons qu'il n'est point permis d'essayer cet autre
« genre d'association tant qu'il ne constera pas d'une façon
« certaine et légale que la divine constitution de l'Eglise, les
« droits immuables du Pontife Romain et des évêques, comme

« leur autorité sur les biens nécessaires à l'Eglise, notamment
« sur les édifices sacrés, seront irrévocablement dans les dites
« Associations en pleine sécurité.

Cette encyclique qui laissait les catholiques français dans l'impossibilité légale d'asseoir la propriété des biens de l'Eglise et qui mettait cette dernière, non sans grandeur du reste, dans un dénuement fatal, on a voulu l'opposer aux résolutions de l'Assemblée des évêques et on a prétendu que Pie X avait travesti les faits lorsqu'il nous présentait son *non possumus* comme la confirmation des intentions de l'épiscopat français. C'est aller trop loin à notre sens. Une lecture attentive du texte montre bien qu'en effet le Pape confirme de son autorité la décision presque unanime des évêques : il s'agit là, à n'en pas douter, de la première résolution portant la condamnation de principe adoptée à l'unanimité moins deux voix. « C'est pourquoi les cultuelles telles que la loi les impose ne peuvent pas absolument être formées ». Mais le paragraphe suivant de l'encyclique sur l'inopportunité de constituer des Associations canonico-légales fait allusion au second vote qui était favorable au projet de Mgr Fulbert Petit (48 voix contre 26) ; c'est ce que ne dit pas l'encyclique et c'est ici que Pie X se sépare nettement de l'épiscopat.

Cette analyse peut paraître spécieuse ; il nous semble cependant qu'elle explique jusque dans ses moindres nuances le document pontifical et qu'elle le justifie du reproche d'avoir donné une entorse aux faits pour présenter une thèse rigoureuse, mais logique. Pie X, s'il paraissait apercevoir une différence entre les cultuelles et les canonico-légales (ce qui est fort contestable) les condamnaient les unes et les autres. Au Gouvernement français qui avait eu la prétention de régler seul une

question où la primauté du spirituel avait bien son mot à dire, l'Eglise, comme la Chapelle de la *Colline inspirée*, de Barrès, répondait : « Je suis la règle, l'autorité et le lien ; je suis un corps de pensées fixes et la cité ordonnée des âmes ».

DEUXIÈME PARTIE

Ce qui a rendu possibles les Associations diocésaines

DEUXIEME PARTIE

CE QUI A RENDU POSSIBLES LES ASSOCIATIONS DIOCESAINES

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DE 1907

Les évêques de France, assemblés dans une deuxième réunion plénière le 4 septembre 1906, ne purent que prendre acte du refus du Saint-Siège et dans une lettre collective ils invitèrent leurs fidèles à ne point constituer d'Associations cultuelles. De son côté, le ministre des cultes, M. Briand, dans une circulaire du 30 août 1906, précisait « que toute Association qui a pour objet direct ou indirect l'exercice public d'un culte, ses frais ou son entretien, était une Association cultuelle et qu'une Association cultuelle ne pouvait avoir pour objet direct ou indirect que l'exercice public d'un culte, ses frais ou son entretien » (1). C'était dire par là que toute organisation, qui avait pour but de grouper des personnes ou des capitaux en vue du

(1) Circulaire publiée dans la *Revue des Institutions Cultuelles*, année 1906, pages 367 et suivantes.

culte public, n'était licite que sous la forme d'une Association cultuelle ; mais fallait-il en conclure que, par suite du refus par l'Eglise catholique de constituer ces Associations, toutes manifestations du culte deviendraient impossibles ? C'est ce qu'avait tout d'abord affirmé M. Saisset-Schneider dans son rapport au Conseil d'Etat. Cette thèse, juridiquement fort défendable présentait de tels inconvénients pratiques que, le 12 octobre, le ministre adressait au Conseil d'Etat une demande d'avis où il déclarait que, si la loi du 9 décembre 1905 formulait au sujet des conditions dans lesquelles il peut être pourvu à l'exercice public du culte des dispositions impératives, elle était muette à l'égard des initiatives individuelles tendant au même but, sans concert ni entente impliquant une association de personnes ou de capitaux. Le ministre en concluait que, dans le silence de la loi et, à défaut d'une dérogation expresse, le droit commun s'appliquait et que les réunions cultuelles publiques pouvaient se tenir dans les conditions prévues par la loi du 30 juin 1881. Le Conseil d'Etat réuni en assemblée générale les 25 et 31 octobre 1906 donnait un avis conforme ; l'exercice du culte pouvait donc continuer à condition qu'une déclaration préalable fût faite, une seule déclaration devant d'ailleurs suffire pour toutes les réunions de l'année. D'après une circulaire du 1^{er} Décembre 1906 le curé n'avait plus dans l'église, propriété de l'Etat ou de la commune, que la situation d'un simple occupant de fait sans aucun droit d'administration. Cette situation parut inacceptable au Saint-Siège qui interdit ces déclarations.

D'autre part, le délai de un an à partir de la loi de Séparation étant écoulé, les Associations cultuelles se trouvaient forcloses pour obtenir la dévolution des biens des fabriques ; devant

cette situation incertaine le Gouvernement prit l'initiative de nouvelles mesures législatives qui, votées par la Chambre et le Sénat, devinrent la loi du 2 janvier 1907. Cette loi, en même temps qu'elle consacrait pour l'Eglise de France la perte de son patrimoine, puisque son article 2 prévoyait que les biens des établissements publics du culte non revendiqués par les Associations cultuelles seraient attribués à des établissements communaux de bienfaisance et d'assistance, contenait des dispositions du plus haut intérêt en ce qui concerne l'exercice public du culte : elle l'autorisait, en effet, soit par voie de réunions constituées sous le régime de la loi de 1881, soit par l'intermédiaire d'associations soumises aux seules prescriptions de la loi de 1901 ; c'était en quelque sorte, ainsi que certains l'avaient demandé, rentrer dans le droit commun mais, à notre sens, c'était loin d'être un progrès ; enfin, à défaut d'Associations cultuelles ou autres, « les édifices affectés à l'exercice public du culte ainsi que les meubles les garnissant continueraient, sauf désaffectation dans les cas prévus par la loi de 1905, à être laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion ». D'autre part, la jouissance des mêmes édifices pouvaient être accordée au moyen d'actes administratifs, soit à des associations de la loi de 1905, soit à des associations de la loi de 1901, soit encore aux ministres du culte.

La loi du 2 janvier 1907, sans le dire expressément, dissociait pour ainsi dire les deux éléments qui, pour être tous deux nécessaires à la vie d'un culte, peuvent être assurés par des moyens juridiques différents : l'exercice du culte et l'entretien de ce culte. Elle permettait de continuer à l'abri de la protection du Pouvoir, les manifestations cultuelles, laissant à l'ingé-

niosité des fidèles la recherche des solutions pratiques relatives aux frais occasionnés par ces manifestations ; les Associations cultuelles n'étaient plus indispensables pour que l'Eglise gardât comme avant la jouissance des édifices et si même, par la suite, il s'en formait, elles pourraient fort bien exclure de leur objet l'exercice du culte ; c'était là une conquête pour les catholiques et pour leur hiérarchie ; car, de toute manière, le service divin se trouverait en dehors de ces organismes à allures démocratiques institués par la loi de 1905 ; le texte même de l'article 5 par ce seul mot « continueront » prévoyait que le culte devait s'exercer dans les édifices de la même manière qu'auparavant ; on verra plus loin toutes les conséquences heureuses et équitables que devait en tirer la jurisprudence (1).

Il semble bien qu'on n'ait pas aperçu tout de suite, du moins dans le monde religieux, tout ce qu'il y avait de raisonnable dans l'article 5 § 1 de la loi du 2 janvier 1907 ; une fois encore Pie X, dans une encyclique en date du 6 janvier 1907, reprenait ses condamnations antérieures pour les appliquer à cette loi qui, selon lui, aggravait la loi de Séparation (2). Après une tentative faite par les évêques de France (réunion du 15 au 19 janvier 1906) pour établir des contrats de jouissance entre maires et curés pour les édifices du culte et l'échec de ces différents pourparlers, force fut bien de s'en tenir au *statu quo* garanti du reste par la loi elle-même ; au surplus la loi du

(1) Voir *infra*, chapitre II, page 66 et suivantes.

(2) Il est bien évident qu'elle aggravait la loi de Séparation dans ses dispositions relatives au sort des biens non revendiqués par les Associations cultuelles ; on ne saurait nier, par ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, qu'elle laissait aux catholiques pour l'exercice du culte une liberté dont la loi de 1905 garantissait certes le principe (art. 1^{er}), mais qu'en fait et à défaut d'Associations cultuelles cette même loi ne consacrait pas explicitement.

28 mars 1907 avait dispensé les réunions publiques de la déclaration préalable.

L'Eglise allait donc vivre sous un régime de fortune et, peu après, la loi du 13 avril 1908 devait consacrer définitivement la perte de toutes ses richesses ; en même temps qu'il édictait des règles précises pour la dévolution aux différents établissements de bienfaisance des biens ecclésiastiques et pour la liquidation de ce patrimoine, le législateur refusait pour toujours aux Associations cultuelles, si par hasard il s'en formait par la suite, le droit de demander l'attribution de biens qui n'auraient pas été réclamés par elles dans l'année de la promulgation de la loi de 1905 ; il supprimait d'un trait de plume les fondations, règlementait à nouveau et d'une manière qui se disait interprétative pour être rétroactive, l'action en reprise ; bref, cette loi heurtait par ses dispositions non seulement l'équité, mais les principes les plus certains du droit civil (art. 953, 1046 et 1184 c. c.) et, quoiqu'on ait pu faire et pu dire pour la justifier, elle n'en était pas moins et restera toujours une tache dans la législation française (1). Sur un seul point, les fondations pour messes, on paraissait garder le souci des volontés des défunts ; on permettait, en effet, que les charges de cette nature fussent exécutées par l'intermédiaire de mutualités ecclésiastiques auxquelles devaient, en outre, être attribués les biens des caisses de retraites et maisons de secours pour les prêtres âgés ou infirmes.

(1) Cf. RIVET, *La liquidation du patrimoine ecclésiastique*. — Paris, 1909. Pour justifier la suppression des fondations on a invoqué des théories comme celle de l'Etat « co-fondateur » ou encore on a soutenu que les personnes morales du droit public, créées par l'Etat, pouvaient être supprimées par lui et que leur patrimoine n'était pas régi par le droit privé.

Par lettre adressée aux cardinaux français le 7 mai 1908, Pie X faisait connaître son refus de permettre la formation de sociétés de secours mutuels approuvées par l'Etat, car le « moindre contrôle de la hiérarchie était positivement et explicitement exclu par la loi ». Les fondations de messes, elles aussi, ne seraient donc pas exécutées.

En définitive la loi du 9 décembre 1905 avait déjà été modifiée par deux fois et les résultats très nets de la législation nouvelle étaient les suivants : l'Eglise perdait tout le patrimoine que la générosité des fidèles lui avait permis d'accumuler légalement (1) ; pour reprendre l'expression de l'abbé Lemire, « elle était jetée sans lien, sans biens, sans organisation, sans statut sur les grands chemins du monde ». Elle conservait seulement la jouissance des édifices où, depuis tant de siècles, s'était incarnée l'âme religieuse de la France.

(1) D'après le rapport de M. Caillaux inséré au *Journal Officiel* le 5 mars 1909 et reproduit par M. Rivet dans *La Liquidation du Patrimoine ecclésiastique*, Paris, 1909, le patrimoine sequestré à la date du 31 décembre 1908 comprenait :

Numéraire	3.767.497
Rentes sur l'Etat	258.500.000
Rentes sur particuliers	4.870.427
Créances	10.374.107
Objets mobiliers	4.898.428
Immeubles autres que les édifices du culte	129.327.695
	411.738.154 fr.

Si on considère qu'il s'agit là d'une évaluation certainement modérée en francs de la loi de germinal an XI et que la valeur des édifices affectés au culte ou des objets les garnissant n'y figure pas, on voit l'importance des biens perdus par l'Eglise et à quel prix elle a acheté sa liberté. Tout ce patrimoine n'a pas été entièrement attribué depuis 1908, il en est encore sous séquestre.

CHAPITRE II

LA JURISPRUDENCE LIBÉRALE RESPECTUEUSE DE LA HIÉRARCHIE

Toutes les décisions judiciaires dans lesquelles s'affirme le respect de la hiérarchie romaine n'ont pas trait, tant s'en faut, aux Associations cultuelles ; en effet, le clergé, obéissant aux directions du Saint-Siège, s'abstint en 1906 de créer et de faire fonctionner les dites Associations. La jurisprudence sur ce point n'est donc pas abondante. En revanche, de nombreux arrêts ont proclamé ces mêmes principes dans l'interprétation de la loi du 2 janvier 1907 sur la jouissance des églises par les fidèles et les ministres du culte et aussi dans la solution des différentes difficultés survenues dans les rapports des pouvoirs civil et religieux (sonneries de cloche, notamment). Donc deux séries de décisions à rapporter, les unes qui intéressent directement notre étude, les autres qui sont à examiner plutôt à cause de l'esprit qui s'en dégage qu'en raison des solutions positives qu'elles comportent.

I

Si l'article 4 et l'article 8 de la loi de Séparation avaient donné lieu à de si âpres discussions et à des commentaires si variés, c'est que de leur interprétation jurisprudentielle dépen-

dait le sort de la propriété ecclésiastique. Pour l'Eglise catholique, qui, volontairement, avait par son refus abandonné tous ses biens, c'était peut-être la moindre question; mais il s'agissait, au surplus, de savoir si, de cette jurisprudence, la notion de liberté de conscience et, par conséquent, de la liberté des cultes sortirait affermie ou amoindrie, en un mot si des citoyens libres, jouissant de tous leurs droits de Français, conserveraient au moins la faculté de pratiquer leur religion à l'abri de la loi et en communion avec leurs supérieurs spirituels.

Trois arrêts très nets consacrent l'incapacité des Associations cultuelles pour assurer l'exercice du culte catholique puisque, du fait qu'elles se sont constituées, elles sont en rébellion, ou tout au moins le curé qui les dirige, est en rébellion contre le Saint-Siège, et que *ipso facto* elles ne se conforment pas aux règles d'organisation générale du culte.

PREMIÈRE ESPÈCE

Rougegré et autres contre Association cultuelle de Sains-les-Fressin. Conseil d'Etat, 28 juillet 1911 (1).

Les faits sont simples. Une Association cultuelle s'est formée, qui prétend assurer l'exercice du culte catholique dans la paroisse de Sains-les-Fressin et de Torcy. Le conseil de fabrique, respectueux des ordres de la papauté, ne lui fait pas attribution de biens dans le délai prévu (un an à partir du 9 décembre 1905); le ministre du culte, plus pressé, fait prendre un décret aux termes duquel sont attribués à cette Association cultuelle différents titres de rente de minime importance; mais,

(1) *Sirey*, 1912-3-97.

chose plus grave, ce décret, conformément à l'article 13 de la loi de 1905, met l'église de Saint-les-Fressin et la chapelle de secours de Torcy à la disposition de cette même Association qui a choisi pour célébrer le culte un prêtre interdit par l'évêque d'Arras. Contre ce décret, le nouveau curé, régulièrement nommé par l'évêque, et quelques fidèles se pourvoient devant le Conseil d'Etat qui accueille cette demande comme un recours pour excès de pouvoir (articles 9 de la loi du 24 mai 1872 et 15 du décret du 16 mars 1906) et qui annule purement et simplement le décret d'attribution. Ici, l'article 8 de la loi du 9 décembre 1905 ne jouait pas : une Association cultuelle catholique ne contestait pas l'attribution des biens, c'étaient de simples fidèles, ayant intérêt en cette seule qualité à ce que la libre disposition de leur église leur fût rendue, qui demandaient l'annulation d'un décret. Sur l'interprétation de l'article 4 les considérants de l'arrêt étaient formels :

« Attendu, y lit-on, qu'à la date où est intervenu le décret
« attaqué, l'Association qui s'est constituée à Sains-les-Fressin
« avait fait appel pour la célébration du culte à un prêtre qui
« ne reconnaissait pas la hiérarchie ecclésiastique et s'était
« maintenu en possession de l'église paroissiale malgré une dé-
« cision de l'évêque désignant un autre prêtre pour desservir
« la paroisse ; que dans ces conditions les requérants sont fon-
« dés à soutenir qu'elle ne s'était pas conformée aux règles
« d'organisation générale du culte catholique suivant la pres-
« cription de l'article 4 de la loi du 9 décembre 1905 et qu'ainsi
« le décret lui attribuant les biens de l'ancienne fabrique et par
« voie de conséquence en vertu de l'article 13 ci-dessus rap-

« pélé la disposition des édifices servant au culte est entaché
« d'illégalité » (1).

DEUXIÈME ESPÈCE

Abbé Guitton et autres. Conseil d'Etat, 14 janvier 1913 (2).

Les faits sous des apparences différentes, se présentent quant au fond sous le même angle : constitution à Lyon d'une Association cultuelle dite paroissiale catholique de Saint-Georges, ayant à sa disposition l'abbé Soulié encore régulièrement investi des fonctions sacerdotales au moment où l'Association se forme, puis attribution par le Conseil de fabrique de biens dépendant de la fabrique et de la mense curiale de l'église de Saint-Georges, à Lyon. Ici ce n'est donc pas le ministre qui, par décret, opère la dévolution des biens comme dans l'espèce précédente, mais ce sont les représentants des établissements publics du culte qui, en vertu de l'article 4 de la loi, transfèrent la propriété des biens à la nouvelle Association cultuelle, le 7 décembre 1906. Peu après (19 février 1907) l'abbé Soulié est révoqué par son archevêque et l'abbé Guitton, nommé pour

(1) Les conclusions du commissaire du Gouvernement sont très précises, notamment : « Sans empiéter en rien sur les observations qui vont suivre, nous pouvons bien dire qu'il n'existe pas d'Associations cultuelles catholiques... c'est une Association (celle de Sains-les-Fressin) qui n'accepte point la hiérarchie de l'Eglise catholique, qui n'admet pas l'autorité de l'évêque, qui la repousse, qui est en lutte avec l'évêque et qui interdit l'accès de l'église de Sains-les-Fressin et de Torcy précisément au prêtre désigné par l'évêque pour assurer l'exercice du culte dans l'ancienne paroisse de Sains-les-Fressin. Une semblable Association ne se conforme pas aux règles d'organisation générale du culte dont elle se propose d'assurer l'exercice; par suite elle était inapte, elle était incapable de recevoir des biens de la fabrique de Sains-les-Fressin, elle ne pouvait prétendre d'avantage avoir à sa disposition les églises de cette paroisse. Le décret à vous déferé a donc été pris en violation de l'article 4 de la loi de 1905 et il doit être annulé. »

(2) *Sirey*, 1913-3-97.

exercer le culte paroissial à Saint-Georges, assigne la ville de Lyon devant le Tribunal civil « pour ouïr ordonner que l'église paroissiale de Saint-Georges et toutes ses dépendances soient mises à la disposition du demandeur, des autres fidèles et des ministre du culte catholique, apostolique et romain pour la pratique de leur religion conformément à la loi du 2 janvier 1907 ». Le tribunal se déclare compétent, mais la Cour de Lyon infirme ce jugement (1). « Considérant que l'article 5 de la loi « du 2 janvier 1907 déclare ne disposer expressément qu'à « défaut d'Associations cultuelles et que les articles 8 et 13 de « la loi de 1905 attribuent compétence au Conseil d'Etat pour « statuer sur les conflits qui peuvent s'élever au sujet de l'at- « tribution des biens ayant appartenu aux établissements du « culte et au sujet de la jouissance des églises ». L'abbé Guítton porte donc sa requête devant le Conseil d'Etat ; cette juridiction l'accueille. « Considérant que l'Association cultuelle « avait fait appel au ministre du culte exerçant les fonctions « de curé de la paroisse lors de la promulgation de la loi de « 1905, que cet ecclésiastique a été privé du bénéfice curial par « décision de l'autorité diocésaine et remplacé par le sieur « Guítton, l'un des requérants; que néanmoins il a continué « à exercer son ministère dans l'église paroissiale contraire- « ment aux règles d'organisation générale du culte dont ladite « Association se proposait d'assurer l'exercice ; qu'il est cons- « tant que l'Association est dans l'impossibilité d'obtenir le « concours d'un ministre du culte catholique ; qu'ainsi elle « n'est plus en mesure d'accomplir son objet ». L'attribution des biens est donc déclarée résolue et les requérants renvoyés

(1) Arrêt du 16 novembre 1911. *Siréy*, 1913-2-174.

devant le ministre de l'intérieur pour voir ordonner les mesures que comporte l'exécution de la décision (1).

TROISIÈME ESPÈCE

Félix Colona et abbé Forcioli contre abbé Antoine Colonna.
Cassation, Chambre civile, 5 février 1912 (2).

De même que le Conseil d'Etat, la Cour de Cassation, par cet arrêt, juge au fond que la jouissance de l'église, précédemment affectée au culte catholique, ne peut être laissée à la disposition d'une Association cultuelle non reconnue par l'autorité diocésaine ; la Chambre civile considère ici la hiérarchie romaine

(1) M. Corneille, commissaire du Gouvernement, analyse ainsi les règles d'organisation du culte catholique romain : « C'est la hiérarchie entre les prêtres et les évêques, le prêtre catholique est soumis à la discipline de l'évêque, l'évêque est soumis à la discipline du pape ; il n'y a pas de prêtre pouvant être chargé d'un ministère paroissial si ce prêtre ne dépend pas d'un évêque. Un prêtre n'est vraiment un ministre du culte catholique que s'il existe un lien hiérarchique entre un évêque et lui et un prêtre cesse d'être un ministre catholique chargé d'une paroisse catholique du jour où ce lien hiérarchique est brisé ; par voie de conséquence, le groupement de laïcs qui continue à employer le ministère de ce prêtre cesse *ipso facto* d'être un groupement de fidèles. »

(2) *Sirey*, 1912-1-353 et la note de M. Mestre.

Si nous rapportons ici cet arrêt dont les attendus et le dispositif se rattachent surtout à l'article 5 de la loi du 2 janvier 1907 et fixent le droit de jouissance des édifices du culte par les fidèles et les ministres de ce culte, c'est que là aussi, à Piedigriggio une Association cultuelle s'était formée ayant à sa disposition un curé (Jacques Forcioli) non reconnu par l'évêque et que, de ce fait même, la Cour de Cassation avait à statuer sur l'incapacité pour une telle association d'assurer l'exercice public du culte catholique. On pourrait s'étonner (et on n'a pas manqué de le faire) en constatant que, dans des espèces assez semblables, la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat (voir arrêts rapportés ci-dessus) se déclarent tous deux compétents. Le système du Conseil d'Etat est celui-ci : L'article 8 de la loi de 1905 donne compétence au Conseil d'Etat pour connaître toutes les contestations relatives aux attributions faites à des Associations cultuelles, cette dévolution entraîne d'après l'article 13,

comme un fait sans lequel il n'existe pas d'Eglise catholique et avec lequel le législateur ou le juriste doivent compter. Après avoir rappelé les circonstances dans lesquelles fut constituée l'Association cultuelle de Piedigriggio, la nomination d'un nouveau prêtre, les difficultés survenues entre lui et le curé suspendu, la Cour a cet attendu décisif « qu'en formulant ces règles « (article 4 de la loi du 9 décembre 1905, 13 de la même loi et « 5 de la loi du 2 janvier 1907), le législateur a entendu, conformément à la déclaration inscrite dans l'article 1^{er} de la loi « de 1905, assurer, même en dehors de toute concession et de « tout contrat, le libre exercice de chaque culte dans les édifices qui lui étaient consacrés et, par suite, en ce qui concerne « les édifices affectés au culte catholique, l'exercice d'un culte

pour l'Association attributaire, jouissance de l'édifice consacré au culte; donc le Conseil d'Etat est compétent pour recevoir à la fois les deux actions; que si, aucune Association cultuelle n'avait été formée, il va de soi que la compétence des tribunaux judiciaires resterait entière pour connaître des actions s'appuyant sur la loi de 1907. C'est surtout sur ce dernier point que s'appuie la Cour de Cassation pour admettre la compétence des tribunaux civils, elle considère que le § 1^{er} de l'article 8 de la loi de 1905 ne doit s'appliquer qu'au cas où plusieurs Associations cultuelles revendiquent les mêmes biens ou contestent une attribution. Or, dans l'espèce relative à l'Eglise de Piedigriggio, l'Association cultuelle n'avait pas été mise en cause, l'affaire s'était engagée sur un référé du juge de Corte faisant droit à une requête de l'abbé Antoine-François Colonna demandant pour lui et ses fidèles la jouissance de l'église consacrée au culte et alors profanée par un prêtre suspendu; au contraire dans les espèces rapportées ci-dessus et tranchées par le Conseil d'Etat, l'Association cultuelle était partie au procès. Il n'en reste pas moins vrai que de nombreux tribunaux civils se sont déclarés compétents pour statuer sur des difficultés de ce genre, même s'il y avait eu constitution d'Associations cultuelles (cf. notamment la série des décisions rapportées au *Sirey* 1908-2-273 et au *Dalloz*, 1910-2-25). Il existe donc une divergence entre la Cour des Cassation et le Conseil d'Etat sur une question de forme, les deux jurisprudences étant par ailleurs en complète harmonie sur le fond même du problème.

« pratiqué selon les préceptes de l'Eglise catholique par des
« prêtres reconnaissant la hiérarchie catholique et faisant par-
« tie de cette hiérarchie ». On ne saurait être plus catégorique.

II

Si les deux premières espèces rappelées se rattachent exclusivement aux textes de la loi de 1905, l'arrêt de la Cour de Cassation mélange harmonieusement des arguments tirés de la loi de Séparation et de la loi du 2 janvier 1907. Cette dernière loi, dont l'importance pour l'exercice public du culte catholique a été trop souvent méconnue et sur laquelle est fondé, en réalité, tout le substratum du système juridique qui permet à l'Eglise de France de vivre à l'heure actuelle, a reçu de la part de la jurisprudence une interprétation que le plus intransigeant des canonistes ne saurait discuter. C'est l'esprit de cette jurisprudence qu'il s'agit de dégager ici.)

On s'était plu à déclarer, lors de la discussion de la loi du 2 janvier 1907 et dans divers documents que les ministres du culte comme les fidèles seraient de « simples occupants sans titre juridique » des édifices religieux et n'auraient qu'une possession de fait tant qu'il n'aurait pas été procédé à une attribution dans les conditions et suivant les formes déterminées par les § 2 et 3 de l'article 5 (contrats de jouissance). « Le hasard de la rencontre, avait ajouté M. Briand, entre les fidèles et le curé leur donne une sorte de jouissance précaire de l'église » ou bien : « Les citoyens, notamment les prêtres, pourraient se réunir dans les édifices pour l'exercice de leur culte » ; bref, toutes formules qui, pour être pittoresques, ne manquaient pas d'une imprécision fâcheuse pour caractériser le

nouveau régime. A première vue, il semblait paradoxal de qualifier d'occupant sans titre juridique des personnes qui précisément allaient s'appuyer sur un texte de loi pour justifier leur droit à l'occupation des églises et qui soutiendraient que ce droit, pour n'être pas un mythe, devait être assorti d'une action en justice pour le faire respecter. La Cour de Bourges (arrêt du 28 juin 1909 (1)) l'entendait ainsi : « Considérant que l'affectation spéciale des édifices du culte étant reconnue et les édifices étant à la disposition des ministres du culte aux termes de la loi, il n'est pas exact de prétendre que les ministres sont sans titre juridique, que leur titre est dans la loi du 2 janvier 1907 qui n'a pu reconnaître leur possession qu'en leur donnant une action pour la faire respecter » et les attendus de la Cour de Cassation (arrêt du 5 janvier 1921), Chambre civile (2) n'en confirment pas moins ce point : « Attendu que le titre légal résultant de cette affectation ne confère au ministre du culte en dehors des cas où une concession administrative lui aurait été consentie... aucun droit réel ou personnel sur l'édifice cultuel ou le mobilier le garnissant, mais uniquement la faculté d'en user dans la mesure nécessaire par l'exercice du culte ». Ainsi il y a bien titre légal et, comme le dit M. Mestre, la faculté d'user des édifices n'est-elle pas un droit ?

Au surplus, ce qui est important avant tout, c'est que les ministres du culte puissent exercer ce droit ou cette faculté, si mieux aime la Chambre civile, en plein assentiment avec leurs chefs hiérarchiques et que, d'un autre côté, seuls ces ministres

(1) *Sirey*, 1909-2-241.

(2) *Sirey*, 1921-1-145.

puissent se prévaloir des avantages que confère la loi. A ces deux conditions l'exercice du culte catholique sera sauvegardé.

Dès 1907 les juges des référés de Clamecy (8 août), de Montmédy (16 août), de Besançon (5 octobre), de Corte (20 novembre) (1), ordonnent que les clefs des églises soient remises au prêtre dont la qualité de catholique n'est pas contestée ; la Cour de Bastia confirme l'ordonnance du juge de Corte (2). Certes des tribunaux comme ceux de Nérac ou de Château-Chinon jugent en sens contraire : attendu, dit par exemple un jugement de Nérac du 9 novembre 1907 (3) « que l'abbé Cavaillé est
« curé de Puymasson, qu'il paraît être le seul prêtre en France
« qui ait constitué parmi les catholiques de sa paroisse une
« Association cultuelle et qui se soit ainsi conformé à la loi du
« 9 décembre 1905 ; que dans ces conditions il serait difficile
« de ne pas lui reconnaître la qualité de Ministre du Culte catholique » (4). Ce jugement fut confirmé par un arrêt de la Cour d'Agen en date du 19 juillet 1909 (5).

La Cour de Riom, au contraire (arrêt du 1^{er} mars 1909 (6)) dira qu'un curé à la manière de celui de Puymasson a cessé de faire partie de la hiérarchie, « qu'il soutient vainement que
« sa révocation et la nomination de son successeur sont en

(1) Décisions rapportées au *Sirey*, 1908-2-273.

(2) Arrêt confirmé par la Chambre civile dans une décision rappelée *supra* page 54, église de Piedigriggio.

(3) *Sirey*, 1908-2-273.

(4) On peut se demander si c'est un brevet de civisme ou d'orthodoxie que les juges de Nérac ont voulu ainsi délivrer à un curé manifestement en rébellion contre le Saint-Siège, par cet attendu savoureux et... inattendu.

(5) *Dalloz*, 1910-2-29.

(6) *Sirey*, 1909-2-28.

« opposition avec les prescriptions édictées par le droit canon
« et qu'il n'appartient pas à la Cour de rechercher si les dispo-
« sitions prises par les chefs hiérarchiques des Abbés Esdoluc
« et Journiac sont conformes aux règles canoniques et de les
« apprécier ». Sous un régime de séparation, c'est la reconnais-
sance absolue de l'indépendance des décisions épiscopales et
leur homologation pure et simple par les tribunaux français,
quel que soit leur bien fondé ; ce sont naturellement les prêtres
livrés, sans aucun contrôle du pouvoir civil, au bon vouloir de
leurs évêques : fait très important à constater (1). Ce n'est pas
ici qu'on se plaindra, bien au contraire ; mais force est de re-
connaître que c'est un peu donner raison à M. Clemenceau qui
écrivait à propos de l'article 4 : « D'arguments juridiques, il
n'y en a pas l'ombre en la matière : la question étant de savoir
qui a droit à un privilège sous le régime de la liberté ».

Suivant les mêmes principes le tribunal de Périgueux ne
craint pas, quant à lui, d'entrer dans quelques détails liturgi-
ques. « Attendu, lit-on dans un jugement du 17 décembre
« 1909 (2), que Vigier, prêtre non reconnu par l'évêque de Péri-
« gueux était sans qualité pour pénétrer dans l'église de Gran-

(1) Rapprocher la définition de la laïcité donnée par Paul Des-
chanel : « En aucune façon la laïcité n'est et ne doit être autre
chose que la réserve d'un Etat incompétent pour entrer dans un do-
maine qui n'est pas le sien ».

Cf. également article de M. Joseph Barthélemy : *Les rapports
entre l'Etat français et l'Eglise catholique depuis la Séparation*.
L'Eglise lui apparaît comme un fait, un fait licite, considérée com-
me ayant un pouvoir disciplinaire autonome dont les tribunaux
n'ont qu'à homologuer purement et simplement les décisions.

(2) Confirmé par la Cour de Bordeaux par arrêt du 29 mai 1911
(*Sirey*, 1912-2-133), sauf en ce qui concerne la remise des clefs de
l'église dont la Cour permet au maire de la commune de conserver
un trousseau.

« ges-d'Ans et y célébrer ses offices...; qu'en agissant, ainsi
« qu'il a fait, Vigier a causé aux demandeurs un préjudice tout
« au moins moral puisque, profanant l'église de Granges-d'Ans
« et la rendant impropre jusqu'à la purification aux termes
« du règlement de l'Eglise catholique, il les a privés de l'exer-
« cice de leur religion ».

Ainsi on admettait nettement que le culte catholique devait être célébré avec tous ses rites et par des prêtres dont la soumission à l'évêque ne fût pas douteuse. Ces prêtres, la Chambre criminelle par deux arrêts (1^{er} décembre 1910, affaire Galin ; 12 janvier 1911, affaire Minvielle) allait leur reconnaître, non pas à proprement parler un droit de police dans l'église, mais « tous » les droits qui leur sont nécessaires pour assurer le libre exercice du culte, « attendu que dans cette limite et sous « les réserves spécifiées par la loi dans l'intérêt de l'ordre pu- « blic ils exercent seuls les droits en question et que, en ce qui « concerne les mesures exclusivement nécessitées par l'exercice « du culte, l'autorité municipale ne saurait user d'un droit de « réglementation qu'aucun texte ne lui attribue et que ne lui « confère pas l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 ». Certes, la Cour dans ces arrêts, insistait sur le fait que ces droits n'étaient pas à proprement parler des droits de police et sur cette autre circonstance que, la République ne reconnaissant plus aucun culte, on ne devait pas qualifier les ministres du culte de « curés » ou de « desservants » pour ensuite rattacher certains droits à ces seules qualités ; c'était là une satisfaction verbale, bien mince d'ailleurs, accordée au garde des sceaux de l'époque, qui avait transmis au procureur général l'ordre de l'époque, dans l'intérêt de la loi, l'annulation de certains des motifs de l'arrêt d'appel ; mais, ici comme ailleurs, « la lettre

tue et l'esprit vivifie » et qu'importait aux catholiques que l'on adoptât telle ou telle terminologie pourvu qu'on leur donnât satisfaction quant au fond (1).

La jurisprudence du Conseil d'Etat ne se montre du reste pas moins libérale que celle de la Cour de Cassation ; au hasard citons un arrêt du 20 juin (affaire Arnaud (2) qui déclare que l'occupation des églises doit avoir lieu conformément aux règles d'organisation générale du culte et que le maire ne peut détenir une clef de l'église si la clef du clocher à laquelle il a droit pour les sonneries civiles est indépendante, et un arrêt du 23 janvier 1920 (affaire Barraud et autres) (3),

(1) Les deux arrêts de la Cour de Cassation (*Sirey*, 1911-1-345), avec la note de M. Roux, se rattachent tous deux à la faculté qu'ont les ministres du culte de réserver telles ou telles places dans l'église à telle ou telle catégorie de fidèles. Qu'il s'agisse des démêlés entre l'abbé Galin et Mlle Léontine Etchecaharreta ou de ceux entre l'abbé Haran et M. Minvielle, les faits par eux-mêmes ne sauraient nous retenir ; ce qui importe c'est la solution donnée par la Chambre criminelle.

(2) Les conclusions de M. le commissaire du Gouvernement Corneille sont particulièrement suggestives ; il rappelle un précédent rapport fait par M. Gomet dans une affaire Beaupertuis résolue par le Tribunal des Conflits le 2 avril 1881. Sous le régime concordataire l'affectation des édifices cultuels résultait des articles 75 et 77 de la loi du 18 germinal an X ; la police intérieure appartenant au curé pour maintenir l'ordre dans ces édifices était une conséquence de cette affectation et avait été reconnue par une décision ministérielle du 21 pluviôse an XIII ; une autre décision du 28 avril 1806 avait conclu au droit pour le seul curé de conserver les clefs du temple. M. Corneille ajoute : « Il n'y a vraiment à l'heure actuelle qu'un mot à changer, les communes sont tenues de respecter l'affectation des églises au culte catholique, non plus à cause des articles du Concordat, mais à cause de l'article 5 de la loi du 2 janvier 1907 qui déclare que la situation antérieure continue purement et simplement au point de vue de l'affectation des églises à la pratique de la religion ».

(3) On remarquera que le Conseil d'Etat est plus libéral encore que la Cour de Cassation pour ce qui est de la détention de la clef de l'église par les seuls ecclésiastiques.

qui annule une décision du Conseil municipal d'Ardin « considérant que les édifices religieux doivent rester affectés au culte qui y était célébré sous le régime concordataire, que la disposition et la jouissance n'en peuvent donc être légalement attribuées qu'en conformité des règles d'organisation générale de ce culte, lesquelles comprennent, en ce qui concerne la religion catholique, la soumission à la hiérarchie ecclésiastique ».

Ainsi les ministres du culte, d'abord traités en occupants précaires sans titre juridique, avaient obtenu de la jurisprudence ce qu'un pouvoir défiant ne leur concédait que parcimonieusement et à contre cœur ; M. Bureau dans son ouvrage : *Quinze années de séparation* (1) voudrait qu'on mît en sous-titre à l'étude d'une telle jurisprudence « Histoire des succès perpétuels remportés par l'Eglise catholique devant les tribunaux français » (2). Ce ne serait pas trop dire car on peut déduire des arrêts et jugements rapportés ci-dessus les points suivants :

1° Une Association cultuelle était inapte avant 1924 à assurer l'exercice public du culte catholique ;

2° Ce culte catholique continuait, comme par le passé, à être

(1) *Etude sociale documentaire sur la loi du 9 décembre 1905.* — Paris, 1921.

(2) On a présenté comme un revirement de la jurisprudence à cet égard un arrêt de la Cour de Toulouse du 19 novembre 1925 (*Sirey*, 1925-2-108). Il est évident que cette décision qui permet à un maire « légitimement soucieux d'assurer à ceux de ses administrés qui observent la religion catholique la libre pratique de leur foi », d'ouvrir à toute heure l'église, alors que le desservant désirait qu'elle restât fermée, est en contradiction absolue avec la doctrine du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation. Mais de cette espèce on ne saurait inférer que, si le problème était à nouveau soumis aux Cours suprêmes, il serait résolu dans un sens contraire à toutes les décisions rappelées au cours de cette étude.

célébré dans les édifices qui lui étaient consacrés et il ne pouvait être célébré que par des prêtres régulièrement investis par l'évêque des fonctions sacerdotales et restés en communion avec lui.

3° Ces prêtres, seuls maîtres de régler suivant la liturgie romaine les offices dans les églises, avaient les pouvoirs nécessaires pour assurer à l'intérieur de ces églises le bon ordre des cérémonies.

Ces trois propositions se déduisaient logiquement d'un principe supérieur admis par la jurisprudence, à savoir qu'il ne pouvait exister de religion catholique romaine sans que les fidèles reconnussent l'autorité religieuse de leur prêtre, le prêtre l'autorité de son évêque, l'évêque l'autorité du pape.

La hiérarchie dont on avait tant parlé (et si mal) pendant la discussion de la loi de 1905 sortait victorieuse de cette épreuve et même elle sortait plus forte puisque, logiquement, du fait que la République ne reconnaissait de caractère officiel à aucun culte, ses tribunaux étaient obligés de s'en rapporter aux décisions des autorités religieuses, chaque fois qu'un problème se présentait, qui posait le point de savoir quel était le véritable et orthodoxe représentant de l'Eglise catholique ; devant des lois, dites intangibles, qui voulaient ignorer complètement le fait religieux, la vieille parole du « *Tu es Petrus* » prenait sa revanche ; ce résultat, qui rendait possible la constitution d'Associations où toutes les règles d'organisation du culte pourraient être strictement observées, montrait, au surplus, que dans notre régime la liberté n'était pas encore un vain mot.

CHAPITRE III

LA REPRISE DES RELATIONS AVEC LE SAINT-SIÈGE ET L'ÉLABORATION DES STATUTS

I

Aussitôt après la guerre on se rendit compte, suivant l'expression de M. Briand, que c'était « une nécessité d'ordre national et patriotique que la France ne fût pas absente de Rome ». Si on mettait en avant, pour justifier le rétablissement des relations diplomatiques, les exigences de la politique extérieure, il faut convenir que certains aspects nouveaux sous lesquels se présentait la politique intérieure en 1919 réclamaient eux aussi une entente avec le Vatican. L'Alsace et la Lorraine redevenues françaises, c'était le Concordat à nouveau en vigueur dans les deux provinces (1). M. Clemenceau, avait nommé, peu après l'Armistice, deux évêques aux sièges de Strasbourg et de Metz et il avait dû se féliciter alors, comme en plusieurs autres circonstances, de trouver en la personne de l'éminent archevêque de Paris, le cardinal Amette, un inter-

(1) L'avis du Conseil d'Etat consacrant cette solution n'est daté que du 24 février 1925.

médiaire entre le Saint-Siège et lui (1). D'autre part, la « fraternité des tranchées » (2) avait apaisé les luttes religieuses, car, devant la mort et devant l'ennemi, les Français avaient appris à se mieux connaître et à se plus estimer.

Quoiqu'il en soit, après le changement de personnel politique en janvier 1920, M. Doulcet fut envoyé par le Gouvernement français en mission à Rome pour négocier les conditions dans lesquelles seraient repris les rapports diplomatiques normaux. Le 18 mars il recevait des instructions très nettes dont aucune n'avait trait au régime légal de l'Eglise de France ; il était dit simplement que la reprise des relations avec le Saint-Siège ne sauraient comporter aucune modification de la législation française existante en matière de cultes, d'écoles et d'Associations (3). Du reste il ne semble pas que Rome ait fait la moindre difficulté à ce sujet et M. Noblemaire pouvait affirmer dans son rapport que « avec l'ambassadeur toute la légalité française serait officiellement reçue ».

Mais M. Doulcet, qui était parti avec un programme com-

(1) Pourquoi faut-il que ce grand homme d'Etat, qui donna la victoire à sa patrie, n'ait pas consenti à lui rendre sa place, et la première, parmi les nations représentées au Vatican ? (*Cf.* les déclarations de M. Stephen Pichon, ministre des affaires étrangères à la Chambre des députés, le 2 juillet 1919, *J. O., D. P.*, page 2171). On dit qu'il ne lui en coûta rien de moins que son élection à la Présidence de la République, puisque son concurrent Paul Deschanel, entré auparavant en relations avec Mgr Ceretti, le futur nonce, considérait au contraire comme souhaitable l'envoi d'un ambassadeur.

(2) Expression de M. Millerand lors de la réception du nonce pour la présentation des lettres de créance.

(3) Voir le rapport fait par M. Noblemaire au nom de la commission des finances de la Chambre sur le projet de loi portant ouverture des crédits. *J. O., D. P.*, Chambre, annexe n° 1352, page 2061 et suivantes.

portant surtout des solutions de politique extérieure, ne tarda pas à être pressenti par Mgr Gasparri, cardinal secrétaire d'Etat, sur l'opportunité qu'il y aurait à donner à l'Eglise de France un statut légal pour la possession de ses biens ; le Gouvernement français fit remarquer qu'elle en avait un : la loi de 1905, toujours interprétée par la jurisprudence en faveur de la hiérarchie romaine ; il communiqua au secrétaire d'état cette jurisprudence, mais ne prit pas d'autre initiative, désirant rester dans son rôle de défenseur. La Commission des affaires ecclésiastiques extraordinaires prit connaissance des arrêts, déclara qu'il y avait lieu d'estimer que la condition suspensive, mise par Pie X pour l'autorisation des cultuelles (1), était maintenant réalisée du fait de la jurisprudence communiquée et que, dès lors, les Associations pouvaient être tolérées (2). On prépara même, d'après M. Noblemaire et M. Pernot (3), la rédaction des lettres qui auraient pu être échangées entre les deux chancelleries pour constater l'assentiment du Saint-Siège au régime de la loi de 1905 ; mais l'attitude de l'épiscopat français ne permit pas que la levée de l'interdit fût rendue publique. En effet, de nombreux évêques se trouvaient alors (mai 1920) à Rome pour les fêtes de la canonisation de Jeanne d'Arc où d'ailleurs le Gouvernement de la République s'était fait représenter par un envoyé extraordinaire. Apprenant, on ne sait comment, la décision de Benoist XV, ils estimèrent qu'une telle mesure serait plus néfaste qu'utile, qu'en donnant au clergé la faculté de former

(1) « D'une manière certaine et légale ». Voir *supra*, page 47.

(2) Rapport Noblemaire précité.

(3) MAURICE PERNOT. — *Le Saint-Siège, l'Eglise catholique et la politique mondiale*. Paris, 1924, page 80.

des Associations ou de n'en pas former, on transposerait au sein de l'Eglise de France une querelle qui jusqu'ici existait entre l'Eglise et l'Etat ; bref, sauf quatre (d'après M. Hano-taux), ils se montrèrent hostiles au projet du Saint-Siège. Les cardinaux français, unanimes dans une résistance respectueuse (1) rédigèrent un mémoire où ils firent valoir les raisons de leur opposition (possibilité d'un revirement de la jurisprudence, d'un conflit entre l'évêque et les laïcs formant l'Association, d'un changement d'attitude du pouvoir civil, etc.) ; bref, les lettres ne furent pas échangées ; notre chargé d'affaire, devant la « certitude morale que sur ce point nous n'aurions plus désormais qu'à nous expliquer et à nous entendre entre Français » (2) ne discuta plus ; il prit acte (3).

A la suite de la mission de M. Doulcet qui, somme toute, avait heureusement amorcé les négociations, le Gouvernement déposa devant la Chambre des députés un projet de loi tendant à l'ouverture de crédits pour l'ambassade ; ce projet fut voté le 30 novembre 1920 par 391 voix contre 179 ; mais le Sénat, moins favorable à un rapprochement avec Rome, n'apporta aucune diligence à l'examen de cette question, si bien que M. Briand devenu président du conseil et ministre des

(1) Mgr CHAPON, *op. cit.*

(2) Rapport Noblemaire.

(3) Le P. DE LA BRIÈRE dans son ouvrage *Les Luites présentes de l'Eglise*, 6^e série, Paris 1924, soutient qu'en réalité Benoist XV n'avait pas levé en 1920 l'interdit porté par Pie X contre les Cultuelles. « Faire une chose, écrit-il, n'est pourtant pas identique à être sur le point de la faire et y renoncer ensuite ». Nous pensons au contraire que seule l'attitude de l'épiscopat a empêché la publication de l'autorisation du pape ; les faits sont rapportés avec une telle précision par M. Noblemaire dans son rapport et par M. Colrat dans son rapport au nom de la commission des affaires étrangères et dans son discours du 25 novembre 1920 à la Chambre (*J. O., D. P.*, page 3333 et suivantes) qu'il est difficile de les contester.

affaires étrangères prit sur lui de ne pas attendre davantage. M. Célestin Jonnart fut nommé ambassadeur le 10 mars 1921 et présenta ses lettres de créance au Souverain Pontife le 28 mai ; le 6 août suivant Mgr Ceretti arrivait à Paris en qualité de nonce apostolique.

Une grande tradition était renouée.

II

Il ne faut pas croire que Mgr Chapon, évêque de Nice, lorsqu'il « entreprit en 1921 de présenter au Gouvernement français et à l'agrément du Saint-Siège un projet d'Associations » (1), fut le premier à envisager la solution du statut légal de l'Eglise de France, non plus dans le cadre de la paroisse, mais dans celui du diocèse.

En 1906, le cardinal Lecot, archevêque de Bordeaux, désireux de constituer un organisme régulier pour assurer à son clergé les ressources indispensables, avait formé une Association dite diocésaine sous le régime de la loi de 1901, transformée ensuite de façon à ce qu'aucune de ses dispositions ne soit en contradiction avec les textes de la loi de 1905. Cette Association qui poursuivait simplement le but de contribuer à assurer le pain quotidien des prêtres du diocèse, devait demeurer absolument étrangère à l'exercice public du culte ; elle fonctionna en 1906 et 1907 et M. Briand, ministre des cultes la tint pour légale (2). Certes son objet était limité et elle ne

(1) RENAUD, *Les Associations diocésaines*, Paris, 1924, page 71.

(2) Déclaration à la séance de la Chambre des députés du 13 novembre 1906. *J. O., D. P.*, Chambre, page 2511 et suivantes. « Le Cardinal Lecot faisait de la légalité, sans s'en douter, comme M. Jourdain faisait de la prose ».

prétendait pas devenir attributaire des biens des établissements publics supprimés ; néanmoins c'était là une idée intéressante qui n'a pas été sans inspirer le « prêtre de Paris mandaté par Mgr Chapon » (1).

Comme pour l'Association de la Gironde, en effet, le projet des statuts des nouvelles Associations diocésaines ne soufflait mot de la loi de 1905 ; il semble que les textes de cette loi aient toujours été considérés par l'épiscopat français comme une sorte d'épouvantail. Certains évêques auraient préféré s'en tenir à la loi de 1901, ce qui était certes licite puisque la loi du 2 janvier 1907 le permettait expressément ; on se demande seulement pourquoi ces prélats s'obstinaient à se tenir dans ce qu'ils appelaient « le droit commun », alors que les seuls avantages appréciables de la législation française (possibilité de recevoir les quêtes et collectes, les fondations de messes, garantie de la hiérarchie par l'interprétation extensive donnée à l'article 4 par la jurisprudence) se trouvent dans les textes de la loi de 1905 (2). C'est sans doute ce qu'avait compris, sans l'exprimer formellement, le rédacteur des statuts

(1) Cf. *L'Europe Nouvelle*, n° du 1^{er} mars 1924 où sont exposées toutes les péripéties des négociations.

(2) En 1906, après le refus par Pie X d'accepter les Associations cultuelles, Mgr Lacroix, évêque de Moutiers, eut l'idée de fonder sous le régime de la loi de 1901 une Association dite « de Saint-Sigismond » comprenant 20 membres, dont l'évêque président de droit, capable de recevoir par décret l'attribution des biens de la mense épiscopale. Cette Association avait pour but le logement et l'entretien de l'évêque et de l'administration diocésaine, des aspirants au sacerdoce, des prêtres âgés ou infirmes et des prêtres attachés au ministère paroissial. Elle fut déclarée le 13 décembre 1906 au *Journal Officiel* et Mgr Lacroix se proposait d'obtenir la reconnaissance d'utilité publique et ensuite l'attribution des biens ; cette expérience, dont les résultats eussent été vraisemblablement négatifs, ne reçut par l'approbation du Saint-Siège et l'évêque de Moutiers se le tint pour dit.

qui furent, après plusieurs modifications de détail, soumis à l'examen du ministre de l'intérieur en septembre 1921 et au jugement de plusieurs experts réunis au ministère le 13 octobre 1921 sous la présidence de M. Colrat. Cette commission composée de Mgr Boudhinon, MM. Renaud, Salavert, Chabard, Canet, Chabrun et Beudant reconnut la parfaite légalité des Associations proposées et M. Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères fit tenir une note dans ce sens au nonce Mgr Ceretti en l'avertissant cependant que « cette Association devant être aux termes de la loi de 1905 (article 18) une Association déclarée conformément à l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, ses statuts ne pouvaient être officiellement approuvés ; c'est aux tribunaux qu'ils appartiendrait le cas échéant de se prononcer sur la régularité de ces statuts et sur la légalité de l'Association ».

Il est à noter que ce projet de statuts (1) contenait un article 6 ainsi conçu : « l'Association fera toute diligence pour obtenir autant que la loi le permettra la dévolution des biens et droits ayant appartenu aux établissements publics du culte supprimés dans le diocèse ». Ce texte faisait allusion aux promesses consenties, paraît-il, par le Gouvernement français, en vue d'obtenir des Chambres la réouverture du délai fixé par la loi de 1905 pour l'attribution des biens des anciens établissements publics non liquidés. Y eut-il véritablement engagement de la part de M. Briand ? On l'a soutenu en se

(1) Trois avant-projets différents ont été publiés par Jean Videcoq dans une thèse récemment soutenue devant la faculté de Caen : *Les Associations diocésaines*, Paris, 1928. Ils diffèrent seulement par des détails ; mais les quelques précisions nouvelles apportées au fur et à mesure des négociations ont pour objet de renforcer toujours plus l'autorité de l'évêque au sein de l'Assemblée.

basant sur l'enquête alors menée par le ministre de l'intérieur pour déterminer la valeur et la nature des biens non encore utilisés. Des documents publiés à l'heure actuelle, on ne saurait rien conclure de précis sur ce point ; toujours est-il que M. Poincaré qui, sur ces entrefaites, devint président du conseil, ne demanda jamais au Parlement pareille autorisation ; au surplus il ne s'agissait pas seulement d'ouvrir à nouveau un délai, mais bien de modifier la loi du 13 avril 1908 qui fixait les modes de liquidation du patrimoine ecclésiastique et déniait aux cultuelles toute vocation à la dévolution des biens ; il y avait là un obstacle juridique des plus sérieux.

Ces statuts furent donc soumis au pape Benoist XV qui jugea opportun de les communiquer pour avis aux évêques de France (1). Ceux-ci ne s'empressèrent pas de répondre ; l'abbé Renaud soutient qu'en majorité ils se montrèrent favorables ; le cardinal Andrieux dit le contraire. Après ce qui s'était passé l'année précédente à Rome, le cardinal de Bordeaux pourrait bien avoir raison. Modifié ensuite suivant les indications de l'épiscopat, ce projet revint de Rome au ministère des affaires étrangères où il subit de nouvelles retouches. Bref, après tous ces aller et retour, il fut soumis par Pie XI, en juillet 1922, à la Congrégation des Affaires extraordinaires qui, après plusieurs séances, prit la résolution de laisser au Saint-Père « l'étude définitive de l'importante question » (2).

(1) On ne semble pas très fixé sur l'époque exacte à laquelle l'envoi des statuts fut faite à l'épiscopat « *pro informatione et voto* ». *L'Europe Nouvelle* parle du mois de décembre 1921, donc sous le pontificat de Benoist XV ; le cardinal Andrieux dit : en mai 1922, c'est-à-dire sous le pontificat de Pie XI dont l'avènement au trône de Saint-Pierre est du 6 février 1922.

(2) Il est évident que Pie XI avait à cœur de donner une solution favorable au problème des Associations diocésaines ; il avait

Le Pape, après examen des statuts qui souffraient encore de « graves défauts », fit, d'après le cardinal Andrieux, « des retouches qui donnent une satisfaction suffisante aux droits de la hiérarchie ecclésiastique » ; mais il déclara n'autoriser les Associations diocésaines que lorsque les garanties réclamées par Pie X dans l'encyclique *Gravissimo* seraient obtenues du Gouvernement français. On a vu que, dans l'esprit du Saint-Siège, il s'agissait alors d'une modification par le Parlement à la loi de 1905. En 1923, rien de semblable n'était exigé par Pie XI ; en revanche il eût aimé qu'un vote des Chambres consacrat l'accord intervenu entre le Saint-Siège et le Gouvernement de la République sur la manière d'interpréter la loi.

Pour donner tous apaisements au Vatican, M. Poincaré consulta trois jurisconsultes parmi les plus éminents : M. Hébrard de Villeneuve, vice-président du Conseil d'Etat, M. Berthélemy, doyen de la Faculté de droit de Paris et M. Beudant, doyen de la Faculté de droit de Strasbourg. En un long avis en date du 6 avril 1923 ils énuméraient les raisons de la légalité des statuts proposés et concluaient ainsi : « En résumé, les soussignés, après avoir minutieusement examiné les dispositions du projet de statuts soumis à leur étude, sont unanimes à affirmer leur conformité parfaite avec la législation actuelle sur les cultes. Aucune objection d'ordre juridique ne peut être élevée contre l'adoption par le clergé

lui-même ordonné aux cardinaux de la Congrégation des Affaires extraordinaires d'être tous présents aux séances consacrées à cette question. Si véritablement cette Congrégation émit un vote défavorable, comme l'affirme le cardinal Andrieux après le *Giornale d'Italia*, il faut voir dans la bonne volonté évidente du pape la cause de la non publication de ce vote ; enfin, comme on l'indiquera plus loin, c'est lui seul qui prit la décision finale.

français d'un projet qui donne satisfaction aux intérêts religieux sans porter aucune atteinte aux droits de l'Etat ».

Le président du conseil, par note au nonce du 13 mai 1923, communiqua cet avis au Saint-Siège dont l'adhésion définitive tarda, on ne sait trop pourquoi. Entre temps, les évêques, adversaires du projet, tentaient un dernier effort ; le cardinal de Bordeaux se distinguait par son hostilité bruyante et essayait de démontrer, non sans apparence de raison d'ailleurs, que l'avis des trois jurisconsultes n'était pas concluant, surtout en ce qui concerne l'interprétation extensive qu'il faisait de l'article 4 de la loi de 1905. MM. Hébrard de Villeneuve, Berthélemy et Beudant répondirent par une note, le 8 décembre 1923, se défendant d'avoir voulu « concilier l'inconciliable », car ils avaient eu pour seul souci de « dire le Droit » avec la compétence pouvant s'attacher à leurs fonctions.

Mais le Saint-Siège, peut être ému par ces controverses retentissantes, gardait une attitude d'expectative et surtout persistait dans son idée de vouloir un vote du Parlement. M. Poincaré dut à nouveau insister auprès du nonce pour lui montrer, qu'en notre régime les Chambres n'avaient aucun pouvoir d'interprétation et que seuls les tribunaux étaient qualifiés pour cela. Il eut alors l'idée de soumettre le projet des statuts, au Conseil d'Etat pour avis. Notre Haute Cour administrative, saisie de l'affaire, aurait, paraît-il, volontiers apporté quelques modifications aux statuts qui lui étaient présentés. Là n'était pas son rôle ; elle devait simplement dire si oui ou non ce texte était conforme à la loi française ; par avis du 13 décembre 1923 e'le répondait par l'affirmative. Pour ce faire le Conseil d'Etat s'appuyait sur l'article 1134 du code civil relatif aux conventions légalement formées entre les parties, sur les lois

de 1901, 1905 et 1907 et on pouvait relever dans l'avis ce considérant essentiel « que les Associations pour l'exercice des cultes doivent observer les prescriptions de la législation relative aux Associations, en général, et qu'elles doivent, en outre, d'après les textes spéciaux qui les régissent, avoir pour objet exclusif de subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public d'un culte, se conformer aux règles d'organisation générale du culte dont elle se proposent d'assurer l'exercice... » (1).

Après cet avis, Pie XI, ayant cru, dit une note de la Secrétairerie d'Etat, « avoir obtenu ce que désirait Pie X et tout en maintenant les condamnations portées par son Saint Prédécesseur » autorisa par son encyclique *Maximam*, en date du 24 janvier 1924 la constitution d'Associations diocésaines et, sans donner l'ordre formel, supplia les évêques français d'en faire l'essai. « Il ne s'agit, disait-il, dans les circonstances actuelles que d'appliquer un remède destiné à éloigner des maux plus grands ». « Qu'on ne dise pas non plus que notre permission est d'elle-même en contradiction avec les prohibitions de Pie X, car celles-ci portent sur des objets bien différents et en des circonstances non moins différentes ».

(1) Ce dernier membre de phrase reproduit textuellement l'expression de l'article 4 ; nous dirons *infra* page 102 ce qu'il faut penser de cet argument dont on a un peu abusé en faveur de la légalité des Associations diocésaines.

TROISIÈME PARTIE

L'Association diocésaine dans le cadre
de la loi française

TROISIEME PARTIE

LA NATURE JURIDIQUE DES ASSOCIATIONS DIOCESAINES

CHAPITRE PREMIER

L'ASSOCIATION EN DROIT FRANÇAIS

Les circonstances dans lesquelles la loi de 1905 allait s'appliquer à l'Eglise de France étaient, en effet, fort différentes en 1924 de ce qu'elles pouvaient être en 1906 ; si le fait de créer alors 30.000 ou 40.000 Associations pour assurer l'exercice du culte avait, à juste titre, effrayé le clergé catholique et si les incertitudes, quant à l'interprétation des articles 4 et 8, expliquaient le refus du Saint-Siège, les Associations diocésaines constituées en 1924 suivant les recommandations de Pie XI étaient mieux à même de sauvegarder les droits de la hiérarchie romaine en ce qui concerne l'administration des biens ecclésiastiques, tout d'abord à cause de la rédaction très précise de leurs statuts, ensuite à cause de leur recrutement très spécial.

Mais, avant d'entrer dans l'examen de quelques détails

concernant les nouvelles Associations diocésaines, il est utile pour bien poser le problème de mettre en relief la notion de l'Association telle qu'elle résulte dans le droit français de la loi du 1^{er} juillet 1901 (1).

I

La définition de l'Association donnée par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901 est la suivante : « L'Association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances et leur activité dans un but autre que de partager les bénéfices ».

Bien qu'un ancien adage rappelé par de Beauregard dans la discussion de la loi dise « *omnis definitio periculosa* », force est bien de nous en tenir au texte précédent qui d'ailleurs permet immédiatement de préciser plusieurs idées.

Tout d'abord l'Association (ou plutôt l'acte générateur de l'Association) est un contrat ; on en déduit nécessairement que toutes les règles posées par le code civil pour la formation, pour l'exécution ou pour l'interprétation des contrats vont s'appliquer au contrat d'Association ; pour qu'il n'y ait aucun doute le paragraphe final de l'article 1^{er} précise : « Elle (l'Association) est régie quant à sa validité par les principes généraux du droit applicables aux contrats et aux obligations. »

C'est un contrat synallagmatique, car dès sa formation les

(1) La terminologie de la loi du 1^{er} juillet 1901 est souvent défectueuse ; l'article 1^{er} dit : « L'Association est une convention » ; l'article 2 parle de la capacité de l'Association ; conclure pour cela qu'une convention peut être investie d'une capacité juridique est une plaisanterie ; en réalité il faut distinguer l'acte créateur de l'Association (art. 1^{er}) et l'Association une fois constituée (art. 2).

parties s'obligent réciproquement les unes envers les autres dans un intérêt commun (art. 1102, c. c.) ; on peut même dire que le caractère synallagmatique du contrat est renforcé par le fait de la permanence des obligations des associés ; ceux-ci s'obligent à faire ou à ne pas faire, non pas tel acte précis, unique et déterminé, mais une succession d'actes dont l'exécution peut se poursuivre pendant toute la durée de l'Association et c'est cette continuité dans les obligations des associés, dans le lien de droit qui les unit les uns aux autres, qui différencie d'une manière très nette l'Association de la réunion, cette dernière s'établissant, pourrait-on dire, un peu au hasard de la rencontre.

La formation du contrat d'Association, comme de tout autre contrat, requiert donc le consentement des parties, consentement valablement donné suivant les règles générales du droit par des personnes capables, et exempt des vices spécifiés en l'article 1109 du code civil (erreur, dol et violence) ; peut-être dans cette matière plus que dans toute autre le consentement qui en général n'est soumis pour sa manifestation à aucune formalité extrinsèque pourra résulter tacitement de faits ou d'actes qui le supposent ou l'indiquent d'une manière non équivoque (1). Nous verrons aussi, envisagé du point de vue particulier des Associations diocésaines, ce qu'il y aurait lieu de penser en cette matière des promesses ou stipulations pour autrui (2).

La condition de validité des contrats qu'est la licéité de l'objet et de la cause s'applique de même au contrat d'Associa-

(1) Cf. AUBRY ET RAU. — *Cours de Droit civil français*, 5^e édition, tome IV, § 343. « *Eadem vis est laciti atque expressi consensus* ».

(2) Voir *infra*, page 112.

tion, bien que l'article 3 de la loi du 1^{er} juillet 1901 semble renchérir sur les principes généraux puisqu'il déclare : « nulle et de nul effet toute Association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement » (1). Au surplus les Associations cultuelles ou diocésaines ne sauraient tomber sous l'application de ce texte, la loi de 1905 précisant l'objet et le but en vue desquels elles se constitueraient et, par conséquent, les considérant comme licites.

Les effets juridiques d'un contrat d'association seront ceux prévus par l'article 1134 du code civil qui stipule que les « conventions légalement formées tiennent lieu de loi entre les parties » : texte capital qui permettra de considérer comme pleinement efficaces telles ou telles dispositions particulières que les associés jugeront utiles pour atteindre le but qu'ils se proposent, à condition toutefois que ces dispositions ne se heurtent pas à une règle impérative de la législation française. Il sera donc possible, tout en restant dans le cadre de la loi de 1901, de former des associations très diverses, s'adaptant à des buts ou à des objets fort différents, grâce à la liberté laissée par le législateur dans la rédaction des statuts ; notamment de ce que « les associés mettent en commun leurs connaissances et leur activité », il ne s'ensuit pas que tous doivent avoir des

(1) Il est à remarquer que, n'était-ce la garantie insérée en ce qui concerne l'intégrité du territoire ou la forme du gouvernement, ce paragraphe ne serait qu'une tautologie puisque l'article 1^{er} renvoyait aux principes généraux du droit qui ne donnent pas effet aux obligations dont l'objet ou la cause sont illicites ou contraires à l'ordre public ; peut-être lui trouverait-on une utilité actuelle à cause des menées autonomistes en Alsace.

droits égaux dans la direction de l'Association et dans l'Administration de son patrimoine ; ce n'est pas vrai dans une société, *a fortiori* cela doit être admis dans une Association dont le caractère distinctif est de ne pas poursuivre la réalisation de bénéfices, qui profiteraient aux associés. Ayant en vue le plus souvent un but intellectuel et moral, l'Association par la volonté de ses membres fondateurs peut déterminer ses organes d'administration en tenant compte des facteurs intellectuels ou moraux qui résultent de sa destination.

Pour l'interprétation de toutes ces différentes clauses, le juge s'appliquera comme pour toute autre convention à déterminer la commune intention des parties ; notamment les articles 1157 et 1158 du code civil recevront ici une application qui permettra de donner effet aux stipulations les plus diverses des associés.

Voilà quelques-unes des conséquences qu'emporte la classification dans les contrats de l'acte générateur de l'Association. Certes nous nous en tenons ici aux principes traditionnellement admis tels qu'ils résultent du code civil et de la loi de 1901 ; mais nous n'ignorons pas qu'on a voulu tirer de ce même code des conclusions tout opposées.

M. Cuche, par exemple, dans un rapport présenté au congrès sur la liberté d'Association tenu à Paris les 25 et 26 janvier 1927 (1) déclarait : « Il ne peut plus être question de maintenir la conception qui est à la base de la loi de 1901, je veux dire la conception contractuelle de l'Association ; la technique même de notre code civil nous interdit de l'accueillir ». Et il tirait argument de ce fait que l'article 1101 parle d'engagement

(1) *La liberté d'association*, par MM. MESTRE, CUCHE, BLONDEL, TOUSSAINT, RIVET et DUGUIT. Paris, 1927.

des parties les unes envers les autres, et, ajoutait M. Cuche : « Cette distinction des associés en deux groupes n'apparaît pas. Il n'y a pas offre faite d'un côté et acceptée de l'autre. Chaque consentement n'a pas un contenu différent. A vrai dire il y a moins rencontre et échange de consentement que fusion de ces consentements communiant dans la poursuite du même but ». N'est-ce pas avouer par là même qu'il y a, quoiqu'on en dise, un élément contractuel dans la formation de l'Association ? Qui dit concours de volonté dit contrat et qu'importe qu'il y ait rencontre, échange ou fusion de ces consentements ?

Des auteurs comme M. Duguit reconnaissent eux-mêmes que pendant « la période préparatoire » ceux qui ont l'idée de l'Association s'entendent sur la manière dont on procédera pour la créer, sur les rapports de chacun d'eux, sur le rôle que chacun s'engage à jouer dans l'Association. « Qu'il y ait là un ou plusieurs contrats véritables cela n'est pas douteux » (1). C'est également ce qu'avance M. Réglade dans la subtile analyse qu'il a présentée sur la nature juridique de l'Association (2) ; mais aussitôt il ajoute qu'une fois les premiers jalons posés entre les fondateurs de l'Association, l'acte constitutif qui intervient n'est plus un contrat parce qu'il ne comporte aucun des éléments qui caractérisent la notion traditionnelle du contrat, parce qu'il ne comprend pas un accord de volontés entre deux personnes ou deux groupes et qu'il ne crée pas un rapport dans lequel les deux parties ont voulu jouer et jouent effectivement un rôle différent (créancier et débiteur). Enfin, toujours d'a-

(1) *Collective acts as distinguished from contracts*, cité par RÉGLADE dans la thèse ci-après rappelée.

(2) Thèse, Bordeaux, 1920. Voir notamment les conclusions page 72 et suivantes.

près M. Réglade, pendant la vie de l'Association, l'adhésion d'un nouveau membre est un acte unilatéral de volonté par lequel « il s'applique les bénéfices et les charges des dispositions inscrites d'avance dans les statuts » ; comment au surplus, dit-il, concilier la notion du contrat où chaque partie doit donner son consentement pour qu'une modification intervienne dans l'acte préétabli avec l'idée de l'Association où une majorité peut modifier à son gré les engagements de tous ?

Pour répondre à ces critiques, ne peut-on pas considérer que chaque associé, lors de l'acte constitutif, s'engage séparément vis-à-vis de tous les autres et qu'il est débiteur vis-à-vis de ceux-ci d'une obligation de faire. Ainsi se rétabliraient les deux groupes de parties contractantes dont M. Cuche et M. Réglade lient nécessairement l'existence à la formation du contrat. En réalité, les quelques individus qui prennent l'initiative de former une Association font une offre à certains autres en leur proposant d'adopter les statuts qu'ils ont rédigés et il y a acceptation tout comme dans un autre contrat ; cette offre se perpétue même à certaines conditions et, si l'on envisage le cas des adhérents pendant la vie de l'Association, le même élément contractuel existe, chaque nouvel associé donnant son adhésion aux statuts, libre qu'il est de les rejeter en bloc ou de les accepter. Peut-être verra-t-on là un contrat d'adhésion, mais non pas dans le sens donné habituellement à cette expression qui désigne surtout les contrats passés avec des exploitants d'un service public et dans lesquels l'inégalité économique des parties en présence rend illusoire l'indépendance de l'une d'elles. Dans une Association et surtout dans une Association culturelle, rien de semblable n'est à envisager, car c'est en pleine connaissance de cause et pour répondre à des convictions

intimes qu'une personne acceptera de devenir membre de l'Association.

Quelle est donc la solution que l'on nous propose pour remplacer la notion du contrat dans l'acte créateur de l'Association ? D'inventer une nouvelle catégorie d'actes juridiques qui se caractériseraient par une juxtaposition de volontés et de « les désigner par le terme générique d'actes collectifs ou d'actes communs, traduction exacte du vocable allemand : *gesammtakt* » (1). Pourquoi, alors que la loi de 1901 et la jurisprudence (2) s'en tiennent à l'idée du contrat et ont réglementé l'Association en conséquence, substituer à des notions précises et classiques des conceptions souvent compliquées qui nous viennent d'outre-Rhin et pourquoi établir une diversité alors que l'unité suffit pour tout expliquer ? « Rien n'est pensable que ce qui est un. »

II

Un autre caractère distinctif de l'Association, qu'indique également la définition de la loi de 1901, c'est l'idée de désintéressement de ses membres qui ne se proposent pas de retirer personnellement un avantage pécuniaire du contrat ; ils s'unissent dans un but autre que le partage des bénéfices et en quelque sorte ils seront suffisamment payés de leur effort par la satisfaction toute morale que pourra leur procurer le fait d'avoir été utile ou agréable à autrui, d'avoir fait œuvre de prosélytisme dans des domaines intellectuels ou moraux. Voilà le criterium qui distinguera l'Association de la Société ; on a pu

(1) CUCHE, *op. cit.*, page 34.

(2) Voir jugement du tribunal de la Seine-Inférieure rapporté *infra*, page 105.

soutenir avec quelque vraisemblance du reste (1) que « l'Association n'existait qu'en fonction de la Société puisqu'on ne la définit que par la définition de la seconde et qu'on ne mesure l'espace réservé à la première qu'en lui ouvrant l'espace étranger à la seconde ». Et, inversement, des auteurs comme MM. Trouillot et Chapsal (2) considèrent que toute mise en commun de forces constitue une Association dans le sens général du mot, mais qu'elle ne constitue une Association *stricto sensu* que lorsqu'elle poursuit un but désintéressé, un avantage moral ne procurant aucun profit matériel. Quoiqu'il en soit, du fait que l'associé ne recherche pas un avantage pécuniaire personnel il ne s'ensuit pas que l'Association, pour poursuivre ses buts, ne doive pas posséder un patrimoine à elle, souvent important et qu'elle fera fructifier ; c'est une grande loi d'économie politique que, dans notre société, aucun être, qu'il soit physique ou moral, ne saurait vivre et se développer sans avoir à sa disposition un certain élément de richesses. Le *primo vivere* s'applique ici aussi bien qu'ailleurs, seulement pour l'Association, l'accumulation de richesses sera un moyen et non une fin (et ce qui nous paraît une exception devrait bien devenir la règle dans les rapports économiques et sociaux).

Comment l'Association se constituera-t-elle un patrimoine, autrement dit quelle sera sa capacité d'acquérir ? Il nous semble plus logique de traiter cette question lorsque nous étudierons le patrimoine des Associations diocésaines au sujet de quoi certaines dispositions législatives nouvelles apportent des dérogations au droit commun.

(1) ADOLPHE PICHON, *Des caractères distinctifs des Associations soumises à la loi du 1^{er} juillet 1901*. Thèse, Paris, 1905, page 75.

(2) Du contrat d'association. — Commentaire de la loi de 1901. Paris, aux bureaux des lois nouvelles.

CHAPITRE II

LA LÉGALITÉ DES ASSOCIATIONS DIOCÉSAINES

Il n'est guère d'articles, parmi les 23 qui compose les statuts type de l'Association diocésaine, qui ne se réfèrent au moins indirectement à l'autorité de l'évêque, chef spirituel du diocèse ; après le rappel de principe, à savoir que l'Association fonctionnera « en communion avec le Saint-Siège conformément à la constitution de l'Eglise catholique et aux lois canoniques » on peut dresser comme suit la liste des pouvoirs de l'évêque :

L'évêque est membre de l'Association diocésaine dont le siège est à l'évêché (art. 1^{re}) ; il est président de droit du Conseil d'administration de l'Assemblée et de l'Association tout entière (art. 5) ; il convoque le Conseil d'Administration, il convoque l'Assemblée Générale (art. 11 et 12) ; en cas de vote et de partage sa voix est prépondérante (art. 13) ; il présente tout futur membre avant qu'il soit admis (art. 7) ; il peut déléguer ses pouvoirs et en cas de vacance du siège épiscopal c'est celui qui le remplace dans l'administration du diocèse qui exerce au sein de l'Association ses droits et prérogatives (art. 9) ; il demande des avis à l'Assemblée Générale (art. 16) ; il autorise les quêtes et collectes (art. 17) ; il règle l'emploi des ressources de

l'Association (art. 18) ; il présente, d'accord avec le Conseil d'Administration, les modifications des statuts à l'approbation de l'Assemblée Générale (art. 21) ; enfin, en cas de dissolution de l'Association, lui ou son successeur reconstitue une Association diocésaine et entre temps assure la gestion des biens de l'Association dissoute (art. 23).

Cette énumération pourrait paraître fastidieuse ; il en résulte cependant que, dans l'Association diocésaine, l'évêque est tout ; or dans la loi française il n'est rien. Cette antinomie est-elle réelle ou apparente ? C'est poser par là même le problème de la légalité de telles Associations.

I

On a dit : « La hiérarchie catholique est d'origine divine, l'autorité y est transmise de haut en bas ; au contraire l'Association est d'essence démocratique, aucune autorité dans un pareil organe qui n'obéit qu'à la loi du nombre ; de ce qu'il y a mise en commun de la part des associés il doit y avoir égalité de situation entre eux » (1).

Pour résoudre cette difficulté, il faudrait un texte de loi précis et ce texte sauveur on a voulu le trouver dans l'article 4 de la loi de 1905 (2) ; le raisonnement qui vient à l'esprit est

(1) Cette théorie a été développée avec force dans une conférence faite par M. Chéron à la salle des sociétés savantes, le 29 novembre 1906, et ayant pour objet la *hiérarchie catholique et les Associations cultuelles*. La brochure, reproduisant cette conférence, publiée au Sillon, est à présent à peu près introuvable. Nous devons à l'obligeance de M. Hoog de la *Jeune République* d'en avoir eu la connaissance.

Nous avons déjà esquissé la réfutation de cette idée *supra*, page 92.

(2) Nous admettons pour le moment comme un fait que les Associations diocésaines sont régies par la loi de 1905.

alors fort simple. Les Associations diocésaines sont légales puisque, en se conformant aux règles d'organisation générale du culte catholique, elles ne font qu'obéir à l'article 4 ; en d'autres termes cet article postule la légalité des Associations diocésaines.

Certes, l'expression « règles d'organisation générale du culte » appliquée spécialement au culte catholique fait allusion à la hiérarchie romaine ; la discussion parlementaire (1) le prouve surabondamment. Mais il n'en est pas moins vrai, comme le disait M. Saleilles, que « les profanes la trouvaient un peu vague et confuse et qu'ils auraient préféré à la place de toute cette belle histoire un simple petit mot qui aurait suffi à tout dire : « évêque ». Il ajoutait : « nous autres, juristes, nous savions bien que c'était l'évêque qui était derrière toutes ces abstractions et nous savons bien que les tribunaux n'auraient aucune peine à le découvrir ». La jurisprudence a donné raison à M. Saleilles. L'évêque et même le pape sont vite sortis, dans les attendus des arrêts, de la cachette où le législateur, soucieux de viser tous les cultes et de respecter la neutralité de l'Etat, les avait abrités, cependant, si nous serrons de plus près la question, il reste à savoir si l'article 4 s'applique aux Associations diocésaines et il faut prendre partie dans la controverse soulevée par le cardinal de Bordeaux lors des négociations avec Rome.

Dans l'étude sur la discussion parlementaire de la loi de 1905, nous avons montré que, si les prescriptions générales de cette loi relatives aux Associations cultuelles étaient formulées dans les articles 19 à 24, l'article 4, placé sous un titre ayant

(1) Voir supra, page 33.

trait uniquement à la dévolution des biens des établissements publics supprimés, ne saurait régler d'autres situations que celles pour lesquelles il est prévu. Si, en 1906, des Associations s'étaient formées qui eussent voulu se voir attribuer des biens cultuels, certes elles auraient dû se conformer à la hiérarchie catholique, mais cette règle impérative de la loi avait son fondement dans l'idée suivante : les biens affectés à l'exercice d'un culte déterminé ne devaient passer qu'entre les mains des représentants autorisés de ce culte. Comment comprendre en effet qu'un temple où, par exemple, depuis de longues années étaient célébrés les offices de l'Eglise luthérienne de la confession d'Augsbourg devînt la propriété de l'Eglise réformée évangélique ? (1). En revanche, il était loisible à n'importe quel culte dissident de former les Associations cultuelles les plus diverses qui n'auraient aucun rapport avec telle ou telle règle d'organisation d'un culte antérieurement célébré, pour l'excellente raison qu'il pouvait s'agir là d'une religion toute nouvelle. C'est encore M. Saleilles qu'il nous faut citer ici : « Cette condition d'orthodoxie ne nous est pas présentée comme une condition de la validité de l'Association, mais comme une condition de validité de la dévolution ».

Dans les Associations diocésaines, rien de semblable. Si à un certain moment on a parlé d'autoriser à leur profit l'attribution de biens encore sous séquestre et non liquidés conformément à la loi du 13 avril 1908, ce ne fut qu'un projet dont aucun ministre ne semble avoir voulu prendre la respon-

(1) C'est bien dans ce sens qu'ont statué deux arrêts du Conseil d'Etat dont l'étude nous semble mieux placée sous le chapitre de la propriété d'affectation, l'un du 9 décembre 1910 (*Sirey*, 1911-3-54) et l'autre du 16 février 1923 (*Sirey*, 1926-3-26).

sabilité ; elles se sont donc constituées librement en dehors du champ d'application de l'article 4 et il nous paraît impossible de dire, *stricto sensu*, qu'elles sont régies par ce texte. La manière la plus juridique de le faire serait, à notre sens, de raisonner ainsi : Du fait que les Associations diocésaines n'ont pas reçu des établissements publics du culte les biens affectés à l'exercice de ce culte, il ne s'ensuit pas qu'elles soient sans patrimoine ; en réalité, l'Eglise catholique, entre 1905 et 1924, a reconstitué grâce à la libéralité de ses fidèles, sous des régimes de fortune (société immobilière, propriété personnelle), un avoir assez important. Une partie de cet avoir, dont l'affectation au seul culte catholique est indiscutable, a pu devenir la propriété des Associations diocésaines grâce aux dispositions de l'article 112 de la loi du 29 avril 1926 ; ainsi renaît l'idée d'attribution de biens affectés à un culte qui a inspiré la rédaction de l'article 4 et c'est par ce détour, un peu spécieux peut-être, qu'il semble logique de dire aujourd'hui que l'Association diocésaine doit pour être légale (ou bien plutôt pour profiter des avantages de la loi précitée d'avril 1926) se conformer aux règles d'organisation générale du culte catholique.

Si la lettre même de la loi de 1905 ne nous donne pas complètement satisfaction à ce sujet, l'intention du législateur ou autrement dit l'esprit de cette loi ne sont pas douteux. Comment, voilà des textes qui précisent que désormais les différents cultes ne pourront vivre qu'en formant des Associations qui serviront de support juridique à la propriété de leurs biens ; ces mêmes textes (rien ne sert de le cacher) ne font pas toujours une exacte appréciation des grands intérêts qu'il leur faudrait sauvegarder ; ils sont encore teintés de la méfiance du pouvoir civil à l'égard de la mainmorte ecclésiastique ; ils

édicte certaines prescriptions impératives (art. 19) ; ils prévoient certains contrôles mais, par ailleurs, ils élargissent la capacité de ces associations par rapport à celles de 1901 ; enfin ils ont le mérite d'exister et d'être les seuls dont se puissent réclamer les Eglises. Comment voudrait-on que le législateur, qui prescrit ces Associations, leur interdise par ailleurs de se modeler, autant que faire se peut, sur l'organisation générale du culte dont elles contribuent à assurer l'exercice ? Comment ces Associations pourraient-elles se réclamer d'une Eglise si, par ailleurs, leurs dirigeants ou même leurs membres ne sont plus en communion avec cette Eglise ? Comment enfin une Association diocésaine pourrait-elle se dire catholique, apostolique et romaine si son président, l'évêque, est déposé par le pape ou si ses membres ne reconnaissent plus l'autorité de l'évêque ? « L'ensemble de la loi, les travaux préparatoires ou le simple bon sens, disent MM. Hebrard de Villeneuve, Berthelemy et Beudant, démontrent à l'évidence qu'une Association cultuelle ne peut être catholique qu'à la condition de se conformer à la constitution de l'Eglise catholique, apostolique et romaine ; sans doute il peut être fondé, d'une manière légale, des Associations juives, protestantes, gallicanes, bouddhiques, car la loi de 1905 est faite pour tous les cultes, mais il n'est pas loisible aux fondateurs de ces Associations de les appeler catholiques » (1).

Nous considérons donc que, à défaut de l'article 4, la simple logique commande que les Associations diocésaines reconnais-

(1) Il nous semble que, dans leur seconde note (8 décembre 1923) dont est littéralement extrait le passage cité, les juristes consultés par M. Poincaré aient fait la place moins large à l'argument tiré de l'article 4 et dont nous avons dit la fragilité.

sent très largement le pouvoir de l'évêque. La loi de 1905 ne s'y oppose nullement. Trouverons-nous dans d'autres textes du droit français des dispositions de nature à infirmer cette assertion ? Bien au contraire; nous avons insisté sur la liberté laissée aux Associations cultuelles de rédiger comme elles l'entendaient leurs statuts (1) et par ailleurs sur la nature contractuelle de l'acte générateur de l'Association. Or, l'article 1134 du code civil nous dit que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, autrement dit qu'elles doivent prévaloir sur un texte législatif qui ne présente pas un caractère d'ordre public (2).

Dans le contrat d'Association diocésaine les membres sont entrés librement et ont librement adhéré aux statuts qui leur étaient proposés ; il était tout naturel qu'ils reconnussent pour règle essentielle du fonctionnement de cette Association l'autorité épiscopale. Les uns du reste, les clercs, ne faisaient par là que transposer dans un contrat de droit civil une règle qui leur était imposée par le caractère sacerdotal de leurs fonctions. Quant aux autres, les laïques, choisis généralement parmi les

(1) Voir notamment un jugement du tribunal de la Seine-Inférieure (Section de Rouen), du 4 avril 1927, D. P. 1927-2-164 et la note de M. Robert Beudant.

« Attendu que les Associations de personnes ainsi formées librement jouissent en principe d'une entière liberté par application de l'article 1134 du code civil pour fixer d'après leurs statuts et règlements intérieurs les droits et obligations qui incombent à leurs membres et qui varient suivant la nature de l'objet des Associations... ; que l'expulsion d'un membre peut être prononcée car elle est fondée sur le principe de droit commun posé par l'article 1184 du code civil qui autorise la résolution d'un contrat synallagmatique si une des parties n'exécute pas ses obligations ». On voit que cette jurisprudence n'a pas perdu la notion de l'Association contrat.

(2) AUBRY ET RAU, *Cours de droit civil français*, 5^e édition, tome IV, § 246.

hommes d'œuvres et les hommes de droit dévoués à la cause catholique, ils savaient que le rôle éminent de l'évêque dans l'administration des biens ecclésiastiques est un des principes du droit canon, qu'en tant que fidèles ils se devaient déjà moralement de respecter. Tout ceci s'explique pourquoi et comment les membres d'une Association diocésaine ont librement contracté ; la seconde condition nécessaire pour que l'article 1134 reçoive son application, c'est que les stipulations des parties n'aillent pas à l'encontre d'une disposition impérative du droit français.

Ici encore il a fallu répondre au cardinal Andrieux qui, dans son peu de sympathie pour les Associations diocésaines, s'était révélé en droit un casuiste de premier ordre ; d'après lui, les statuts ne respectent ni l'article 19 de la loi de 1905 (gestion financière), ni l'article 9 de la même loi, ni l'article 9 de la loi de 1901 (sort des biens en cas de dissolution de l'Association). L'objection vaut qu'on s'y arrête, nous la réfuterons du reste rapidement puisque d'une part nous avons déjà éclairé, d'après les travaux préparatoires, le sens de l'article 19 et que d'autre part la simple logique fait justice du second point.

Sur la question de la gestion des biens, il convient, selon M. Rivet (1) de distinguer deux choses : la gestion proprement dite et le contrôle de la gestion ; cela résulte de la loi de 1905 qui, dans son article 19, parle « des actes de gestion et d'administration présentés au contrôle de l'Assemblée générale » et aussi du rapport de M. Saisset-Schneider au Conseil d'Etat : « C'est librement qu'elles (les Associations) se constitueront sous la seule réserve de la vérification de leur gestion finan-

(1) *Documentation catholique* du 16 avril 1927. Tome XVII, colonnes 1009 et 1010.

cière ». Autre chose est de vérifier si un acte de gestion est conforme aux prescriptions de la loi, des règlements et des statuts ; autre chose est de faire cet acte. En quelque sorte, et dans une certaine mesure, on pourrait comparer le rôle de l'évêque au pouvoir exécutif et celui de l'Assemblée au pouvoir législatif tel qu'on le comprenait autrefois et qui se bornait à vérifier les recettes et les dépenses du premier. Dans le silence de la loi, les statuts des Associations diocésaines pouvaient donc déterminer le mode de gestion des biens en tenant compte de la hiérarchie romaine puisqu'il s'agit d'Associations catholiques ; au contraire, ils devaient, sous peine de nullité, laisser l'Assemblée générale se prononcer en dernier ressort sur le contrôle de cette gestion. C'est ce qui a été fait et, bien que ce contrôle soit entouré de toutes les garanties possibles pour l'autorité épiscopale (rapport présenté par trois commissaires nommés par le Conseil d'administration, discussion de ce rapport devant ce Conseil où, somme toute, l'évêque aura toujours une majorité acquise), il n'en est pas moins vrai que la lettre de la loi est respectée, l'esprit aussi (1).

Reste à envisager, toujours examiné au point de vue du respect de la hiérarchie de l'Eglise, l'article 23 des statuts relatif à la dissolution de l'Association. Est-il contraire à l'article 9, § 2, de la loi du 9 décembre 1905, et par surcroît à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ? A notre sens, l'article 9 de la loi de 1905 ne saurait trouver ici aucune application ; il vise le cas d'Association ayant recueilli les biens des anciens

(1) A ceux qui seraient encore tentés de dire à ce sujet comme le notaire d'Edmond About : « Je tourne la loi, donc je la respecte ! » Nous répondrons que la discussion parlementaire rappelée ci-dessus permet de résoudre la question dans le sens où en réalité, elle l'a été au sein de l'Association diocésaine.

établissements publics du culte, ce qui n'a pas eu lieu pour les Associations diocésaines. Il faut être logique, nous avons essayé de démontrer que l'article 4 ne s'appliquait pas *stricto sensu* à nos associations puisqu'il réglait une question de dévolution ; nous sommes donc ici d'autant plus fondés à soutenir que l'article 9, lui aussi, ne s'applique pas, pas plus d'ailleurs que l'article 8 (1). La loi de Séparation ne prévoyant rien d'autre quant à la dissolution des Associations, on revient dans le champ de la loi de 1901 qui nous indique qu'en cas de dissolution les biens des Associations seront dévolus conformément aux statuts ; or, c'est justement ce que prévoient ceux des Associations diocésaines (art. 23) : « l'actif de l'Association sera attribué à une Association constituée par l'évêque ou celui qui le remplace conformément aux présents statuts ». Sans nous attarder ici à rechercher comment et sous quelle forme s'opérera cette transmission de biens, (problème que le cardinal de Bordeaux déclare insoluble), nous nous permettons une remarque sur la rédaction de ce texte ; à supposer, contre toute vraisemblance, qu'un tribunal français annule une Association diocésaine à cause de l'illégalité d'une des dispositions de ses statuts, on se demande comment le patrimoine de cette Association dissoute pourrait être attribué à une autre Association constituée conformément aux mêmes statuts, c'est-à-dire, elle aussi, illégale. Il fallait que le rédacteur du projet fût vraiment sûr de son œuvre pour employer une pareille formule !

En résumé, le problème si discuté de la légalité des Asso-

(1) La jurisprudence est d'ailleurs formelle sur ce dernier point ; le Conseil d'Etat se déclare incompétent pour connaître des problèmes relatifs aux biens acquis depuis 1906 par des Associations culturelles.

ciations diocésaines nous semble, à l'heure actuelle, complètement élucidé. A ceux que les raisons brièvement énumérées ci-dessus ne suffiraient pas à convaincre, on opposerait victorieusement toute la jurisprudence, l'avis du Conseil d'Etat, et même l'article 112 de la loi du 29 avril 1926 qui consacre implicitement le régime actuel. Au surplus concevoir une Association destinée à assurer le culte catholique, où l'autorité de l'évêque ne serait pas respectée, ce serait vouloir une chose et vouloir aussi son contraire ; personne ne peut songer à une pareille monstruosité juridique.

II

Le rôle éminent de l'évêque, mis en lumière ci-dessus, nous paraît trop important pour que nous ne procédions pas à une analyse juridique du droit de cet évêque dans l'Association diocésaine. Si cette primauté est conforme à la fois au droit canonique et à l'esprit de la loi française, il n'en est pas moins vrai que, dans le fonctionnement de l'Association, il est quelquefois difficile d'expliquer comment ce droit prend naissance sur la tête d'un évêque et de tous ses successeurs.

Lors de la constitution de l'Association, que l'on stipule que l'évêque sera président du Conseil d'administration, de l'Assemblée, et de l'Association tout entière, rien de plus naturel ; l'évêque sur qui tous ces droits vont se fixer est partie au contrat, il signe l'acte constitutif de l'Association ; aucune difficulté ne saurait donc être envisagée. Mais que cet évêque soit nommé à un autre siège épiscopal, qu'il vienne à décéder ou à encourir la peine de la déposition canonique ; que par conséquent un nouveau prélat soit nommé par le pape pour lui suc-

céder (et ce sont là des situations qui devront se produire bien souvent dans la vie d'une Association qui est quasi perpétuelle), comment expliquer que « de droit », comme dit l'article 5 des statuts, il soit lui aussi président du Conseil d'administration, de l'Assemblée et de l'Association ? Il est très facile de dire, comme le fait M. Rivet (1) que le nouvel évêque succède *de plano* aux droits et obligations de son prédécesseur, mais à notre sens cela ne résoud nullement le problème.

Une première remarque s'impose : elle nous est suggérée par la lecture d'un arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} mars 1912 (2) (commune de Saint-Dézery). Un maire avait donné à bail pour dix-huit années au desservant catholique ou à son successeur, pour le cas où celui-là serait remplacé avant l'expiration du bail, l'église de la commune. Le Conseil d'Etat a annulé ce bail « considérant que, si antérieurement à la loi du 9 décembre 1905, la succession des curés et desservants dans une même église constituait un établissement public du culte, cet établissement a été, expressément compris dans la suppression générale et absolue prononcée par ladite loi ; que l'exécution de cette convention aurait pour effet de faire revivre une personnalité juridique qui a cessé d'exister légalement » (3). Ne pourrait-on pas, dans ces conditions, objecter que l'Association diocésaine, en prévoyant dans ses statuts un droit permanent pour tous les évêques successifs d'un diocèse, fait en réalité revivre une personnalité juridique qui n'existe pas ? Ce raisonnement qu'appelle nécessairement l'idée d'un évêque succédant

(1) Article précité de la *Documentation catholique*.

(2) *Sirey*, 1915-3-18.

(3) Cf. au sujet de la suppression de la personnalité civile des chapitres deux arrêts du Conseil d'Etat du 3 juin 1910 (chanoines de l'église cathédrale de Chambéry). *Sirey*, 1912-3-152.

de plano aux droits de son prédécesseur, n'est par concluant ; rien n'empêche d'objecter que l'Association diocésaine, lors de sa constitution, s'est formée avec, pour président, l'évêque en exercice à cette époque et que plus tard, quand son successeur prendra possession du siège épiscopal, il devra donner son adhésion au contrat d'Association pour devenir membre de cette Association et président. Comment alors ce droit à la présidence viendra-t-il se poser sur la tête du nouvel évêque, c'est ce qui reste à dire.

Pourra-t-on soutenir que ce droit est indissolublement lié à la fonction d'évêque ? En d'autres termes, que, si l'on ne peut pas concevoir un président d'Association diocésaine qui ne soit pas évêque, peut-on supposer un évêque (1) qui ne soit pas président d'une Association diocésaine ? D'une manière plus simple l'évêque peut-il refuser d'entrer au sein de l'Association ? Juridiquement cela nous paraît fort possible et nous donnerons des raisons ; canoniquement notre réponse sera plus dubitative ; mais remarquons que Pie XI, dans l'encyclique *Maximam* autorisant les Associations diocésaines, n'ordonnait pas formellement aux évêques de France d'en constituer. « Nous devons avouer en toute candeur, disait-il, que Nous avons voulu par là Nous abstenir de les fonder formellement ou de les instituer, toutefois Nous désirons et Nous vous supplions en Jésus-Christ, par ce sentiment de piété filiale que vous avez envers

(1) Inutile de préciser ici que nous parlons des évêques titulaires en France et dans le diocèse desquels il existe au moment de leur nomination une Association diocésaine. Il faut faire exception pour les diocèses de Strasbourg et Metz où le Concordat est toujours en vigueur et pour le diocèse de Monaco régi par la bulle « *Quemadmodum* », véritable concordat passé en 1886 entre Léon XIII et le prince Charles III.

Nous et ce désir dont vous brûlez de conserver la discipline, l'unité et la concorde, d'essayer lesdites Associations ». Il ne serait pas absurde d'en conclure que le Saint-Siège ne fait pas au titulaire d'un siège épiscopal français l'obligation d'accepter la présidence de l'Association.

Mais, en dehors de ces questions fort délicates, il faut chercher du point de vue du seul droit français une explication à cette prérogative de l'évêque. Nous pensons qu'en dernière analyse on se trouve ici en présence d'une stipulation pour autrui. Lors de la constitution de l'Association, les associés, en décidant que la présidence de cette Association et la primauté dans sa direction reviendraient *de plano* à l'évêque, ont fait une double opération : pour le présent ils ont donné ces droits à l'évêque qui était leur co-contractant et qui a accepté ; pour l'avenir ils ont stipulé de l'Association ces mêmes droits en faveur de tous les titulaires futurs du siège épiscopal. Le stipulant c'était chaque associé ; le promettant c'était l'Association ; les tiers bénéficiaires, c'étaient les évêques nommés plus tard par le Saint-Siège, le droit de chacun étant strictement limité à la durée de ses fonctions épiscopales. Pareille stipulation était licite pour plusieurs raisons :

1° Elle rentre dans le cas prévu par l'article 1121 du code civil puisqu'elle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ; en effet c'est là une des modalités du contrat d'Association envisagé.

2° Les bénéficiaires de la stipulation, pour être des personnes futures et indéterminées, seront déterminables au jour où la convention produira effet à leur profit ; autrement dit s'il y a indétermination actuelle il n'y pas indéterminabilité et l'on sait que la jurisprudence, basée sur l'instrument juridique de

premier ordre qu'est l'article 1121 du code civil, a validé des stipulations de ce genre (1).

Le résultat de la stipulation pour autrui étant de placer le droit sur la tête du bénéficiaire directement et sans qu'il ait manifesté l'intention d'accepter, on conçoit fort bien que, dans ce cas particulier, un prélat par le fait même de son élection au siège épiscopal, soit investi du droit de membre de cette Association et du titre de président. Cette acceptation de la part du nouvel évêque est, si l'on veut, tacite ; du reste si l'article 1121 du code civil parle de l'acceptation du tiers bénéficiaire, c'est pour rendre impossible ensuite la révocation de l'offre par le stipulant. Ici rien de tel n'est à envisager ; les stipulants ne peuvent pas révoquer leur offre, car, pour ce faire, il faudrait que les statuts de l'Association fussent modifiés, chose irréalisable comme fatalement contraire à la constitution de l'Eglise catholique et par là même à l'article 21 des statuts. On voit par cette analyse combien sont étroits les liens de droit qui protègent la hiérarchie romaine au sein des Associations diocésaines.

En revanche il n'en reste pas moins vrai que l'évêque (tiers bénéficiaire) a la faculté de refuser l'offre qui lui a été faite et qu'il lui est loisible de ne pas entrer dans l'Association. Pratiquement c'est une hypothèse qui sera exceptionnelle. On ne se représente pas très bien un prélat conscient des devoirs de sa charge qui, sous prétexte qu'il juge mauvais le système de ces Associations diocésaines, remettrait en question dans son dio-

(1) A titre d'exemple, voir l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 4 novembre 1907 (*Sirey*, 1908-1-337) et la note de M. Hémard. Cf. également Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, 9^e édition, tome II, page 418 et M. Piedelievre, à son cours de droit civil approfondi, année 1925-1926.

cèse le régime de la propriété ecclésiastique au risque de tout perdre. Si cet évêque imaginaire s'avisait de pareille manifestation, il est à penser que le Saint-Siège ne tarderait pas à intervenir pour le déposer et le remplacer ; mais, en restant dans le domaine du droit, on peut envisager une période plus ou moins longue pendant laquelle l'évêque est demeuré régulièrement investi de ses fonctions et l'Association diocésaine sans président puisque, par hypothèse, l'évêque avait refusé cette charge. Quelle sera la situation de cette assemblée ainsi décapitée ? L'article 9 des statuts ne s'applique pas puisqu'il n'y a pas à proprement parler vacance du siège épiscopal et que l'évêque est censé garder le gouvernement de son diocèse ; à notre avis une seule ressource s'offre aux membres de l'Association : demander la dissolution et attendre qu'un nouvel évêque soit nommé qui constituera une nouvelle diocésaine. D'ailleurs l'article 23 des statuts ne prévoit-il pas implicitement ce cas, puisqu'il parle « d'Association constituée par l'évêque ou celui qui le remplace ». Il est évident que cette rédaction, sans viser explicitement l'hypothèse invraisemblable sur laquelle nous raisonnons, prévoit, dans sa généralité, toutes les situations où une dissolution deviendrait nécessaire par suite, par exemple, d'une divergence entre un évêque et le pape ou de la non observance des instructions pontificales.

Dans tous les cas le patrimoine ecclésiastique sera donc sauvé.

CHAPITRE III

DE QUELQUES POINTS PARTICULIERS SUR LE FONCTIONNEMENT DES ASSOCIATIONS DIOCÉSAINES

L'Association diocésaine est une Association déclarée de la loi de 1901 qui se conforme en outre aux articles 18 à 24 de la loi de 1905 ; bien que ses statuts ne se réfèrent à aucun texte de la loi française, aucun doute ne saurait exister à ce sujet. Nous nous proposons ici, en étudiant quelques difficultés particulières qui peuvent affecter le fonctionnement de cette Association, de montrer la parenté étroite qui existe entre les Associations cultuelles et les Associations diocésaines.

I. Le but de l'Association diocésaine est de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique (art. 2 des statuts) dans les limites d'un diocèse. Aucune difficulté ne peut se présenter en ce qui concerne cette circonscription territoriale ; l'existence d'un diocèse étant un fait, il est facile en cas de contestation d'en déterminer les limites et au surplus la loi de 1905, n'exigeait pas que l'Association ait un rayon d'action restreint à la paroisse, tout au moins si elle ne se proposait pas de recueillir les biens des établissements publics supprimés.

Si la compétence territoriale de l'Association diocésaine s'est agrandie, au contraire son but s'est restreint par rapport à celui qui était prévu par l'article 19 de la loi de 1905 pour les Associations cultuelles qui devaient avoir exclusivement pour objet l'exercice d'un culte ; or « le culte, suivant MM. Lhopiteau et Thibault, manifestation de la religion, se différencie de la religion elle-même, ensemble de dogmes et de règles déterminant les rapports de l'homme avec Dieu, indépendamment des

actes, des signes ou des cérémonies qui rendent sensibles ces règles et ces dogmes ». Ces actes, ces signes, ces cérémonies, s'il est nécessaire pour qu'ils s'accomplissent que les ministres du culte aient à leur disposition des temples et un patrimoine, en un mot s'ils requièrent une certaine vie économique, doivent d'autre part s'accomplir suivant des rites et une liturgie que seuls, dans l'Eglise catholique, peuvent régler les prêtres, les évêques et le pape. Il apparaît ainsi que l'Association conçue par le législateur de la séparation, ayant pour objet l'exercice du culte, allait non seulement (comme c'était admissible pour toutes les religions) devenir propriétaire de ce patrimoine économiquement indispensable à assurer l'entretien du culte, mais encore (chose incompatible avec la hiérarchie romaine) avoir la haute main sur les manifestations extérieures de ce culte, c'est-à-dire sur les cérémonies religieuses et sur l'administration des sacrements. Aujourd'hui rien de pareil ; le libre exercice public d'un culte résultant de la loi du 2 janvier 1907 et de la jurisprudence, on peut parfaitement dissocier les deux objets et s'en remettre aux Associations diocésaines pour l'entretien et les frais du culte, en réalité restreindre son champ d'application au seul domaine économique ; avec cette Association c'est une question d'argent qui se posera, rien de plus (1).

A l'inverse il faut remarquer que l'Association diocésaine,

(1) Voir *Supra* page 79 en ce qui concerne la liberté pour les Associations cultuelles même avant la loi de 1907 de se spécialiser (Association diocésaine de la Gironde) ; Cf. les déclarations de M. Briand, ministre des cultes, à la séance de la Chambre du 13 novembre 1906. *J. O., D. P.*, page 2507. « On limite l'action de l'Association, on précise son objet essentiel qui est de recueillir des fonds pour assurer l'existence des prêtres ; c'est l'entretien du culte, c'est une spécialité qui n'est pas interdite aux Associations de la loi de 1905. »

tout comme l'Association cultuelle, a sa compétence limitée aux seules choses cultuelles; tout autre objet lui est interdit par l'article 19 de la loi de 1905. Cette restriction s'explique parce que cette Association bénéficie de certains avantages particuliers et qu'il serait par conséquent injuste qu'elle pût faire concurrence à des Associations de droit commun sur un autre terrain que celui qui lui est strictement réservé. Tout cela est d'ailleurs parfaitement prévu par l'article 3 des statuts et, si l'énonciation donnée n'est pas limitative (argument tiré des mots « en particulier »), le but de l'Association est nettement défini par l'article 2 : « Subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique » ; il est délimité d'autre part par l'article 4 qui interdit à l'Association toute immixtion dans le service divin, c'est-à-dire à proprement parler dans l'exercice du culte.

II. Le but et la circonscription territoriale de l'Association, présentent ainsi non pas des contradictions avec la loi de 1905, mais des cas d'espèces, que le législateur, sans les interdire, n'avait pas spécialement visés. Pour la composition de l'Association, au contraire, on rentre complètement dans le cadre tracé par la loi, tant pour le nombre des membres (30) que pour l'obligation de résidence qui s'impose à eux et pour la faculté que chaque membre conserve de se retirer après paiement de la cotisation de l'année courante. Le nombre des membres titulaires est même supérieur de cinq à celui exigé par l'article 19 de la loi de 1905 pour les Associations constituées dans les villes de plus de 20.000 habitants et on pourrait déduire de ce texte « composées au moins de 25 personnes majeures domiciliées ou résidant dans la circonscription religieuse » que cinq des membres d'une Association diocésaine ne sont pas

tenus de remplir les conditions de résidence et de domicile exigées par la loi (1).

Le choix des trente membres fondateurs est naturellement fait par l'évêque et c'est encore lui qui, en pratique, désigne les nouveaux membres au fur et à mesure des vacances puisque le vote de l'Assemblée générale pour la nomination d'un membre n'a lieu qu'après présentation de ce membre par l'évêque, d'accord avec le Conseil d'administration. Or, il est évident que cet accord existera toujours, puisque le Conseil se compose de quatre membres dont deux au moins sont pris parmi les vicaires généraux et les chanoines (article 10) ; les voix de ces deux ecclésiastiques ajoutées à celle de l'évêque emporteront toujours la majorité.

Les membres, qu'ils soient titulaires ou honoraires, seront exclus en cas de peine ou de censure ecclésiastique portée contre eux. Certes les personnes ainsi frappées pourront en déférer aux tribunaux civils ; mais ce sera, pour elles, peine perdue, la jurisprudence ne voulant pas avoir à connaître de la régularité de la peine canonique infligée à un fidèle ou à un clerc, par son supérieur ecclésiastique. Il est donc certain que les juges homologueront la décision de l'évêque et appliqueront à la

(1) Nous ne conseillons pas à l'Association diocésaine de se livrer à de pareilles fantaisies, car elle peut admettre des individus non domiciliés ou non résidant dans le diocèse au rang de ses membres honoraires ; en revanche, la législation française, faisant une distinction entre le domicile, qui pour chaque personne doit être unique et qui se situe au lieu de son principal établissement, et la résidence qui peut-être multiple en ce sens qu'un individu peut séjourner d'une manière temporaire dans des lieux distincts, il en résulte à première vue, que rien n'empêcherait des personnes ayant plusieurs résidences de faire partie de plusieurs Associations diocésaines comme membres titulaires. Cf. en ce sens L'HOPITEAU ET THIBAUT, *op. cit.*, page 57.

lettre les dispositions de l'article 8 des statuts. Il y a lieu de noter au surplus (et cette observation a une portée générale) que c'est aux tribunaux civils et non au Conseil d'Etat qu'il appartient de connaître les litiges relatifs au fonctionnement des Associations cultuelles, la compétence de notre Cour de juridiction administrative étant réservée, d'après l'article 8 de la loi de 1905, aux seuls conflits ayant trait à l'attribution des biens des anciens établissements du culte (1).

III. Une difficulté qui, au premier abord, pourrait paraître étrange, mais qui n'a rien cependant d'irréalisable, serait à résoudre au cas où un évêque étranger (Italien par exemple) serait nommé à un siège épiscopal en France. Depuis l'abrogation du Concordat (on sait que l'article 16 des articles organiques exigeait pour les évêques la qualité de Français), il n'y a là rien d'impossible, encore qu'une telle nomination ne manquerait pas d'attirer au Saint-Siège les observations justifiées du Gouvernement français (2). Si donc pareille chose se produisait, des conflits politiques pourraient surgir mais le fonc-

(1) Voir arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 1927 (*D. H.*, 1927, page 276) rejetant une requête du sieur Hadj Moussa Ahmed ben Mohamed à propos de la nomination par le président de l'Association cultuelle musulmane d'Alger du sieur Benseminane Kaddoua ben Ali à l'emploi de deuxième iman de la mosquée de la Pêcherie à Alger: « considérant qu'il n'appartient pas au Conseil d'Etat de connaître les litiges relatifs au fonctionnement des Associations cultuelles, que la requête est irrecevable comme ayant été portée devant une juridiction incompétente ».

(2) D'une note de la Secrétairerie d'Etat en mai 1921, il résulte qu'il appartient au cardinal secrétaire d'Etat « d'interroger Son Excellence l'ambassadeur français si le Gouvernement à quelque chose à dire au point de vue politique contre le candidat choisi ». Note publiée par la *Revue des sciences religieuses de l'Université de Strasbourg*, 1924, page 249. Il est évident que la nationalité est au point de vue politique un élément prépondérant !

tionnement de l'Association diocésaine n'en serait affecté en rien, car ni la loi de 1901, ni celle de 1905 ne contiennent de dispositions réservant aux seuls nationaux français le privilège de former de telles Associations. Bien plus, l'article 12 de la loi de 1901 prévoit la présence d'étrangers dans une Association et n'édicte aucune mesure restrictive à leur égard ; un article du projet de loi de Séparation rédigé par M. Combes et n'admettant dans les Associations cultuelles que des administrateurs français ne fut pas adopté. Du seul point de vue du droit aucune objection n'est donc à formuler (1).

IV. Enfin il est permis de se demander si, en 1906, une Association diocésaine constituée avec les statuts actuels aurait eu la capacité de recueillir les biens des fabriques ; question rétrospective sans doute mais non sans intérêt. Pour des raisons de textes nous donnerons volontiers une solution négative ; l'article 4 parle des Associations « formées pour l'exercice du culte dans les anciennes circonscriptions desdits établissements » et il semble bien que l'idée du législateur à cette époque était un peu de démocratiser, en divisant en grand nombre ses organes d'administration, la religion catholique. Une autre raison juridique existait d'ailleurs : la volonté de respecter rigoureusement la destination des biens des fabriques et il eût été à

(1) En ce sens : TROUILLOT ET CHAPSAL, *op. cit.*, page 150, et L'HOPITEAU ET THIBAUT, *op. cit.*, page 54.

Voir aussi les conclusions de M. le commissaire du Gouvernement Chardenet au sujet des deux arrêts du Conseil d'Etat du 9 décembre 1910 (*Sirey*, 1911-3-54) De simples réserves y sont formulées s'il s'agissait d'une Association en majeure partie composée d'étrangers et demandant la dévolution des biens des anciens établissements publics français ; mais ceci est une tout autre question et ne s'applique pas aux diocésaines.

craindre que l'affectation exacte ne se fût estompée le jour où toutes les fondations se seraient trouvées réunies dans un patrimoine diocésain. C'est ce qu'exprimait le ministre des cultes dans la discussion de la loi au Sénat lorsqu'il déclarait que le cas normal était la transmission des biens d'une fabrique à une Association limitée à la paroisse et que seulement dans des cas peu fréquents et à raison de difficultés particulières on pourrait envisager la possibilité de constituer des Associations s'étendant sur deux paroisses. En ce sens également se prononçait l'article 3 du décret du 16 mars 1926 ; M. Briand, devenu ensuite ministre des cultes se garda bien par ailleurs de préciser cette question (1).

Cela ne signifie pas du reste qu'un accommodement dans le cadre diocésain était irréalisable à cette époque pour cette seule raison ; les décrets et les circulaires qui se sont succédés alors pour interpréter diversement la loi auraient fort bien pu, par une de ces petites entorses aux principes si utiles dans la pratique, rendre légales de pareilles attributions.

Quoiqu'il en soit, ce point semblait à signaler car il met en lumière, parmi tant de ressemblances, une différence juridique entre les Associations cultuelles et les Associations diocésaines.

(1) Voir la discussion à la Chambre des députés sur l'Association diocésaine de la Gironde, séance du 13 novembre 1906, *J. O., D. P.*, page 2507 et suivantes.

Il est vraisemblable que, pour les biens de la mense épiscopale, la solution affirmative s'imposait au contraire.

QUATRIEME PARTIE

Le patrimoine des Associations diocésaines

QUATRIEME PARTIE

LE PATRIMOINE DES ASSOCIATIONS DIOCESAINES

CHAPITRE PREMIER

L'IDÉE D'AFFECTATION

Il nous semble indispensable, avant d'envisager les conditions dans lesquelles les Associations diocésaines peuvent posséder les biens ecclésiastiques, d'examiner la notion de propriété d'affectation telle qu'elle résulte notamment de la loi de 1905 et de la loi de 1907. Nous avons déjà dit que, quelles que soient les justes revendications que l'Eglise pouvait faire valoir sur ce terrain, il était nécessaire qu'elle s'accommodât à l'heure actuelle des modes de propriété envisagés par la loi française ; l'idée d'affectation développée par une jurisprudence libérale n'a pas peu contribué à rendre cette adaptation plus facile.

I

L'affectation, pourrait-on dire, dans le sens large du terme, c'est la mise d'un bien à la disposition exclusive d'une personne en vue d'une fin déterminée.

Dans le langage du droit administratif, l'affectation s'entend surtout de la mise de biens dépendant du domaine public à la disposition d'un établissement public ou d'une personne morale de droit public. C'est dans ce sens qu'on pouvait dire, par exemple, avant 1905 que les églises, propriété de l'Etat ou des communes, étaient affectées au culte catholique puisque, d'après l'article 12 de la convention du 26 messidor an IX, elles avaient été remises à la disposition des évêques et qu'ensuite la jouissance en avait été donnée aux établissements publics du culte. De même encore, les biens qui appartenaient à ces établissements pouvaient être considérés, suivant M. Saleilles, comme dépendant du domaine public et affectés au service divin par l'intermédiaire de ces établissements. « On pouvait finalement se méprendre sur la qualification du propriétaire ; on pouvait facilement perdre de vue le propriétaire nominal qui était le domaine public et ne voir que l'affectataire réel qui était l'Eglise. Le propriétaire nominal n'était guère qu'un propriétaire suzerain à la façon du seigneur féodal dont le droit éminent ne consistait plus qu'en une expectative lointaine ; le propriétaire effectif se confondait avec l'affectataire de même qu'à l'époque du XVIII^e siècle le vassal était devenu le vrai propriétaire du fief alors que le seigneur n'avait plus qu'un droit réservé sous forme de directe » (1).

I. Avec la loi de 1905 le problème changeait d'aspect du fait que la propriété ecclésiastique, par suite de la suppression des établissements publics et de la formation d'Associations culturelles, devenait propriété privée. Le service des cultes cessait d'être un service public. Allait-il même subsister comme un

(1) SALEILLES, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, page 856.

service d'intérêt ou d'utilité publique, ainsi que le soutient M. Hauriou ? C'est possible, car l'Etat, tout en ne reconnaissant plus aucun culte, était placé devant ce fait que l'exercice d'une religion était pour beaucoup de citoyens la satisfaction d'un besoin d'autant plus respectable qu'il était d'ordre moral, et dont il fallait tenir compte. L'Etat donc aurait nécessairement à connaître des questions cultuelles, beaucoup d'édifices consacrés au culte restant sa propriété ; la loi de 1905, en attribuant leur jouissance aux Associations cultuelles, créait là une affectation précise au profit non plus d'un service public mais de simples particuliers ; de plus cette affectation conservait le caractère d'une affectation légale. La loi de 1905 n'ayant pas reçu en pratique d'application en ce qui touche l'Eglise catholique, l'affectation n'en demeurait pas moins efficace ; car, si elle s'appuyait sur la personnalité morale reconnue aux Associations cultuelles pour en dernière analyse, profiter à l'Eglise catholique, l'inexistence du moyen juridique servant d'intermédiaire ne devait pas, en principe, modifier la destination finale des édifices sacrés. C'est pourquoi le législateur se devait de consacrer cette solution par un texte, celui de la loi du 2 janvier 1907 qui, sauf désaffectation ne pouvait être prononcée que par une loi, stipulait que les édifices continueraient à être laissés à la disposition des ministres du culte (1).

L'affectation, au profit d'un particulier, d'immeubles dépendant du domaine public n'était pas, au surplus, une opération ignorée dans notre droit antérieur à 1905 ; sous la Restauration de nombreux immeubles avaient été mis à la disposition

(1) Pour être logique, ce même législateur aurait dû ne pas supprimer en 1908 toutes les fondations pieuses ; c'était là délibérément renverser le principe de l'affectation.

de communautés religieuses pour des œuvres de bienfaisance, ou à la disposition des évêques pour y installer des petits séminaires (1), « Cette affectation, d'après M. Mestre (2), était en général considérée comme un acte administratif discrétionnaire, ne conférant pas de droit acquis au bénéficiaire et par suite toujours susceptible d'une révocation *ad nutum* ». Cette opinion se déduit nettement de plusieurs arrêts, notamment : l'un du Conseil d'Etat du 27 avril 1888 (3) rejetant une requête de l'évêque d'Autun, qui avait été, par décret, dépossédé de différents bâtiments affectés préalablement à l'établissement d'un petit séminaire ; l'autre de la Chambre des Requêtes, du 4 décembre 1894 (4), refusant d'admettre le principe du droit à indemnité au profit de l'évêque de Moulin, qui avait fait édifier des constructions sur un immeuble dont il était pareillement dépossédé.

Quoiqu'il en soit, l'affectation des églises au culte catholique a un caractère assez différent de ces affectations consenties autrefois suivant le bon plaisir du Pouvoir, car elle a été consacrée par une loi et ne peut disparaître que par une loi. Cette singularité lui donne un caractère de stabilité qui manquait aux précédents exemples, dont nous avons parlé simplement pour rappeler la possibilité d'affectation des biens du domaine public au profit de particuliers. Du reste ce droit, résultant au

(1) Cf. MAURICE ANGEVIN, *Les affectations administratives d'immeubles*, Thèse, Poitiers, 1907. Notamment page 16 et suivantes : « Ces affectations, dit l'auteur, ont été faites dans les formes légales et n'emportent jamais aliénation de la propriété ; on pourrait les comparer à une concession de jouissance.

(2) Note sous l'arrêt de la Chambre Civile du 5 janvier 1921. *Sirey*, 1921-1-145.

(3) *Sirey*, 1890-3-31.

(4) *Sirey*, 1897-1-173.

profit des ministres du culte et des fidèles de la loi de 1907 pour la jouissance des édifices religieux et reconnu par une jurisprudence constante (1), a-t-il un caractère bien déterminé ? Il serait sans doute osé de le soutenir ; on a beaucoup hésité entre le système de la Cour de Cassation qui ne voit là aucun droit réel de jouissance et l'avis du commissaire du Gouvernement au Conseil d'Etat, M. Corneille, qui reconnaît un droit *sui generis*. En vérité ce sont là des discussions byzantines. Il y a, dit M. Duguit « tout simplement affectation d'une chose à une certaine destination » (2). C'est bien cela au surplus que constate le Conseil d'Etat lorsqu'il juge qu'une commune doit affecter à la reconstruction de l'Eglise l'indemnité qui lui est versée pour l'incendie de cet édifice (3).

II. — Si nous faisons un pas de plus et si, au lieu de considérer les édifices, propriété de l'Etat ou des communes, affectés au service du culte, maintenant service privé, nous envisageons le régime des biens qui devaient en 1906 passer des fabriques aux Associations cultuelles, la notion d'affectation va encore se modifier, car ici, la propriété elle-même change de mains ; de propriété publique elle se transforme en propriété privée et cependant sa destination reste la même. Il faut avouer que l'idée d'affectation devient plus vague. Il ne s'agit plus du tout de mise à la disposition par le domaine pu-

(1) Voir *supra* pages .

(2) *Traité de droit constitutionnel*, Paris, 1925, tome V, page 564.

(3) Arrêt du 19 juin 1914, affaire Vital-Pichon. *Sirey*, 1921-3-13. M. le commissaire du Gouvernement Corneille dit dans ses conclusions « qu'il y a là une servitude d'affectation cultuelle » et « que les fidèles exercent par suite d'une subrogation réelle sur l'indemnité d'assurance les mêmes droits que sur le bâtiment en partie détruit, c'est-à-dire un droit de jouissance exclusive ».

blic de biens au profit de certaines personnes, même privées, dans un but déterminé ; le concept de finalité ici l'emporte ; c'est la destination des biens qui persiste quoique le support juridique de la propriété se soit modifié. D'où les conditions imposées par l'article 4 et l'article 8 de la loi du 9 décembre 1905 aux Associations qui demanderaient la dévolution des biens culturels : nécessité de se conformer aux règles d'organisation générale du culte à l'exercice duquel ces biens sont destinés et d'autre part compétence accordée au Conseil d'Etat pour connaître des actions relatives à la dévolution ; l'Etat ayant à sa charge, dit M. Hauriou, de veiller à la bonne gestion des intérêts collectifs et ne se désaisissant de ces biens que pour qu'ils continuent à assurer une mission économique déterminée. Ainsi avec cette explication, les textes de la loi de Séparation apparaissent dans leur pleine logique ; il ne s'agissait plus de savoir pour la religion catholique si la hiérarchie serait ou non respectée ; cette hiérarchie apparaissait au sein des Associations culturelles, non plus comme garantie par la loi, mais comme une condition *sine qua non* de la dévolution des biens des fabriques. Seule, comme l'a fort bien mis en relief M. Saleilles, la notion de propriété d'affectation permettait de découvrir ce qui se cachait sous les termes des articles 4 et 8 si passionnément discutés et si mal interprétés.

La jurisprudence devait confirmer cette manière de voir, notamment par les arrêts suivants du Conseil d'Etat : deux du 9 décembre 1910 (1) et un du 16 février 1923 (2). Ces arrêts rendus dans des espèces se rapportant soit à l'Eglise évangélique luthérienne, soit à l'Eglise réformée, ont fait une

(1) *Sirey*, 1911-3-54.

(2) *Sirey*, 1926-3-6.

appréciation très exacte à la fois de la lettre et de l'esprit de la loi. Au sujet des deux premiers arrêts, M. le commissaire du Gouvernement Chardenet, disait : « On a décidé de laisser aux fidèles les biens des établissements publics supprimés avec l'affectation qu'ils avaient et en prenant toutes mesures utiles pour assurer le maintien de cette affectation. Une fois qu'il était ainsi admis que les biens affectés à l'exercice du culte devaient rester aux fidèles, il fallait se demander sous quelle forme pourrait se révéler la collectivité des fidèles... » (1) ; et le Conseil d'Etat suivait cette thèse avec des considérants de ce genre, « qu'elle (l'Union Consistoriale de l'Eglise évangélique « luthérienne de Paris, Association défenderesse) se trouve « dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi pour recevoir avec leur affectation spéciale les biens que le consistoire « possédait à Nice. » Dans l'espèce jugée le 16 février 1923, l'idée d'affectation apparaissait non moins nettement ; il s'agissait d'une scission dans une Association de l'Eglise réformée à Passy. Le problème était de savoir laquelle des deux Associations (l'ancienne à qui les biens avaient été attribués en 1906 ou la nouvelle récemment constituée) respectait le mieux l'affectation des biens culturels. Considérant, dit le Conseil d'Etat d'une part, « que l'Association de Passy à l'époque « où les biens lui furent transmis se rattachait à l'Union Nationale des Eglises réformées évangéliques... et qu'elle faisait

(1) M. Briand n'avait-il pas lui aussi déclaré le 15 mai 1905 : « L'objet lui-même de l'affectation du patrimoine des établissements publics du culte persiste par votre fait puisque vous avez pris soin de déclarer en tête de la loi que c'est un devoir pour la République d'assurer la continuité du culte ; il ne s'agit donc que de la simple substitution d'une personne nouvelle à celle qui existe actuellement ».

« partie de l'Union Consistoriale des Eglises réformées de
« France ; qu'en se séparant de ces groupements en 1914 et
« 1917 elle s'est placée dans une situation qui ne correspond
« plus aux conditions qu'avaient en vue, en 1906, les représen-
« tants des établissements supprimés lorsqu'ils procédèrent à
« l'attribution de leurs biens... attribue les biens à la nouvelle
« Association, avec leur affectation spéciale. »

En résumé, la notion d'affectation des biens destinés à l'exercice des cultes en 1905, tout en étant différente, sous le régime actuel, de celle de l'affectation administrative, demeure une réalité vivante du droit quoique la propriété elle-même change de nature.

III. — Mais que dire des biens qui sont devenus la propriété d'une Association cultuelle postérieurement à 1906 par un des modes d'acquisition quelconques autorisés par la loi ? Notre concept d'affectation ne va-t-il pas recevoir un nouvel accroc ? L'idée nous en est suggérée toujours par la lecture de l'arrêt du 16 février où le Conseil d'Etat se déclare incompétent pour statuer sur des biens non transférés par les établissements publics supprimés. S'ensuit-il que les biens, qui proviennent le plus souvent des libéralités des fidèles qui ont entendu gratifier tel ou tel culte et non tel ou tel autre, pourront une fois l'Association dissoute être détournés de leur destination primitive ? Autrement dit, l'affectation qui, dans les deux premiers cas était garantie par la loi, sagement interprétée par la jurisprudence, trouvera-t-elle dans les données positives du droit un fondement juridique ? Cette affectation, elle existe, on ne peut pas le contester.

Voici, par exemple, des fidèles qui réunissent des sommes

importantes pour construire un grand séminaire. Une Association cultuelle est devenue propriétaire de ces sommes qui rentrent dans les ressources autorisées sous la rubrique quêtes et collectes; un terrain est acheté, des bâtiments sont édifiés qui servent au logement des clercs et de leurs professeurs; tous ces faits qui seront, s'il y a lieu, mis en lumière par la comptabilité de l'Association diocésaine, par une correspondance échangée avec les donateurs, démontrent clairement l'intention de ceux-ci de gratifier la seule Eglise catholique dans un but déterminé. On pourra voir dans ces différentes opérations des dons manuels avec charge, cette charge étant constituée dans l'exemple choisi par l'affectation précise des sommes versées à la construction d'un grand séminaire; or on sait que la jurisprudence, depuis l'arrêt de principe de la Chambre civile du 11 août 1880 (1), valide, en général, les pactes adjoints aux dons manuels dans la mesure où ils respectent la nécessité de la tradition qui est un élément primordial du don manuel (2). Bien que la solution administrative soit différente en ce qui concerne les dons manuels avec charge, faits à des personnes morales, qui d'après deux circulaires du ministre des cultes (10 avril 1862 et 14 octobre 1862) nécessitent un acte authentique à cause des articles 910 et 937 du code civil, nous pensons que, pour ce qui est des Associations diocésaines ou cultuelles, personnes morales sans doute, mais de droit privé et régies par un statut spécial, les dons manuels avec charge sont parfaitement licites; d'une part ce sont les seules libéralités autorisées par

(1) *Sirey*, 1881-1-15 et *Dalloz*, 1880-1-461. Espèce relative à un don manuel avec réserve d'usufruit.

(2) Cf. AUBRY ET RAU, *Cours de droit civil français*, 5^e édition, tome X, § 659, page 583, note 23, sexies.

l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905 et d'autre part comment la jurisprudence ne reconnaîtrait-elle pas la légitimité d'une charge imposée souvent dans l'intérêt du donataire ou toutefois de l'Eglise et admise lorsqu'il s'agit de libéralités adressées à une personne physique ?

Si nous partons de ces deux points, l'affectation à l'exercice du culte catholique de biens, dont les Associations cultuelles ou diocésaines sont devenues propriétaires depuis 1905 par l'effet d'acquisitions (1) faites de personnes autres que les établissements publics supprimés, a sa source dans la volonté de l'homme, c'est-à-dire dans l'intention certaine et indiscutable qu'ont les fidèles, lorsqu'ils donnent pour le culte, de gratifier seulement ce culte à l'exclusion de tout autre.

Nous sommes loin ici de l'affectation administrative d'un bien dépendant du domaine public. Le bien affecté provient ici d'un patrimoine privé ; il est mis à la disposition de l'Eglise catholique par l'intermédiaire d'une personne morale de droit privé, mais sa destination reste la même. Que ce soit sous le régime du Concordat ou sous le régime de la loi de 1905, il s'agit toujours de richesses dont l'utilisation précise et exclusive n'est autre que l'entretien d'un culte.

Si nous avons raisonné sur l'hypothèse d'un don manuel avec charges, considéré comme moyen d'acquérir pour une Association cultuelle, c'est que, en réalité et en dernière analyse, l'Association qui n'aura pas obtenu à son profit l'attribution de biens antérieurement détenus par les fabriques ou les menses

(1) Il ne faudrait pas se méprendre sur ce terme pris ici dans son acception très large. En réalité toutes les acquisitions de ce genre seront ou bien l'acceptation de dons manuels, ou bien de véritables acquisitions au sens strict du mot mais que serviront à acquitter des fonds provenant de dons manuels.

(c'est le cas des Associations diocésaines actuelles), sera réduite à cette seule ressource pour constituer un patrimoine ; si elle acquiert des biens immobiliers par la suite, si elle construit, si même elle accumule des réserves, ce ne sera toujours qu'avec les libéralités des fidèles. Ce texte modeste de l'article 19 de la loi de 1905 qui autorise les quêtes et collectes, c'est la porte étroite qui fait communiquer le patrimoine des fidèles et celui de l'Association ; bien plus nous démontrerons que les attributions effectuées conformément à l'article 112 de la loi du 29 avril 1926 peuvent également dans la plupart des cas être assimilées au point de vue juridique à des libéralités *sub modo*. Il n'en est pas moins vrai que certains auteurs ont découvert, ailleurs que dans la volonté des fidèles donateurs, le fondement de l'affectation des biens ; M. Saleilles, notamment, nous enseigne « qu'elle (l'affectation) ne vient pas de la provenance des biens, qu'elle ne peut plus venir que du but de l'Association cultuelle, indépendamment de l'origine et de la nature des biens qu'elle possède ». Certes nous ne méconnaissons pas la part de vérité qui existe dans cette idée du savant auteur. Il est parfaitement exact de dire que les fondateurs d'une Association cultuelle ou diocésaine entendent que le patrimoine de cette Association soit et demeure affecté à l'exercice du culte ; mais en voulant cela, il ne font que respecter par ailleurs la volonté de ceux qui ont effectivement apporté ces biens sous des formes très diverses et la sanction de l'affectation serait, sous réserve des conditions de preuve souvent difficile à administrer puisqu'il s'agit de dons manuels et de pactes adjoints, la révocation de la libéralité (1).

(1) On pourrait rapprocher cette situation de l'espèce jugée par la Chambre civile, le 10 mars 1920. Affaire Soulange-Bodin et dont nous donnerons une analyse plus loin.

On voit combien peut être féconde cette notion d'affectation, surtout lorsqu'elle s'applique à des biens dont la propriété réside sur une collectivité d'individus et dont la destination précise résulte de la volonté de l'homme ou encore du but que se propose cette collectivité. Sans pousser jusqu'à faire de cette théorie le *substratum* unique de la personnalité morale (1) car on pourrait alors, dans la recherche exclusive de la finalité, être porté à négliger totalement le sujet de droit et se trouver en face de patrimoine sans maître, qui en définitive pourrait être purement et simplement appréhendé par l'Etat, sans conclure aussi comme certains que « la propriété n'est autre chose qu'une affectation protégée par la loi », nous pensons logique de tirer deux conséquences importantes :

1° C'est sur cette idée des patrimoines d'affectation qui s'apparente à celle du *Zweckvermögen* allemand que l'on peut s'appuyer le plus fortement pour résoudre le problème de la disparition des personnes morales et de la liquidation de leur patrimoine ; nous l'avons déjà indiqué en parlant de la loi de 1905. En réalité c'est ce que soutenait M. Briand dans son rapport à la Chambre des députés lorsqu'il écrivait « qu'en droit naturel le propriétaire (des biens des établissements publics du culte) était la collectivité des fidèles et qu'il n'y avait pas, dans la réalité des faits équitablement appréciés, disparition pure et simple de personnes morales sans héritiers légitimes, mais transformation imposée par le législateur lui-même, dans la formation juridique de ces personnes morales.

2° C'est aussi sur cette même idée que repose la théorie de

(1) Cf. en ce sens note de M. Mestre sous arrêt de la Chambre civile du 10 mars 1920. *Sirey*, 1923-1-305.

la spécialité dont l'étude va nous retenir quelque peu à cause des solutions pratiques qu'elle entraîne dans le patrimoine des Associations diocésaines.

II

Le principe de la spécialité, que M. le doyen Berthélemy formule ainsi en droit public : « aucun service public ne peut accomplir aucun acte qui ne soit prévu dans la disposition administrative qui crée le service », mais qui s'applique aussi, avec des modalités variables d'ailleurs, aux personnes morales de droit privé, tend simplement à cantonner dans les limites de son objet déterminé l'activité de la personne morale. En dehors des considérations d'ordre public ou même d'ordre politique qui peuvent expliquer, sinon justifier ce principe dont l'Etat tend souvent à faire une application très rigoureuse, il est évident qu'il découle, comme le dit M. Michoud (1), de ce que la propriété entre les mains d'une personne morale ne peut être employée qu'à un ou plusieurs buts déterminés. Alors qu'à une personne physique, titulaire d'un droit, tout but est permis, sauf ceux qui lui sont expressément interdits par la loi, à une personne morale, être collectif, qui n'est constituée que pour la satisfaction de certains intérêts du groupe, sont seules permises les manifestations d'activité juridique et sociale en concordance avec ces buts.

La loi de 1901 dans son article 6 faisant une application très nette du principe de la spécialité, dispose que l'Association déclarée peut acquérir, en dehors du local destiné à son

(1) *Théorie de la personnalité morale*. — Paris, 1924, tome II, page 144.

administration, « les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose ». L'adverbe strictement renforce la rigueur de la prohibition et la sanction édictée par l'article 17 de la même loi n'est autre que la nullité absolue de tous les actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, ayant pour objet de permettre aux Associations d'enfreindre l'article 6.

Les Associations diocésaines, qui sont des Associations déclarées de la loi de 1901, tombent sous le coup de ces dispositions impératives ; par ailleurs, la loi de 1905 (1) et les règlements d'administration publique qui l'ont suivie n'admettent pas qu'elles poursuivent un but autre que l'exercice du culte, scolaire ou charitable par exemple. L'application du principe de la spécialité sera donc ici d'autant plus stricte.

De tout ce qui précède il résulte que l'Association diocésaine ne devra posséder que des immeubles strictement affectés aux manifestations cultuelles (2). Comment en établir une désignation exacte ? Pour ce qui est des édifices tels que les églises ou les chapelles, les évêchés et les grands séminaires,

(1) Les Associations devront avoir exclusivement pour objet l'exercice d'un culte (art. 19, loi du 9 décembre 1905).

(2) Il existe, pensons-nous, à ce point de vue une différence entre les diocésaines d'aujourd'hui et les cultuelles de 1905. Celles-ci auraient pu se voir attribuer des immeubles provenant d'établissements publics, grevés de charges pieuses, mais non pas affectés à proprement parler à l'exercice d'un culte : par exemple une maison de rapport autrefois léguée à une fabrique à charge de célébrer des messes. Sous le régime actuel, cela nous paraît tout à fait impossible ; outre qu'il faille observer une parfaite équivalence dans les deux prestations en cas de fondations de messes (voir *infra* page 164, il semble au moins osé de soutenir qu'un tel immeuble est « strictement nécessaire à l'accomplissement du but » de l'Association. La question ne se poserait vraiment (et encore !) que si l'immeuble servait de chapelle ou de presbytère.

il ne saurait s'élever de difficultés, chacun de ces immeubles rentrant nécessairement dans la catégorie de ceux indispensables au but que se propose l'Association. Que dire au contraire des immeubles où sont établis des petits séminaires, de ceux qui servent au logement habituel des ministres du culte, des maisons de retraites pour prêtres âgés ou infirmes ou encore des immeubles dont l'affectation au culte pour être certaine dans l'avenir n'est en quelque sorte que virtuelle dans le présent ?

A défaut de jurisprudence nous en sommes réduits aux diverses interprétations ministérielles auxquelles a donné lieu l'application de l'article 112 de la loi du 29 avril 1926. Il ne s'agissait pas alors de savoir de quels ou quels immeubles pouvait se composer le patrimoine de l'Association diocésaine, mais de déterminer ceux qui pouvaient faire l'objet d'attributions à son profit de la part des personnes visées au texte ; en réalité, les deux questions sont connexes ; la première plus générale postule une solution identique à celle qu'a reçue la seconde. Une note publiée avant la promulgation de la loi par le président du conseil, ministre des affaires étrangères (M. Briand) énumérait ainsi les biens en question, mobiliers et immobiliers : « édifices construits ou acquis depuis 1905 et utilisés comme églises ou chapelles, évêchés, grands séminaires, maisons de santé ou de retraite pour les prêtres malades âgés ou infirmes, fonds destinés aux frais du culte, au traitement du clergé, de la maîtrise, des employés d'église, pensions de retraite du clergé, sommes reçues à titre de fondation pour la rétribution de services proprement culturels, etc... à l'exclusion des biens affectés à des services annexes

tels que les locaux scolaires ou salles de patronage » (1). Cette énumération se terminant par etc... suivie au surplus d'une restriction formelle, n'avait par la prétention d'être limitative ; elle n'était cependant pas inutile car elle permettait d'introduire dans le patrimoine des Associations diocésaines les maisons de santé ou de retraite auxquelles, à première vue, on aurait pu contester le caractère strictement culturel ; poursuivant cette interprétation plutôt libérale, le président du conseil ministre des finances (M. Poincaré), par lettre à M. le député Groussau, du 18 octobre 1926, déclarait que les presbytères eux aussi « devaient être considérés comme des biens affectés à l'exercice public d'un culte au sens de l'article 112 de la loi du 29 avril 1926. » (2). En revanche, on remarque que dans ladite énumération ne figurent pas les immeubles où sont installés les petits séminaires ; faut-il en déduire que l'Association diocésaine ne pourra pas en devenir propriétaire ou faut-il voir là un simple oubli de la part du rédacteur de la note ? La question mérite discussion, elle n'est pas très simple.

A l'heure actuelle, les petits séminaires n'ont aucune existence officielle ; ce sont des écoles secondaires ecclésiastiques régies comme telles par le droit commun de la loi Falloux ; le point de savoir si l'on se trouve véritablement en présence de petits séminaires, c'est-à-dire d'établissements préparant au sacerdoce ou bien d'écoles secondaires ordinaires sera à notre

(1) Note publiée par le *Journal des Débats* du 23 avril 1926, par le *Temps* du 24 et par la *Documentation catholique* du 22 mai 1926, tome XV, col. 1344. Ce dernier texte est le texte rectifié.

(2) Cf. également l'*Instruction* de la Direction générale de l'enregistrement.

avis une question de fait dans la solution de laquelle entreront en ligne de compte les éléments d'appréciation les plus divers (programme des études, emploi du temps des élèves, place tenue par les exercices purement religieux, voire même proportion des élèves qui en sortant revêtent effectivement la soutane). Cela déterminé, restera le point de droit.

Lors de la discussion de la loi de Séparation, M. Groussau avait demandé au ministre des cultes si les mots « établissements publics du culte », désignant sous l'article 4 les propriétaires des biens qui feraient l'objet d'une attribution aux cultuelles, comprenaient les petits séminaires (1). Le ministre avait textuellement déclaré : « Ils s'appliquent à tous les établissements publics du culte existant actuellement. Si les écoles secondaires ecclésiastiques ont la capacité civile et constituent des établissements publics, la loi en discussion ne leur fera pas perdre cette qualité pas plus qu'elle ne leur donnera au cas où elles ne l'auraient pas ». M. Groussau en avait conclu que, d'après les notes de jurisprudence du Conseil d'Etat « chacun des établissements destinés au recrutement du clergé, grands et petits séminaires ayant une personnalité civile distincte, les biens des petits séminaires pouvaient faire l'objet d'une dévolution aux Associations cultuelles ». Partant de ces prémisses, nous pourrions nous aussi conclure que, du moment que les Associations cultuelles auraient eu la faculté de devenir attributaires des biens des petits séminaires et notamment des immeubles occupés par eux, les Associations diocésaines actuellement seraient à même de jouir de la même

(1) *J. O., D. P.*, Chambre, séance du 13 juin 1905, page 2171.

faculté (1). Cette solution nous paraît d'autant plus raisonnable que le Conseil d'Etat par deux arrêts du 23 juillet 1909 (Société nationale d'éducation de Lyon) (2), a reconnu la qualité d'établissements publics du culte aux petits séminaires et la qualité de biens culturels à leur patrimoine « considérant que les écoles secondaires ecclésiastiques dites petits séminaires étaient classées par le décret du 6 novembre 1813 parmi les établissements publics du culte... que ce caractère n'a pas cessé de subsister jusqu'à la loi du 9 décembre 1905... que ces biens dont l'autorité ecclésiastique est devenue propriétaire dans ces conditions ne se trouvaient grevés d'aucune affectation purement scolaire et avaient tous un caractère nettement culturel ». Enfin dans les statuts des Associations diocésaines, l'acquisition des petits séminaires est formellement prévue ; ces statuts ayant été déclarés conformes aux lois par le Conseil d'Etat, il semble que le doute doive être levé en faveur d'une solution affirmative et de fait nous verrons que quelques Associations diocésaines n'ont pas craint de faire passer dans la pratique cette conclusion de droit.

A côté de tous ces immeubles, dont la nomenclature résulte de décisions ministérielles qui, à défaut de jurisprudence et de travaux préparatoires sur l'article 112 de la loi de finances de 1926, emporteraient l'avis des tribunaux il faut envisager le cas d'autres biens immobiliers qui en eux-mêmes

(1) Il ne faudrait néanmoins pas abuser de ces raisonnements par analogie à cause de la difficulté déjà signalée page 138, note 2.

(2) *Sirey*, 1912-3-25 et ce même sens *Cf.* jugement du Tribunal civil de Beauvais du 25 février 1910, *Dalloz*, 1910-2-173 : « Attendu que le petit séminaire Saint-Lucien était un établissement public et qu'il a été à ce titre autorisé à maintes reprises à accepter dons et legs ».

n'offrent aucun caractère cultuel lorsqu'ils entrent dans le patrimoine de l'Association, mais qui, par la destination à laquelle l'Association les affecte, deviennent par la suite de véritables biens culturels : tels sont les terrains acquis en vue de la construction d'une église, les immeubles bâtis, même les maisons de rapport dans lesquelles l'Association diocésaine logera des prêtres. Dans quelle mesure ce patrimoine pourra-t-il se développer ? Quantitativement, ces acquisitions d'immeubles seront susceptibles de prendre une certaine ampleur puisque les prix en seront prélevés sur la réserve spéciale. La seule difficulté, à notre sens, sera de déterminer jusqu'à quel point il est admis que des biens de cette nature sont affectés au service du culte. Autant il nous paraît légitime et même indispensable de laisser une certaine latitude aux Associations diocésaines pour leur permettre d'acquérir dans les conditions économiques les meilleures des terrains sur lesquels seront construits des édifices religieux ou bien des immeubles bâtis pour les lieux de retraite ou de logement des ministres ; autant il sera prudent de ne pas laisser utilisés pendant des dizaines d'années ces mêmes immeubles à d'autres destinations que des buts culturels. Ce n'est pas en effet lorsque, sur un terrain, on aura l'intention de construire une église, dont tous les jours on reculera la date d'édification faute d'argent, que ce terrain sera devenu cultuel, à moins (qui sait ?) que l'on y célèbre d'une manière continue la messe en plein air. Ce n'est pas, non plus, lorsque dans un des nombreux appartements d'un immeuble de la région parisienne, on aura logé un prêtre, avec le projet d'en loger d'autres par la suite, que cet immeuble perdra son caractère de maison de rapport. Nous estimons que, dans ces conjonctures la plus

grande prudence de la part des administrateurs de l'Association diocésaine sera nécessaire. Erreur, en effet, de penser qu'une fois entrés dans un patrimoine de Diocésaine, des biens *ipso facto* deviendront affectés au service du culte puisque tel est le but de l'Association ; il faut dire au contraire, pour être en concordance avec le principe de la spécialité que, du fait qu'une Association poursuit un but cultuel, elle ne peut posséder que des biens affectés à ce but.

En résumé, on se trouvera très souvent en face de cas d'espèces qui ne sauraient recevoir de solution d'ensemble et dans lesquels l'examen des points de fait sera prépondérant (1).

III

Il faut revenir en terminant sur la sanction rigoureuse de l'article 17 de la loi de 1901 que nous avons déjà signalée. Les membres de l'Association diocésaine, notamment, ne pourraient pas, semble-t-il, fonder à côté de l'être moral une société ou une communauté ayant une capacité civile plus étendue et qui deviendraient propriétaires de biens ne rentrant pas normalement dans le patrimoine de l'Association ; ce serait constituer, en dehors des valeurs régulièrement possédées, un

(1) A titre d'indication, citons un arrêt de la Cour de Lyon du 23 octobre 1912 (*Sirey*, 1913-2-106) confirmant un jugement du Tribunal civil de Lyon du 16 juin 1911 qui reconnaît le caractère de biens grevés d'une affectation cultuelle à un jardin entourant une église, dont il n'est en somme qu'une dépendance et qui laisse ce jardin en même temps que l'église à la disposition des fidèles et des ministres du culte conformément à la loi du 2 janvier 1907. Il paraît logique d'en conclure qu'une Association diocésaine pourrait fort bien posséder un terrain assez grand avoisinant un édifice religieux.

autre patrimoine pratiquement illimité qui ne serait que le prolongement du premier ; par là même ce serait enfreindre l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et on risquerait de voir la société ou la communauté déclarées personnes interposées au profit de l'Association. Il est évident, dans la pratique, que cette société ou cette indivision ne comprendraient pas exactement les mêmes membres que l'Association diocésaine, mais ne suffirait-il pas, pour que la nullité de l'article 17 pût jouer qu'il y ait identité entre les personnes préposées à l'administration de l'une et de l'autre et similitude d'objet quant aux biens possédés ? Il y a certes là un danger pour la propriété ecclésiastique des diocèses où fonctionnent concurremment une Association diocésaine et une société civile immobilière.

CHAPITRE II

LES RESSOURCES

La question des ressources dont dispose une Association diocésaine, dans le cadre général qui a été précédemment indiqué, se rattache étroitement et même ne fait qu'une avec la capacité d'acquérir de cette Association. Il y a donc lieu d'envisager dans quelles limites se restreint cette capacité : nous étudierons successivement comment l'Association diocésaine se constituera un patrimoine dès sa naissance à la vie juridique (apports et cotisations) ; comment elle se procurera les biens, avec quoi elle subviendra au jour le jour aux frais du culte (quêtes, collectes, fondations, rétributions et subventions) ; comment, enfin, elle pourra accumuler un fonds de réserve pour faire face à certaines dépenses exceptionnelles. Seulement tout en fin de ce chapitre prendra place un aperçu sur le régime très spécial prévu par l'article 112 de la loi du 29 avril 1926.

Le texte fondamental de la loi de 1905 en cette matière est le suivant : art. 19, § 4. « Les Associations pourront recevoir, en outre des cotisations prévues par l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, le produit des quêtes et collectes pour les frais du culte ; prévoir des rétributions : pour les cérémonies et

services religieux même par fondation, pour la location des bancs et des sièges, pour la fourniture des objets destinés au service des funérailles dans les édifices religieux et à la décoration de ces édifices ».

COTISATIONS ET APPORTS

I. Pour les cotisations il est évident, d'après le texte sus-énoncé, que le régime de la loi de 1901 est purement et simplement applicable aux Associations cultuelles et partant aux Associations diocésaines. Il est inutile de s'attarder sur ce point : ici comme pour les autres Associations, la cotisation est en quelque sorte la part contributive aux frais que chaque associé s'engage à verser périodiquement dans la caisse commune ; les statuts (art. 6) fixent le *quantum* de cette contribution pour les associations diocésaines à cinq francs au minimum ; c'est là un taux très modique que l'on aurait pu prévoir bien supérieur sans risquer, certes, le moindre reproche d'illégalité puisque la loi ne détermine pas de maximum pour le montant des cotisations. Par ailleurs les mêmes statuts prévoient conformément à la loi que le taux de rachat des cotisations ne devra pas dépasser 500 francs ; illogisme apparent, que le législateur, en veine d'imagination, a expliqué en disant que l'associé réfléchirait par deux fois avant de s'engager à verser une somme importante chaque année (cotisation) tandis que dans un mouvement de générosité spontanée il pourrait être tenté de racheter cette cotisation moyennant le payement global de sommes fort importantes.

II. Le problème de la possibilité des apports à une association déclarée de la loi de 1901 a donné lieu à des discussions

doctrinales nombreuses, mais jamais à des décisions de jurisprudence, la Cour de Cassation, elle-même, ayant toujours évité de se prononcer sur le fond et se contentant de donner des solutions en matière fiscale (1).

Une première remarque s'impose, c'est le silence de la loi de 1901 quant à cette opération qui consiste, somme toute, pour un associé lors de son entrée dans l'Association à mettre dans le patrimoine de celle-ci une certaine quantité de richesses. En dehors des arguments tirés des travaux préparatoires de cette loi (substitution de l'expression cotisation à celle d'apport mobilier ; refus, dans l'article 1, d'introduire le mot « ressources » pour les choses que les associés mettent en commun) et qui, il faut l'avouer, ne semblent guère de nature à emporter une solution affirmative, il nous paraît que le problème revient en définitive à celui de prendre parti sur la nature juridique présenté par un acte de ce genre ; est-ce là un contrat à titre gratuit ou à titre onéreux ? (2). Dans la première hypothèse,

(1) Voir notamment : Cassation, 4 août 1909. *Sirey*, 1910-1-193.

On ne saurait déduire de cet arrêt, rendu au sujet très particulier d'une caisse rurale de crédit, des conséquences d'une portée générale.

(2) Dans une note au *Dalloz*, 1891-2-113, sous un arrêt de la Cour de Nîmes, dont on reparlera, M. Planiol donne cette très précise distinction : « Le caractère gratuit ou onéreux d'un contrat s'apprécie uniquement d'après les relations des parties entre elles, il dépend de la réciprocité des prestations ou des engagements qu'elles échangent. Si chacune d'elles donne à l'autre ou prend envers elle un engagement en retour de ce qu'elle reçoit, l'acte est à titre onéreux ; son résultat est caractéristique et facile à reconnaître, vérifiez la valeur des deux patrimoines avant et après l'opération, dans les conditions normales, vous devez trouver le même chiffre... Si cette réciprocité fait défaut c'est-à-dire si l'une des parties donne ou fait quelque chose sans rien recevoir en retour, l'acte est à titre gratuit ; peu importe que la personne ainsi gratifiée se trouve engagée en vertu de l'acte à des dépenses nouvelles, l'acte ne perd pas pour cela son caractère. »

l'apport sera rigoureusement impossible en vertu de l'interdiction absolue pour les Associations simplement déclarées de recevoir des libéralités ; dans la seconde hypothèse au contraire, on devra l'admettre puisqu'une telle Association d'après l'article 6 de la loi de 1901 peut acquérir à titre onéreux notamment les immeubles strictement nécessaires à son objet.

Or nous ne voyons pas comment on peut arriver à donner aux apports le caractère d'un acte à titre onéreux ; tout contrat de ce genre suppose une contre-prestation dont la nature nous échappe totalement dans le cas d'une Association : les associés, en dehors de tout but pécuniaire, poursuivant en général des fins politiques et morales ; la satisfaction personnelle qu'ils peuvent retirer de la réussite de leur œuvre est d'ordre purement intellectuel et ne saurait être appréciée au point de vue patrimonial ; que si, comme M. Chavegrin (1), on soutient que l'avantage moral s'accompagne d'avantages matériels (réduction sur des prix de voyages, participation à des conférences, prêts de livres, concerts ou fêtes réservés aux associés) n'est-il pas logique d'ajouter que, ces avantages matériels profitant à tout associé, même à celui qui n'a pas fait d'apport, sont bien plutôt la contre-prestation fournie en rémunération de la cotisation acquittée par tous ? Au surplus les auteurs qui soutiennent la théorie de l'acte à titre onéreux sont bien obligés de convenir que ces apports sont classés « un peu artificiellement » (2) dans, cette catégorie et qu'ils « peuvent devenir des

(1) Comment les Associations déclarées peuvent-elles acquérir les immeubles dont il leur est permis d'être propriétaires ? *Journal des Sociétés*, juillet 1911, page 288.

(2) M. Bartin dans AUBRY ET RAU, 5^e édition, tome VI, § 385 bis, note 21.

dons lorsqu'ils sont trop forts, eu égard aux circonstances, pour qu'une proportion existe entre les sacrifices des associés et les avantages stipulés en retour » (1). Quel sera donc le critère applicable ? Et puisque les mêmes auteurs considèrent que l'acte d'apport est souvent la seule manière pour une Association naissante de se procurer des immeubles, n'y aura-t-il pas toujours, en réalité ce déséquilibre de proportion entre les deux prestations fournies et qui, en définitive, emportera pour la disposition envisagée le caractère d'acte à titre gratuit ?

Dans le cas particulier des Associations cultuelles ou diocésaines, nous pensons que, là plus qu'ailleurs encore, l'intérêt moral de l'associé est seul en jeu ; les avantages matériels qui peuvent résulter pour lui du contrat d'Association n'existent pas ou du moins profitent non seulement aux membres de l'Association mais à tous les fidèles du culte envisagé. D'aucuns diront, il est vrai, que la charge d'affectation au service du culte qui grèverait dans la majorité des cas les biens apportés à une Association diocésaine, constituerait la contre-prestation qui rendrait à l'acte son caractère onéreux. Cette objection vaut qu'on s'y arrête car elle s'appuie sur l'autorité d'auteurs distingués et sur une certaine jurisprudence. M. Demogue, entre autres, considère que, à son gré, on ne tient pas assez compte, dans l'analyse des actes à titre gratuit, de la satisfaction morale d'une des parties qui, pour lui, a la valeur d'une contre-prestation (2) et parmi les arrêts qui accueillent ces

(1) M. Chavegrin article cité.

(2) DEMOGUE. — *Traité des obligations*, Paris, 1923. Tome II, n° 916 : « Quand finira-t-on, y est-il dit avec humour, d'enfermer le monde du droit dans des horizons d'épicier ? »

suggestions nous en relevons plusieurs assez curieux parce qu'ils concernent justement des donations avec charge d'affectation :

La Chambre Civile le 19 juillet 1894 (1) (affaire Lapeyre contre Commune d'Urrugue) considère que la cession d'un terrain consentie par un particulier à une commune pour la construction d'une église est à bon droit regardée comme un acte à titre onéreux, lorsque, d'une part, le propriétaire du terrain, en consentant la cession, avait en vue principalement un avantage équivalent consistant dans la plus value que ferait acquérir à d'autres terrains lui appartenant la construction projetée et lorsque, d'autre part, la commune en acceptant cette cession assumait des charges équivalentes à la valeur de ce qu'elle avait reçu.

La Cour de Nîmes, le 22 janvier 1890 (2) (David contre Commune de Vaison), voit également un acte à titre onéreux dans la donation faite par un individu à une commune, à charge d'entretenir une école congréganiste « attendu que dans la réalité l'objet de ce contrat, c'est l'engagement pris par chacune des parties de concourir à une fondation dans des proportions à peu près égales, le revenu de l'immeuble pouvant être évalué à une somme voisine du traitement qui a été servi par la commune aux maîtres, ladite fondation devenant impossible par cela que la Commune ne pourrait ou ne voudrait fournir le concours par elle dû. »

Enfin la Chambre des Requêtes, elle aussi, par un vieil arrêt du 14 février 1863 confirmait un arrêt de la Cour de

(1) *Sirey*, 1894-1-439.

(2) *DALLOZ*, 1891-2-113 et la note de M. PLANIOL.

Bourges du 12 février 1862 (aff. Bardet contre commune de Saint-Martin), estimant que la stipulation par laquelle un tiers, intervenant à un marché de travaux fait entre un entrepreneur et une fabrique d'église, s'oblige envers cette fabrique dans un intérêt de caprice ou de vanité et en lui imposant des conditions onéreuses à payer tout ou partie de travaux, constitue non une donation, mais un contrat commutatif ; la satisfaction que ce tiers retirera de l'exécution de ces travaux pouvant être considérée comme l'équivalent de la somme par lui promise (1).

Si on suivait jusqu'au bout le raisonnement de cette jurisprudence, on ne voit pas où s'arrêteraient ses conséquences ultimes. Ne serait-ce pas rayer du droit la notion de libéralité *sub modo* puisque la charge, chaque fois qu'elle ne profiterait pas uniquement au donataire, suffirait à enlever au contrat son caractère de bienfaisance ? Nous pensons plutôt que ces arrêts se sont laissés guider par des nécessités pratiques (donner effet à un contrat passé sous la forme sous seing privé,

(1) Les attendus de la Cour de Bourges sont particulièrement savoureux (*Sirey*, 1863-1-362).

« Attendu que Bardet ne faisait rien moins qu'une offrande désintéressée, qu'il stipulait non pas même pour une sonnerie quelconque, au gré selon les possibilités et les convenances de la fabrique ou de la mairie, mais uniquement pour le rétablissement, dans des conditions spéciales et singulièrement onéreuses, de l'ancienne sonnerie de la paroisse, telle qu'il la rêvait dans les vagues réminiscences de son jeune âge, telle qu'il la lui fallait pour la satisfaction de sa fantaisie ou la vanité du millionnaire, souscripteur généreux si l'on veut, et non sans quelque mérite, dans sa large participation à une œuvre d'utilité publique, mais n'en faisant pas moins sa propre affaire et imposant ses exigences personnelles pour prix de son concours ».

Au lieu des horizons d'épiciers dont parle M. Demogue, les conseillers à la Cour de Bourges ne se complaisaient-ils pas dans des horizons de poètes !

assurer la résolution d'un contrat par suite de l'inexécution d'une des obligations), et du reste leurs attendus même nous révèlent que, pour étayer leur thèse, les juges invoquent toujours un élément de fait qui peut faire supposer l'existence d'une contre-prestation réelle de la part du donataire ou d'un bénéfice au profit du donateur (1). Mais pour que cette théorie fût exacte, il faudrait que cette contre-prestation du donataire fût stipulée au profit du donateur ou encore que le bénéfice retiré du contrat par ce même donateur ne fût pas uniquement d'ordre moral. Rien de tel dans les espèces ci-dessus rappelées ; aussi concluons-nous avec M. Planiol (2) que « le fait de mettre sa fortune au service des intérêts généraux n'en constitue pas moins une aide gratuite apportée par une personne à une autre, ce qui suffit à former une donation et qu'il y a là un transfert de propriété accompagné d'une affectation obligatoire et création d'un service public à l'aide de ressources provenant de libéralités ». C'est en réalité ce qui se passerait dans le cas d'apports de biens à une Association diocésaine.

Mais la Cour de Paris s'est depuis rangée à une plus exacte interprétation de ces opérations dans un arrêt fort important confirmé par un arrêt de la Chambre Civile le 10 mars

(1) On pourrait peut-être rapprocher de ces espèces celles relatives aux constitutions de dot par les parents aux enfants qui, en réalité, sont des actes à titre gratuit dans les relations entre le constituant et l'époux doté et à titre onéreux dans les rapports entre l'époux doté et son conjoint. Cf. en ce sens Planiol et Ripert: *traité pratique de droit civil français*. Tome 8, page 118 et un arrêt très intéressant de la Cour de Paris du 24 mars 1928, *Gazette des Tribunaux* des 2 et 3 mars 1928.

(2) Note précitée sous arrêt de la Cour de Nîmes, *Dalloz*, 1891-2-113.

1920 (1) ; il s'agissait d'une action en reprise intentée contre l'Administration des Domaines par M. l'abbé Soulange-Bodin conformément à l'article 3 de la loi du 13 avril 1908 ; ce prêtre avait payé en l'acquit de la fabrique de la Paroisse de Notre-Dame de Plaisance aux entrepreneurs chargés de l'édification d'une nouvelle église la somme de 331.000 francs et l'Administration soutenait entre autres arguments qu'il y avait eu là offre de concours mais non libéralité. Le tribunal civil de la Seine rejetait par un premier jugement du 24 juillet 1913 cette théorie « attendu qu'il est prétendu que l'acte de M. Sou-
« lange-Bodin n'a pas été une libéralité, mais une simple offre
« de concours, soit le contrat commutatif de l'article 1104 et
« dans lequel chacune des parties s'engage à donner ou à faire
« une chose qui est regardée comme l'équivalent de ce qu'on
« lui donne ou de ce qu'on fait pour elle ; mais attendu qu'en
« échange des sommes versées par M. Soulange-Bodin pour le
« compte de la fabrique, on ne voit pas, alors, que le deman-
« deur n'a retiré matériellement aucun profit personnel de la
« construction de l'église, quel est l'avantage ou l'équivalent
« qui lui aurait été procuré par la fabrique et dont l'existence
« est nécessaire pour constituer un contrat commutatif ; que la
« satisfaction de piété ou d'amour-propre qu'il a pu éprouver
« de l'œuvre accomplie ne saurait être mise en balance avec le
« service rendu à une fabrique et aux paroissiens de Plaisance
« en sacrifiant à l'édification d'une église toute une fortune par
« lui recueillie ; que si l'on admettait dans les circonstances
« actuelles qu'il y ait eu contrat commutatif, il n'y aurait
« jamais libéralité, le fait de donner pour une œuvre, pour une

(1) *Sirey*, 1923-1-305 et la note de M. MESTRE déjà rappelée.

« entreprise quelconque emportant pour celui qui a fait un
« don un avantage d'ordre moral, une satisfaction intime à
« raison de son action généreuse et que si l'existence d'un semblable contrat a pu être contesté dans des espèces particulières parce que celui qui avait fait une libéralité y avait
« trouvé son propre intérêt, sa propre satisfaction, on ne saurait dire qu'il en est de même dans l'espèce actuelle »... La Cour de Paris adoptant les motifs des premiers juges et considérant de plus « que dans l'espèce il n'a jamais existé de
« contrat entre la fabrique de l'église de Plaisance et M. Soulange-Bodin, que celui-ci n'avait pris aucun engagement
« vis-à-vis de la fabrique pour l'édification de l'église, qu'on
« ne peut voir dans l'acte de l'intimé, qui a consacré son patrimoine à une cause qui l'intéressait, qu'une libéralité revêtant
« tant le caractère d'un don manuel » confirmait le jugement de la Seine.

On ne saurait mieux dire à notre avis. Aussi dans l'état actuel des textes et malgré les interprétations données en sens contraire (1) nous persistons à croire que l'apport à une Association diocésaine, constituant un acte à titre gratuit, est impossible. En adoptant cette solution rigoureuse, on ne manquera pas de faire au législateur de 1901 le reproche d'avoir « légiféré dans le vide » puisque en même temps qu'il donnait

(1) Les auteurs qui se prononcent pour la légalité des apports sont nombreux. Cf. notamment : BARTIN dans AUBRY ET RAU, *loc. cit.* ; CHAVEGRIN article cité ; CELIER, LE VAVASSEUR et TAUDIÈRE, *Sociétés et Associations*, 11^e édition 1927, page 60, et suivantes ; HOUPIIN et BOSVIEUX, *Traité général des sociétés*, 6^e édition, page 33 et suivantes. Tous sont entraînés bien plutôt par des considérations pratiques que par des raisonnements théoriques : ils s'appuient sur une déclaration de M. Waldeck-Rousseau au Sénat (séance du 18 juin 1901, *J. O., D. P.*, page 904) disant : « Si l'Association juge

la vie juridique à des Associations il négligeait de leur assurer les moyens de constituer, dès leur formation, un patrimoine. L'objection est évidemment prenante, mais est-ce la première fois qu'on constate un illogisme dans nos lois modernes ?

QUÊTES ET COLLECTES

La disposition de la loi du 9 décembre 1905 qui autorise les Associations cultuelles à recevoir les quêtes et collectes pour les frais du culte constitue une dérogation au droit commun de la loi du 1^{er} juillet 1901, mais ne fait par ailleurs que confirmer les avantages déjà accordés aux fabriques par le décret de 1809. Cependant, alors que l'évêque en vertu de l'article 75 de ce décret avait le droit de prescrire dans les églises des quêtes pour une destination autre que les besoins du culte, désormais c'est à cette seule fin que devront être effectuées les quêtes et collectes en question ; en revanche le bureau de bienfaisance d'une commune a le droit de procéder à des quêtes ou de mettre des tronc dans un édifice religieux (1). Il convient du reste d'entendre les expressions frais

nécessaire de posséder un immeuble, elle ne fera la déclaration qu'autant qu'elle aura l'immeuble nécessaire ou les ressources pour se le procurer » et sur le décret du 16 août 1901 qui prévoit pour les associés le droit de reprendre à la dissolution de l'Association l'immeuble apporté. Malgré toute l'autorité qui s'attache aux paroles de M. Waldeck-Rousseau ou à un décret d'administration publique délibéré en Conseil d'Etat, il est difficile et pour nous impossible d'en induire la légalité d'un acte juridique que la loi ne prévoit nulle part, surtout dans une matière aussi strictement réglementée que celle de la capacité des Associations.

(1) Avis du Conseil d'Etat du 29 novembre 1906.

du culte ou besoins de l'Association (1) dans un sens assez large et il sera tout naturel que notamment on comprenne dans les recettes de l'Association diocésaine, sous cette rubrique, le produit de la contribution dite du denier du culte (2). Ce ne sera que faire revivre l'idée du cardinal Lecot qui en 1906 avait créé à Bordeaux, spécialement pour subvenir aux besoins des prêtres, une Association dite diocésaine ; et cette pratique aura l'avantage d'augmenter le chiffre des dépenses de l'Association et par là même les limites de la réserve générale.

Ces sommes que l'Association recueillera, soit dans les trones placés dans les églises, soit par des souscriptions ou encore des quêtes faites à domicile, auront le caractère de véritables libéralités ; elles ne sauraient être assimilées à des aumônes « qui pas plus que les pourboires et étrennes ne sont des libéralités soit selon le droit civil, soit selon le droit fiscal » (3). Si en pratique on admet en effet que toute Association déclarée est capable de recevoir ainsi des sommes modiques provenant de souscriptions ou d'aumônes, malgré

(1) La seconde expression est celle qui est contenue dans les statuts (article 17) ; elle équivaut à la première puisque nous le répétons l'Association ne peut pas sans enfreindre la règle de la spécialité avoir d'autres objets que l'entretien du culte.

(2) Cf. FRANÇOIS HEBBARD, « *Associations diocésaines et Syndicats ecclésiastiques* » ; il donne comme énumération non limitative des frais du culte : Dépenses relatives aux cérémonies du culte, honoraires de prédication, entretien de maîtrise, dépenses relatives aux locaux dans lesquels le culte s'exerce (achat, location, entretien), dépenses relatives aux ministres des cultes (entretien et logement des ministres en activité ou des ministres retraités), instruction dans les séminaires. Cf. également Dalloz, manuel des cultes, n^{os} 554 et 650.

(3) BERTHELEMY, *Traité élémentaire de droit administratif*, 10^e édition, 1925, page 298, note 1.

l'interdiction générale de la loi, il faut reconnaître qu'en matière d'Associations diocésaines la question est tranchée d'une manière précise par l'article 19 de la loi de 1905 qui contient une extension de la capacité juridique de ces Associations. Les quêtes et collectes seront pour ces organismes un élément de ressources considérables ; les auteurs de la loi l'avaient ainsi compris (1) et ils ont permis ce mode d'acquisition à la fois par une sage compréhension des nécessités économiques, par respect pour l'idée de séparation qui est en contradiction avec le principe d'une autorisation gouvernementale quelconque et aussi par tradition. Il était en effet couramment admis et il a été quelquefois jugé que les dons manuels faits aux établissements publics du culte étaient dispensés pour leur validité de l'autorisation du gouvernement (2).

On peut se demander néanmoins, sous le régime actuel, jusqu'où va la possibilité pour les Associations diocésaines de recevoir des dons de cette nature ? L'expression quêtes et col-

(1) Cf. notamment dans la discussion générale à la Chambre des députés, séance du 20 mars 1905, *J. O., D. P.*, Chambre, page 1028.

M. PAUL DESCHANEL : La commission a poussé la précaution jusqu'à interdire les souscriptions, les dons et les legs ; pourquoi les souscriptions et les dons puisque vous permettez les dons manuels et les quêtes à domicile ; est-ce parce que le contrôle sera plus aisé ? Quant aux legs nous craignons les captations, on tournera la loi au moyen de fidéicommiss.

M. CHARLES BOS : Et des dons manuels.

M. JOSEPH CAILLAUX : Il ne faut rien connaître au mouvement de la fortune actuelle pour soutenir le contraire.

(2) Voir en ce sens un arrêt de la Cour de Paris du 16 décembre 1864 (SIREY, 1865-2-136) qui valide un don manuel de 24.000 fr. fait par l'intermédiaire d'un vicaire de Saint-Thomas d'Aquin à la fabrique de cette paroisse ; en sens contraire un arrêt de la cour de Montpellier du 25 février 1862 (SIREY, 1862-2-209). Quelle que soit la terminologie employée (offrandes, oblations) il s'agit bien dans ces espèces de libéralités.

lectes paraît s'appliquer à des opérations renouvelées périodiquement auprès des fidèles pour solliciter leur générosité. Mais *stricto sensu* et en théorie il nous semble difficile de comprendre dans cette rubrique des versements effectués à titre exceptionnel par un fidèle particulièrement charitable ; un don opime fait par un catholique qui veut manifester à la Providence son repentir ou sa reconnaissance ne sera pas à proprement parler le produit d'une quête ou d'une collecte. Et cependant il n'est pas absurde d'imaginer ce fidèle déposant par exemple, dans une bourse, à la quête d'un office, un chèque d'un montant fort élevé. On ne voit donc pas en pratique quel est le critérium à adopter et comment on pourrait empêcher une Association de porter en recettes dans sa comptabilité des sommes très importantes comme provenant de quêtes faites dans telles ou telles paroisses. Avec tous les moyens de transmission de la fortune mobilière que l'on possède aujourd'hui, il est beaucoup plus intéressant pour une Association diocésaine d'être autorisée à recevoir ces quêtes et collectes que de pouvoir accepter sous le contrôle du gouvernement, qui serait toujours à même d'opposer un veto, des donations entre vifs ou des libéralités à cause de mort. Mais l'un n'empêcherait pas l'autre et faut-il que le « *vilis mobilis possessio* » soit ancré dans l'esprit de nos législateurs pour qu'ils refusent à une Association cultuelle la capacité de recevoir par donation le presbytère d'un pauvre desservant de campagne alors que, par ailleurs, cette même Association portera dans ses recettes des dizaines de mille francs, produit d'une quête dans une riche paroisse de Paris ?

FONDATIONS POUR SERVICES RELIGIEUX

I

« Fonder c'est assigner un fonds à perpétuité à un but » (1). Cette idée de fondation répond trop aux besoins intimes de l'homme qui désire fixer, dans le temps qui lui échappe, les traces de sa volonté ; elle répond trop aussi aux aspirations religieuses du catholique qui doit avoir, comme but unique de la vie, la recherche du salut éternel, pour n'avoir pas pris, dès les origines de l'Eglise, une importance particulière. Cette possibilité d'affecter, pour un temps en principe illimité et en pratique très long, des biens à des œuvres pieuses ou à la célébration de messes pour le repos des âmes a toujours été revendiquée hautement par l'Eglise ; mais en face de cette conception se dresse celle du Pouvoir civil qui souvent, comme Mirabeau, dénie aux générations passées le droit d'enchaîner à leur volonté capricieuse des générations qui ne sont pas encore. De cette opposition d'idées sont nées toutes les réglementations des fondations, tantôt très strictes, tantôt très libérales, suivant les époques. Il faut bien remarquer d'ailleurs que l'homme ne saurait avoir la prétention irréalisable d'immobiliser pour une durée indéfinie, des richesses à des objets précis et déterminés. Tout évolue à travers les siècles ; la notion même de charité subit des transformations ; les moyens de la rendre efficace varient eux aussi et pour des buts strictement religieux qui semblent défier les atteintes du temps à cause de la pérennité de l'Eglise, les bouleverse-

(1) Définition de M. A. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *Droit public et privé des fondations*, Thèse, Paris, 1894.

ments économiques se chargent de rendre impossible la rigoureuse exécution de la volonté des fondateurs. Le droit canonique en autorisant la réduction des fondations l'a fort bien compris (1).

Dans notre ancien droit, la matière était régie, jusque dans ses détails, par l'Edit de 1749 ; au contraire notre droit moderne semble vouloir ignorer, dans ses textes, la fondation et il a laissé à la jurisprudence et à la doctrine le soin de rendre possible ce mode de disposer.

On a beaucoup écrit sur la nature des fondations (2) ; ici encore se pose la question de savoir si on est en présence d'un acte à titre gratuit ou d'un acte à titre onéreux avec toutes les conséquences qu'entraîne cette discrimination. La fondation met en général trois personnes en présence : le fondateur, le bénéficiaire et la personne morale ou physique sur la tête de qui vient se poser la propriété du bien affecté à la fondation et qui se chargera d'administrer ce bien et d'en faire profiter

(1) DURANT DE MAILLANE, *Dictionnaire de droit canonique*. Lyon, 1776. « Il arrive souvent en certaines églises, dit le concile de Trente, ou qu'il y a un si grand nombre de messes à dire pour les diverses fondations ou legs pieux qu'on ne peut pas y satisfaire pieusement au jour marqué par les testateurs, ou que les aumônes qui ont été laissées pour dire lesdites messes sont si faibles qu'on ne trouve pas aisément de personnes qui s'en veulent charger... Or, le Saint Concile donne pouvoir aux évêques qu'ils règlent et ordonnent tout ce qu'ils jugeront selon leur conscience de plus expédient à l'honneur et au service de Dieu et à l'avantage desdites églises, de sorte néanmoins qu'il se fasse toujours mémoire des défunts qui ont laissé ces legs pieux pour le salut de leurs âmes. »

C'est là un pouvoir de réduction des donations et d'union des bénéfices accordé aux évêques et confirmé par le concile de Rouen en 1581.

(2) Voir notamment : GEOUFFRE DE LAPRADELLE, thèse précitée et J.-L. FÉNELON, *Les fondations et les établissements ecclésiastiques*, thèse, Paris 1902.

le bénéficiaire selon les indications du fondateur. Lorsque, par exemple, M. de Montyon fondait ses prix de vertu, les bénéficiaires étaient les personnes indéterminées mais déterminables qui réuniraient les conditions imposées par lui ; la personne morale qui devenait propriétaire des biens dont les revenus étaient destinés à récompenser la vertu, était l'Académie Française ; il y a là une stipulation pour autrui s'analysant en une libéralité avec charge. Mais, si on envisage le cas d'une fondation pour célébration de messes ou de services religieux, le mobile du fondateur n'est plus désintéressé puisqu'il a en vue le salut de son âme ; la personne du fondateur et celle du bénéficiaire s'identifient en quelque sorte et l'acte passé avec l'intermédiaire chargé d'assurer la fondation est un acte à titre onéreux dans lequel chacune des parties fournit une prestation qui profite à l'autre. Cette solution n'est d'ailleurs pas générale car il peut se faire que le fondateur impose comme charge non pas la célébration de messes pour son salut mais pour le salut d'un tiers ou la création d'un cours d'instruction religieuse ou de mission de prédicateurs ; auquel cas l'acte semble rentrer dans la catégorie des contrats à titre gratuit.

Quoiqu'il en soit, la question n'avait pas une importance pratique considérable sous le régime des établissements publics du culte puisque ceux-ci avaient la capacité de recevoir des libéralités avec l'autorisation du chef de l'Etat statuant en Conseil d'Etat ; au contraire, à l'heure actuelle, il peut être intéressant de prendre parti. La loi autorise en effet les Associations cultuelles « à percevoir des rétributions pour cérémonies et services religieux, même par fondation ». Le mot rétribution indique qu'il s'agit là d'un contrat commutatif « qui a pour but d'obtenir, moyennant versement d'une certaine som-

me, certains services au prix fixé par le tarif en vigueur » ; du reste aucun doute ne peut subsister sur ce point, l'article 33 du règlement d'administration publique du 16 mars 1906 stipulant : « Les sommes à percevoir en vertu de fondations instituées pour cérémonies et services religieux tant par acte de dernière volonté que par acte entre vifs sont dans tous les cas déterminées par contrats commutatifs et doivent représenter uniquement la rétribution des cérémonies et services. »

Ainsi le caractère essentiel de l'acte de fondation prévu par la loi et par les statuts des Associations diocésaines c'est de se classer au rang des dispositions à titre onéreux ; mais le critère établi par les auteurs de la loi ne semble pas être le même que celui que nous avons dégagé en analysant la cause de l'obligation du fondateur ; d'un côté, en effet, la fondation nous apparaissait comme un acte onéreux uniquement lorsque le fondateur et le bénéficiaire ne formaient qu'une seule et même personne ; de l'autre côté on veut s'en tenir pour déterminer la nature du contrat à la stricte équivalence entre les deux prestations fournies, quelle que soit en définitive la personnalité du bénéficiaire (1). Il est à remarquer, au surplus, que par suite de l'interprétation restrictive donnée aux mots « cérémonies et services religieux », les deux manières de voir se rejoignent

(1) En ce sens également la note de M. TISSIER sous un arrêt de la Cour de Caen du 3 décembre 1902 (*Sirey*, 1906-2-251). « La Cour de Caen, dit-il, voit un contrat à titre onéreux, cette dernière solution nous paraît plus exacte ; elle est très généralement admise par la jurisprudence administrative pour le cas du moins ou comme, dans notre espèce, la fabrique ne reçoit que le prix des messes célébrées, tel qu'il est établi par les tarifs régulièrement approuvés par l'autorité diocésaine et ne conserve rien en dehors de la rémunération du service rendu ».

presque dans leur application pratique ; d'après les déclarations faites par le ministre des cultes lors de la discussion de la loi de Séparation (1) les fondations ne sont possibles d'après l'article 19 ni pour l'instruction religieuse, ni pour l'entretien des tombes, ni pour les dépenses à faire pour les funérailles, ni *a fortiori* pour le soulagement des pauvres ; il reste donc comme objet licite de ces fondations la célébration des messes ou offices, les recommandations de prières pour les défunts, bref, toutes cérémonies qui ont pour but d'assurer le repos éternel soit de l'âme du disposant soit de l'âme de ses parents. En dehors de ces objets certainement permis, pourrait-on concevoir la licéité de fondations en vue d'assurer un éclat particulier à telles ou telles cérémonies ou la rémunération de prédicateurs (2) ? En principe oui, mais en pratique ce seront là des espèces fort rares et d'autant plus délicates que, si pour la célébration des messes, le tarif édicté par l'Ordinaire fournit une base certaine pour le calcul des sommes à remettre à l'Association diocésaine, l'incertitude de la valeur du service rendu en d'autres cas rendra très difficiles la fixation des rémunérations à fournir. Et puisque ces rétributions doivent représenter uniquement les frais des cérémonies aux-

(1) *J. O., D. P.*, Chambre, séance du 19 juin 1904, pages 2299 et 2300.

(2) Certains auteurs (RIGAUD, *Associations diocésaines*, Paris, page 21) ne voient pas de difficultés à créer des fondations pour cours de catéchisme ou d'instruction religieuse. Toute la question est de savoir si l'on peut considérer ces actes comme des exercices du culte : la Cour de Cassation dans trois arrêts, 10 mai 1827, 19 avril 1883 *D. P.* 83-1-483 et 23 février 1884 *D. P.* 85-1-44, a bien pu dire que l'enseignement du catéchisme constituait un exercice du culte catholique, mais ces arrêts sont intervenus en des matières toutes différentes (application des articles 261 et 262 anciens du Code pénal) ; nous penchons pour la solution négative à cause des termes très nets de la réponse ministérielle rappelée ci-dessus.

quelles l'Association s'engage à pourvoir, il faut admettre qu'au-delà de cette mesure il y a libéralité et que la fondation est annulable ou tout au moins réductible; pour nous, nous concluons à la nullité de l'opération dans laquelle la rétribution allouée par le fondateur est hors de proportion avec le service rendu, car en définitive on se trouve en présence d'une donation avec charges que la loi ne permet pas à l'Association culturelle d'accepter.

Les dispositions de l'article 19 qui limitent aussi strictement les fondations en faveur des Associations diocésaines sont évidemment regrettables; il peut fort bien arriver que, par suite de la dépréciation d'une unité monétaire, la somme affectée à la rémunération des services culturels demandés par le fondateur devienne insuffisante. Devant les nécessités économiques, les évêques de France se sont vus obligés, en ces dernières années, de relever sensiblement le tarif des oblations qui constituent à l'heure actuelle une des principales ressources du clergé; parallèlement il serait logique de procéder à la réduction des services établis par fondation (1). De semblables faits ne se produiraient pas si les fondateurs pouvaient donner à l'Association diocésaine une rétribution plus large que celle prévue au tarif; il y a là un nouvel argument en faveur d'une législation plus

(1) Le droit canonique l'admet, le décret du 30 décembre 1809, article 19, le prévoyait aussi et même le droit civil français, qui jusqu'en ces derniers temps montrait une splendide indifférence en face des variations de notre étalon monétaire, s'est engagé dans la théorie de l'imprévision; la loi du 21 juillet 1927 permettant la réduction des charges des fondations dans les établissements hospitaliers constitue une nouvelle application de cette théorie, dans un domaine fort restreint il est vrai. Cf. HENRI LALOU, *Les fondations et la théorie de l'imprévision* (DALLOZ, hebdomadaire 1927, chronique, page 69 et suivantes).

libérale et il est d'autant plus respectable qu'il est suggéré par des mobiles très élevés (respect de la volonté des donateurs et souci de leur salut éternel) (1).

Comment dans la pratique se réaliseront ces fondations ? Elles peuvent être faites par acte entre vifs ou par disposition de dernière volonté.

a) Par acte entre vifs elles revêtiront la forme d'un contrat synallagmatique et à titre onéreux et qui, comme tel, ne sera pas astreint à l'authenticité prescrite pour les donations. Un acte sous signatures privées ou même un échange de lettres entre le fondateur et le président de l'Association suffira.

b) Par acte de dernière volonté, elles devront être exprimées dans le testament du fondateur.

Ce dernier système se heurte aux théories de ceux qui soutiennent que le testament est par essence un acte à titre gratuit et que même si la charge imposée absorbe toute libéralité elle

(1) En ce qui concerne les fondations constituées à l'heure actuelle, rien n'empêcherait à notre avis de remettre à l'Association diocésaine, en paiement des charges imposées, un titre de rente française du type 4 0/0 1925 dont le montant du coupon varie avec le cours de la livre sterling. Pour établir l'équivalence des prestations au jour de la fondation on prendrait comme base, d'une part, le revenu du titre pendant la dernière année écoulée et d'autre part le tarif des oblations en vigueur au jour de l'acte. Suivant que la donation serait perpétuelle ou temporaire, le fondateur remettrait à l'Association ou bien la toute propriété du titre ou bien les arrérages. Il y a là un cas de dation en paiement dont rien dans nos lois ne semble entraîner la nullité.

Sur ce dernier point voir M. BARTIN, *Cours de droit civil approfondi*, 1925-1926. Paris, 3, place de la Sorbonne, page 548.

Depuis la loi du 25 juin 1928 qui consacre officiellement la dévaluation du franc et qui fixe un nouvel étalon monétaire sur la base de l'or les considérations qui précèdent ont perdu un peu de leur valeur

n'en est pas moins considérée comme un legs (1). C'est probablement ce qui conduit certains commentateurs (2) de la loi de 1905 à proposer la solution suivante : Au lieu d'adresser à l'Association diocésaine un legs avec charge qui pourrait paraître nul, attendu qu'une telle Association ne peut recevoir de libéralités à cause de mort, le testateur impose à ses héritiers ou légataires la charge de passer un contrat avec l'Association pour la célébration de messes dans les conditions qu'il détermine. La difficulté, il est vrai, n'est résolue qu'en partie, car il reste à se demander si l'Association disposera d'une action pour contraindre les ayants droit du défunt à passer ce contrat ; à première vue ceux-ci sont tenus d'une obligation de faire sanctionnée par les articles 1142 et 1144 du code civil (3) ; mais n'opposera-t-on pas à l'Association la règle « pas d'intérêt, pas d'action » ? Elle n'a pas en effet d'intérêt pécuniaire à la formation du contrat, tout au plus on peut soutenir qu'elle représente l'intérêt moral qu'ont les fidèles à s'assurer le bénéfice de services religieux. En réalité on ne conçoit guère qu'une opération de ce genre, expressément prévue par un texte, (art. 19 de la loi de 1905) ne soit pas assortie d'une action et que son inexécution ne reçoive pas de sanction (4).

Au surplus est-on bien sûr, même avec cette combinaison

(1) LEREBOUS, PIGEONNIÈRE et JULLIOT DE LA MORANDIÈRE. — *Revue trimestrielle de droit civil* 1908, page 179.

(2) FRANÇOIS HEBRARD, *op. cit.*, pages 24 et 25.

(3) Rapprocher la solution donnée par la Chambre civile le 5 janvier 1887 (*Sirey*, 1887-1-481) confirmant un arrêt de la Cour de Rouen du 14 mars 1884 qui autorise les pauvres de l'hospice d'Anneville à actionner les héritiers d'un défunt pour l'exécution d'une charge stipulée à leur profit.

(4) On a suggéré que dans la pratique il serait bon pour le testateur de nommer un exécuteur testamentaire pour veiller à ce que le contrat fût passé. Il faut ajouter que, au cas où cette charge d'hé-

de se trouver en présence d'une charge d'hérédité et non d'un legs ? M. Tissier (1) soutient que dans la charge d'hérédité les avantages devant résulter de l'acquittement de cette charge ne sont pas applicables à tel ou tel bénéficiaire désigné, mais à des bénéficiaires laissés au choix du légataire. Or dans le cas qui nous occupe le testateur aura toujours désigné l'Association diocésaine qui sera chargée de faire célébrer les messes ; pour-quoi alors ne pas adresser directement à cette Association le legs de la somme nécessaire à la célébration des messes demandées (2) ? Nous n'y verrions aucun inconvénient ; ce que désire le législateur, c'est qu'il y ait équivalence aussi exacte que possible entre la somme remise à l'Association et la prestation due pour la célébration des messes suivant le tarif en vigueur ; il sera très facile à un fidèle, tant soit peu averti, de rédiger ses dernières volontés en conséquence. S'il s'agit d'une fondation perpétuelle, le legs d'un titre de rente dont les arrérages correspondront aux frais des messes à célébrer, s'il s'agit d'une fondation temporaire, le legs de l'usufruit d'un même titre pendant une durée correspondante à celle de la charge, nous apparaissent comme valables. Il ne faudrait pas en effet se

réalité serait supportée par un légataire distinct des héritiers naturels, ceux-ci pourraient agir contre celui-là en révocation de la libéralité pour inexécution des charges.

(1) THÉODORE TISSIER, *Traité pratique des dons et legs aux établissements publics ou d'utilité publique*. 2 volumes. Paris, 1896.

(2) Voir la formule suivante publiée dans le *Répertoire pratique de l'enregistrement et du notariat*. DEFRENOIS, 1924, formule 1487.

Je charge l'Association diocésaine de X de faire célébrer à mon intention pendant 4 années le mardi de chaque semaine une messe basse en l'église de Z. Pour la rétribuer de ces services religieux, je lui lègue à titre particulier une somme de qui lui sera versée par mes héritiers franche et quitte de tous frais, droits et taxes de succession dans les six mois qui suivront mon décès.

montrer esclave d'une terminologie un peu étroite. Nous avons analysé le caractère très spécial des fondations pour messes ; on peut y voir, avons-nous dit, un acte à titre onéreux parce que dans la plupart des cas le disposant et le bénéficiaire ne font qu'une seule et même personne. Pourquoi voudrait-on que le fond même de l'opération changeât selon qu'il y a contrat passé du vivant du fondateur ou acte de dernière volonté ? Et même y a-t-il une telle différence entre les deux actes juridiques ? Si nous suivons l'interprétation donnée par M. Demogue (1), le testament est une sorte d'avant acte « consistant en une offre de convention faite au bénéficiaire », « offre révocable jusqu'au décès, mais irrévocable à ce moment et susceptible d'être acceptée seulement après décès pour prendre date du jour de la mort. C'est donc une simple variété de convention ».

N'est-ce pas là exactement le cas du legs pour célébration de messes directement adressé à l'Association cultuelle ou diocésaine ? Le fidèle qui, pour des raisons toutes subjectives, n'a pas voulu passer un contrat, de son vivant, avec cette Association, le lui propose dans un acte de dernière volonté ; l'Association accepte cette sollicitation, la fondation recevra ainsi son exécution. Cette explication nous incite à penser plus fortement encore que, dans ces conditions, refuser à l'Association désignée comme légataire un recours contre les héritiers du défunt serait un non sens ; l'action en délivrance de legs pourra faire croire, si l'on s'en tient à la lettre que l'Association est véritablement gratifiée. En réalité il n'en sera rien.

(1) *Op. cit.*, tome II, n° 466.

II

Au sujet des fondations pieuses, il reste à parler de celles qui grevaient en 1905 les biens des fabriques et des menses, attribués depuis aux différents établissements publics. On a vu en effet que la loi du 13 avril 1908, après avoir interdit à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics de remplir les charges pieuses ou cultuelles du patrimoine à eux dévolu, avait fait exception en faveur des fondation de messes, dont le service pouvait être exécuté par des sociétés de secours mutuels d'ecclésiastiques approuvées par l'Etat; le pape ayant opposé son veto à la constitution de semblables organismes, aucune fondation ne fut exécutée puisque l'article 3 de cette même loi disposait que, au cas où, à l'expiration d'un délai de dix-huit mois, ces sociétés n'auraient pas réclamé la remise des titres ou versements auxquels elles pourraient prétendre, les attributaires seraient définitivement libérés et resteraient propriétaires des biens sans avoir à exécuter aucune des fondations de messes les grevant.

On s'est demandé, dans le monde catholique (1), après la constitution des Associations diocésaines, s'il ne serait pas possible de faire revivre ces fondations dont l'inexécution avait résulté, il y a vingt ans, du défaut d'intermédiaire entre les établissements publics neutres et laïques par définition et les prêtres dont le ministère était indispensable à l'accomplissement de ces charges. On se heurtait semble-t-il à deux objections : l'interdiction générale faite aux établissements publics de remplir des obligations cultuelles et l'extinction *lege* de ces obligations.

(1) FRANÇOIS HEBRARD, *op. cit.*, page 27.

Sur le premier point une jurisprudence assez curieuse s'est formée, qui paraît maintenant constante, à propos des legs adressés à des communes ou établissements publics à charge de faire célébrer des messes pour le repos de l'âme du disposant. Le Conseil d'Etat par deux arrêts (18 décembre 1925 (1) et 19 janvier 1917 (2), et la Cour de Paris par un arrêt du 18 décembre 1925 (3) admettent que rien n'empêche ces établissements de faire assurer en dehors d'eux et par un tiers l'exécution de charges qu'il leur est simplement interdit de remplir eux-mêmes (4). Ces décisions qui pourraient paraître étranges alors qu'on hésitait sur l'intermédiaire qui aurait qualité pour agir (on avait pensé à l'office central des œuvres de bienfaisance), prennent toute leur importance depuis la création des Associations diocésaines qui, mieux que toutes autres, sont à même de recevoir des établissements publics les rétributions

(1) *Dalloz*, 1927-3-23.

(2) *Dalloz*, 1919-3-7.

(3) *Dalloz*, 1927-2-41 et la note de M. ROBERT BEUDANT qui très bien fait remarquer l'étrangeté de la distinction : « Le geste d'un maire qui exécute une charge pieuse en payant au curé un certain nombre de messes chaque année ou en lui remettant un capital une fois payé, est regardé comme contraire au principe de la neutralité; et l'on regarde comme licite que la remise du capital soit faite à un établissement d'utilité publique ou à une Association diocésaine qui se chargera de payer les messes ; quand un principe engendre de pareilles conséquences la preuve est faite qu'il est sujet à révision ».

(4) On ne saurait tirer en sens contraire argument de deux décisions rendues en matière d'enseignement par la Chambre des requêtes le 21 octobre 1922 (*Sirey*, 1922-1-28) et par la Cour de Paris le 22 avril 1921, *DALLOZ*, 1921-2-49 ; ni même d'un Arrêt de la Cour de Limoges du 13 mai 1924 *DALLOZ* hebdomadaire, 1924, page 589), dont un des attendus porte que « l'obligation de faire célébrer des messes chaque année à perpétuité constitue une charge pieuse ou cultuelle nécessitant l'intervention soit d'un établissement public du culte soit d'un titulaire ecclésiastique et qu'une telle charge ne peut

correspondantes aux charges cultuelles et d'assurer la célébration des messes. Il paraît donc possible à l'heure actuelle d'adresser des libéralités à une commune à charge par elle de faire dire des messes ; néanmoins on ne peut s'empêcher de remarquer toute l'invraisemblance du système qui interdit à un conseil municipal de payer directement le curé mais qui lui permet de remettre au trésorier de l'Association diocésaine (un prêtre lui aussi sans doute) des sommes qui en définitive viendront au curé.

Ce point acquis, il était naturel que l'on en déduisit que les anciennes fondations seraient susceptibles d'être exécutées, si bon semblait aux établissements attributaires des biens qui en étaient grevés. Certes il ne fallait pas songer, comme le dit M. Hébrard, à contraindre ces établissements à des restitutions forcées en faveur des Associations diocésaines ; mais on pouvait concevoir qu'il restait à leur charge une obligation naturelle de respecter la volonté des défunts, obligation naturelle donnant lieu à un paiement valable entre les mains des tiers qualifiés pour assurer l'exécution des charges. C'est en ce sens qu'avait répondu M. Briand à une question de M. le sénateur Mejean (1) et le 8 février 1927 le Conseil d'Etat rendait un avis conforme

aux termes de l'article 9 § 14 de la loi du 9 décembre 1905 modifiée par la loi du 13 avril 1908 être remplie par un établissement public ». L'espèce comportait d'ailleurs d'autres considérations, telles qu'une stipulation d'inaliénabilité ou le maintien de sœurs dans un hôpital, qui ont certainement emporté la décision de la Cour bien plus que la question de la charge cultuelle. Au surplus la Cour semble d'un illogisme déconcertant en parlant dans un même attendu de la loi de 1905 et d'un établissement public du culte.

Voir aussi SAVATIER : *Revue trimestrielle de droit civil*, 1926, page 201.

(1) *J. O., D. P.*, Sénat, 28 mai 1926, page 1080.

tenu assez longtemps secret mais publié par la circulaire du 10 novembre 1927 du ministre de l'intérieur aux préfets (1).

Ces restitutions toutes facultatives (c'est du reste logique après l'extinction prononcée par la loi de 1908) doivent aux termes de cette circulaire ne comprendre que la part nécessaire et suffisante pour l'exécution des charges et la quotité doit en être calculée d'après les tarifs en vigueur au 9 décembre 1905, ce qui implique de la part de l'Association, qui recevra ces rémunérations, une réduction du nombre des messes par suite de la majoration des tarifs. Cette circulaire a été précisée par trois réponses du ministre de l'intérieur à des parlementaires (2) ; desquelles il résulte notamment : que c'est là, une simple faculté qui doit être exercée en pleine liberté par les ayants droit ; que la remise des biens étant simplement le paiement d'un service rendu n'est pas frappée de droit de mutation et que la faculté d'exécution de ces charges n'est soumise à aucune condition de délai.

Il est à souhaiter que les communes et établissements intéressés se montrent larges pour faire revivre ces fondations de messes et prouvent ainsi à la conscience catholique que le respect de la volonté des défunts ne se prescrit pas.

(1) Documents publiés dans la Documentation catholique, 1928, tome XIX, col. 287 et suivantes.

(2) Question AIMÉ BERTHOD, *J. O., D. P.*, Chambre, 7 octobre 1927, page 2755.

Question HENRI COLIN, *J. O., D. P.*, Chambre, 11 décembre 1927, page 382.

Question ABBÉ BERGEY, *J. O., D. P.*, Chambre, 25 décembre 1927, page 4136. Il est fait dans cette question une confusion entre l'application de l'article 112 de la loi du 29 avril 1926 et la possibilité des restitutions volontaires pour fondations de messes. Les deux problèmes sont tellement distincts qu'on comprend mal une pareille erreur.

RÉTRIBUTIONS

Il y a peu à dire sur cette source de revenus pour les Associations diocésaines; au point de vue juridique l'opération s'analyse en un louage de choses ou un louage de services et ne semble pas devoir soulever de difficultés. Des rétributions sont encaissées pour deux causes principales :

a) Location de bancs et de sièges dans un édifice dont l'Association a la jouissance, l'administration ou la propriété : cas assez rare d'ailleurs puisque la plupart des églises appartiennent à l'Etat, aux départements et aux communes et sont simplement laissés sans aucun contrat à la disposition des ministres du culte ou des fidèles (1).

b) Célébration de services religieux, fournitures faites lors de certaines cérémonies (enterrement, mariage). A ce sujet l'article 17 § 4 des Associations diocésaines porte « rétributions même prévues par dispositions testamentaires pour cérémonies et services religieux, pour la fourniture des objets nécessaires aux funérailles et à la décoration de l'Eglise ». On pourrait croire, à la lecture, que ce texte fait double emploi avec le § 3 du même article qui énumère parmi les ressources des Associations le revenu des fondations pour cérémonies et ser-

(1) La loi du 2 janvier 1907 n'ayant pas donné au ministre du culte un droit privatif sur l'église ou le mobilier la garnissant, les redevances qu'un curé voudrait exiger des fidèles pour les locations des chaises dans cet édifices sont sans cause et par conséquent sujettes à restitution. Voir Tribunal de paix de La Force, 9 juin 1909 (DALLOZ, 1910-5-11), Cours de Poitiers, 24 décembre 1909 (*Gazette du Palais*, 1909-2-677), Cour de Cassation, 15 juin 1921 (*Revue Organisation et défense religieuse* 1912, pages 413 et 414). Egalement sur l'extinction des concessions de jouissance des bancs d'une église accordées antérieurement à 1905 (Tribunal civil de Lyon, 31 mars 1926 (*Doc. catholique*, 1928, tome XIX, col. 764).

vices religieux ; le § 3 s'applique vraisemblablement aux revenus des fondations dont l'Association espérait être remise en possession et qui effectivement sont partiellement restituées ; le § 4 prévoit au contraire les contrats de fondation à passer par l'Association diocésaine. Cette explication peut paraître spécieuse ; elle seule permet d'éviter aux rédacteurs des statuts le reproche qu'on ne manquerait pas de leur adresser d'avoir fait dans un même article un tautologie.

Au surplus il est bon de noter que dans la pratique, l'Association diocésaine, à part précisément les rémunérations fixées par les fondations, n'encaissera pas de sommes bien importantes pour les rétributions permises par la loi. L'autonomie de la paroisse, édictée par les règles du droit canon, laissera le plus souvent le curé libre d'encaisser ces rétributions et d'en disposer au mieux pour les besoins de son église ; quant aux cotisations versées par chaque fidèle pour les bancs et chaises dans une église simplement laissée à la disposition des ministres du culte, elles perdront tout caractère rémunératoire pour être considérées comme des offrandes pures et simples puisqu'elles sont effectuées sans cause ; rien n'empêcherait, le cas échéant, l'Association diocésaine de porter ces offrandes en recettes sous la rubrique quêtes et collectes.

SUBVENTIONS

Il reste à ranger parmi les ressources des Associations diocésaines les subventions qu'elles peuvent se verser les unes aux autres (1) ; les moins favorisées devant recevoir des plus

(1) Mentionnons pour ordre que les budgets de l'Etat, des départements et des communes ne peuvent contenir aucun crédit tendant à subventionner une Association cultuelle. (Loi du 9 décembre 1905, articles 2, 19 § 6 et 20).

riches des sommes leur permettant d'équilibrer leur budget. En réalité il est faux de considérer cette source de revenus comme un mode d'acquisition en soi, distinct de ceux que nous avons énumérés ; il s'agit là simplement d'une part contributive, que des diocèses privilégiés prélèvent sur leurs ressources ordinaires et remettent à des diocèses pauvres ; les statuts des Associations diocésaines n'ont pas prévu le fonctionnement pratique de cette combinaison ; pour qu'elle fût vraiment efficace il faudrait créer une union des Associations diocésaines, qui centraliserait les renseignements sur les besoins des unes et les disponibilités des autres. Une sorte de caisse de compensation serait ainsi chargée de répartir les fonds recueillis et établirait un lien de solidarité entre tous les catholiques de France pour subvenir aux frais du culte national ; il serait en effet regrettable que des diocèses où les conditions économiques sont difficiles (régions montagneuses notamment), mais où la foi chrétienne est vive, se vissent privés du nécessaire faute d'une entente avec des diocèses plus riches. Une union de ce genre, si souhaitable qu'elle fût, risquerait, peut-être, par ailleurs d'être considérée avec peu de sympathie par le Siège apostolique. Qui sait, en effet, s'il ne verrait pas dans ce groupement des diocèses de France, un effort pour reconstituer une Eglise nationale, qui, sans revenir pour cela aux vieilles traditions gallicanes prendrait conscience de sa force et par conséquent de son indépendance ?

LES ATTRIBUTIONS (Art. 112)

Constituer des Associations diocésaines en 1924 était chose facile pour les évêques de France après la levée de l'interdit

contenue en l'encyclique *Maximam*, mais il était à craindre que ces Associations ne fissent un peu l'effet de cadres vides, si on ne trouvait pas un procédé juridique leur permettant de devenir propriétaires des biens accumulés par l'Eglise catholique depuis 1905, pour les besoins du culte. Ces biens, aux yeux de la loi, appartenaient tantôt à des sociétés civiles immobilières, tantôt à des syndicats de prêtres, tantôt à des groupements de personnes physiques (co-propriété), tantôt même à des particuliers et si certains de ces propriétaires remplissaient l'office de personnes interposées, d'autres étaient de réels propriétaires qui mettaient ces biens à la disposition des fidèles ou des ministres du culte, quelquefois moyennant rétribution. Pour tous la question se posait de remettre à qui de droit un patrimoine qui constituait plus une gêne qu'un profit, mais pour tous elle ne se posait pas de la même manière : les uns étant tout prêts à abandonner sans contre-partie à l'Association diocésaine des immeubles qu'ils avaient affectés sans aucun esprit de gain à l'exercice du culte ; les autres, au contraire, soit par suite de leur situation légale (sociétés immobilières, associations, syndicats), soit pour des motifs personnels, entendaient rentrer dans les déboursés souvent considérables que leur avaient occasionnés l'achat ou la construction d'immeubles. Ceux-ci avaient certes la ressource de vendre ces biens à l'Association diocésaine ; pour ceux-là, en revanche, le problème semblait insoluble au point de vue du droit : les donations à l'Association diocésaine sont interdites et les apports ne le paraissent pas moins ; restait la seule ressource de la vente fictive avec la difficulté de passer en dépense le prix dans la comptabilité de l'Association et par suite de lui trouver un équivalent dans les recettes.

Par surcroît la difficulté de réaliser ce transfert de pro-

priété se doublait comme souvent à l'heure actuelle d'une charge fiscale très lourde; il faudrait, en tout état de cause, d'après la jurisprudence, acquitter les droits de mutation à titre onéreux (1) et c'était une lourde dépense à ajouter à toutes celles qui grèvent le budget d'une Association diocésaine à ses débuts.

Le même problème s'était d'ailleurs posé en 1905 pour les cultes non reconnus en France, qui obtenaient, sous le régime de la loi de Séparation, la facilité de former, eux aussi, des associations cultuelles et dont le patrimoine était dans la même situation incertaine que celui de l'Eglise catholique entre 1906 et 1924 ; il se posait aussi, même pour les cultes alors reconnus, en tant que le patrimoine affecté à leur exercice n'était pas la propriété des établissements publics supprimés. A cette époque et devant les réclamations des intéressés, le Gouvernement avait inséré dans la loi de finances du 17 avril 1906 un article 57 ainsi conçu : « Les biens qui, sans appartenir à un établissement public du culte, étaient affectés avant la promulgation de la loi de 1905 à l'exercice d'un culte, peuvent jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra cette promulgation, être attribués à une association cultuelle sans aucune perception, au profit du trésor conformément à l'article 10 de la loi susvisée » (2).

(1) Depuis la loi du 9 août 1926 les droits s'élèvent (y compris la taxe de première mutation 7 0/0) à 22 0/0. Avec les honoraires du notaire (si l'on procède par acte authentique) et les frais de transcription on dépasse facilement 25 0/0. En admettant que les apports fussent possibles (théorie que nous avons réfutée), le même droit serait perçu. Voir à ce sujet *Instruction générale* de l'Administration de l'enregistrement du 3 janvier 1921, n° 3670, § 14.

(2) L'article 10 de la loi de 1905 exonérait de droits, l'attribution faite aux associations cultuelles des biens des établissements publics du culte.

En 1926, à la suite de négociations entre le Saint-Siège et le Gouvernement français, la disposition suivante fut votée sans aucune discussion et devint l'article 112 de la loi de finances du 29 avril : « Les biens qui avant ou après la promulgation des lois du 9 décembre 1905, 2 janvier 1907 et 13 avril 1908 ont été affectés par des particuliers, associations, syndicats, coopératives et autres établissements privés à l'exercice d'un culte, peuvent, jusqu'à la clôture du présent exercice, être attribués à une Association cultuelle sans aucune perception au profit du trésor par assimilation aux biens visés à l'article 10 de la loi du 9 décembre 1905. »

La portée exacte de ce texte a été précisée dans de nombreuses circulaires et des réponses ministérielles (1) : disons simplement que les biens visés sont ceux qui peuvent devenir la propriété d'une association diocésaine, c'est-à-dire qui rentrent dans le cadre de la spécialité, qui sont affectés à l'exercice d'un culte par les personnes énumérées au texte et possédés par les mêmes personnes (ce qui exclut tous les biens ecclésiastiques attribués depuis 1905 à des établissements publics ou encore sous séquestre) (2), et qui ont en principe

(1) Notamment *Instruction*, n° 3965 de la Direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre en date du 7 novembre 1927; à la suite de cette instruction sont reproduites en annexes les solutions données par le ministre des finances les 22 septembre 1926, 12 mars 1927, 20 avril 1927 et 28 juillet 1927.

(2) Une interprétation fantaisiste prétendait en effet qu'il n'était pas nécessaire pour que l'article 112 reçût son application que le propriétaire du bien affecté fut une des personnes citées au texte; on en concluait notamment que des biens qui n'avaient pas cessé d'être affectés au culte, par suite de bail consenti par exemple à des ecclésiastiques, mais qui étaient la propriété d'établissements publics à qui ils avaient été attribués depuis 1905 pouvaient être restitués aux Associations diocésaines. Il n'en est rien.

reçu cette affectation avant la promulgation de la loi (1). En outre le terme du délai pendant lequel ces opérations étaient réalisables a été successivement porté au 30 juillet 1927 et finalement au 31 décembre de la même année sans du reste qu'on puisse en justifier autrement que par des considérations pratiques (2).

Ceci posé, il faut examiner comment en fait se présentent ces actes d'attribution ; de quelle nature ils participent et si, sous prétexte d'édicter une exemption fiscale, l'article 112 ne contient pas des dispositions de droit civil extensives du régime ordinaire ; le législateur moderne a pris en effet l'habitude déplorable de résoudre des questions juridiques par des textes insérés un peu **au hasard dans une loi de finances**, souvent d'ailleurs sans s'expliquer très clairement ; de quelque façon que l'on envisage l'article 112, sa rédaction appelle de très vives critiques.

(1) Sur ce dernier point la circulaire de la Direction générale du 12 mars 1927 porte la réserve suivante : « Au cas toutefois où il serait justifié que des particuliers ou des collectivités privées ont acheté antérieurement à la promulgation de cette loi des terrains ou des immeubles destinés à être affectés au culte, mais qui n'ont en fait reçu cette affectation qu'après l'entrée en vigueur de la même loi, il y aurait lieu d'examiner si en raison de ces circonstances toutes particulières, le refus du bénéfice de l'exemption ne serait pas contraire aux intentions du législateur ; MM. les Directeurs voudront bien agir en conséquence sauf à en référer à la Direction générale en cas de difficultés.

(2) Cet article 112 apporte en réalité une exception à la théorie fiscale de la propriété apparente qui veut que chaque transmission de propriété donne ouverture à un droit d'enregistrement même si la mutation est fictive.

Rapprocher MAGUÉRO : *Traité alphabétique des droits*, 2^e édition, tome III, mutation secrète d'immeuble, page 336, en ce qui concerne les immeubles achetés sous le régime des établissements publics du culte au nom d'un évêque et de ses successeurs et exonérés des droits de mutation par décès.

I. — Considérons en premier lieu les attributions réalisées au profit de l'Association diocésaine sans contre-prestation. A première vue, la situation est la suivante : ou bien le propriétaire de l'immeuble ou du meuble affectés, qui consent l'attribution, est membre de l'Association ; il y a là, semble-t-il, un apport et nous avons conclu précédemment que pareille opération est interdite comme se classant dans la catégorie des actes de bienfaisance (argument à *contrario* de l'article 6 de la loi de 1901) ; ou bien l'attribution est faite par une personne étrangère à l'Association, et on ne peut plus y voir un apport à proprement parler mais un acte innommé qui n'en conserve pas moins, le plus souvent, son caractère gratuit (1). Dans l'un et l'autre cas on devrait conclure à l'impossibilité de l'opération, or l'article 112 l'autorise implicitement puisqu'il l'exempte des droits d'enregistrement, donc il statue sur une question de capacité. A ce raisonnement on a répondu que l'intention évidente du législateur étant « de faire pénétrer définitivement dans les faits », suivant l'expression de M. Chéron au Sénat, les dispositions de la loi de Séparation, il n'était pas question de les modifier, bien au contraire. Et comme il fallait bien donner une explication autre que celle d'un contrat innommé d'un caractère spécial, on a dit « Toutes les difficultés se trouvent aplanies, si l'on admet que le transfert aux Associations diocésaines est conformément à la thèse du Gouvernement la régularisation d'une situation fautive maintenue au moyen de stra-

(1) La meilleure preuve c'est que l'*Instruction générale de l'Administration* du 22 septembre 1926 rappelée *supra*, nous apprend qu'on peut se demander en présence du mot « attribué » s'il n'y a pas lieu de restreindre le bénéfice de l'immunité, aux seules donations.

tagèmes d'une sécurité douteuse et la remise à des organismes qualifiés de biens détenus par des organismes moins directement qualifiés pour les posséder » (1). L'idée est ingénieuse ; combinée avec celle de l'affectation préalable des biens au service du culte et celle de l'interposition de personnes, elle est susceptible à notre sens, de donner dans certains cas une physiologie assez exacte de l'apport à une Association diocésaine, mais elle ne saurait avoir une portée générale. Le problème est plus complexe, voici la distinction que nous proposons :

a) Le propriétaire d'un bien affecté à l'exercice d'un culte n'est pas forcément personne interposée (2) : il peut arriver, par exemple, qu'un riche fidèle mette bénévolement un immeuble à la disposition des membres du culte soit pour les y loger, soit pour y établir une maison de retraite, soit encore pour y installer un grand ou un petit séminaire ; ces faits se sont produits maintes et maintes fois après la loi de 1905, au moment où évêques, curés et clercs durent abandonner pour la plupart les immeubles devenus propriété de l'Etat, du département, de la commune ou des établissements publics ; le clergé considérait peu à peu son occupation de fait de ces nouveaux immeubles comme une situation acquise et pour peu que le propriétaire eût des ressources suffisantes et qu'il se laissât toucher par la grande pitié de l'Eglise de France, il continuait à abandonner gratuitement la jouissance de ces biens aux ministres du culte ; on ne saurait cependant admet-

(1) JEAN VIDECOQ, *op. cit.*, pages 153 et 154.

(2) L'expression est commode, mais est-elle bien exacte ? Personne interposée au profit de qui ? De la collectivité des fidèles, sera-t-il répondu, mais cette collectivité est une entité qui juridiquement n'existe pas.

tre que la propriété ait changé de mains ; il y avait affectation de l'immeuble pour le service du culte, affectation que d'ailleurs le propriétaire considérait peut-être comme temporaire en attendant que la situation juridique de l'Eglise de France fût rétablie. En 1926 lorsque ce fidèle généreux, sur la demande de son évêque, a consenti à « attribuer » à l'Association diocésaine l'immeuble en question, va-t-on dire qu'il n'a fait que régulariser une situation fausse ? Non pas, en réalité le bien est alors sorti définitivement de son patrimoine sans contrepartie, sans, comme le dit le tribunal de la Seine (1), « qu'il ait retiré matériellement aucun profit personnel autre qu'une satisfaction de piété et d'amour-propre qui ne saurait être mise en balance avec le service rendu ». La véritable nature de l'acte était une libéralité, et l'article 112, sans aucun doute, avait temporairement élargi la capacité des Associations civiles ou diocésaines.

b) Au contraire, où l'explication, qui consiste à voir dans les actes prévus par cet article, la simple régularisation de situations fausses, peut reprendre une certaine valeur, c'est lorsque l'on se trouve en présence de personnes qui ont acquis les biens en question avec l'idée arrêtée de les affecter au service du culte et lorsque ces personnes, de par leurs fonctions ou leur situation personnelle, sont tout à fait désignées pour servir de propriétaires apparents au profit de l'Eglise, sortie de la légalité. Voici des prêtres, dont la position de fortune est modeste qui acquièrent en commun un terrain, ou qui font édifier une église ou bien encore qui achètent

(1) Cf. jugement précité confirmé par la Cour de Paris et par la Chambre Civile. *Sirey*, 1923-1-130.

un vaste immeuble pour y installer un grand séminaire ; voici un évêque qui par un moyen quelconque devient personnellement propriétaire de son palais épiscopal : autant d'exemples, nous semble-t-il, de sujets de droit fictifs qui détiennent des biens pour le compte de la collectivité des fidèles par suite de l'impossibilité pour celle-ci de se faire régulièrement représenter. Ces prêtres, cet évêque, se sont procurés ces biens uniquement en vue de leur affectation cultuelle possible et parfois ce n'est pas leur patrimoine qui a fait les frais de l'opération, mais un patrimoine un peu flottant qu'ils avaient constitué progressivement avec les libéralités des fidèles. Il est exact de dire ici qu'il y a simplement transfert de propriété au profit du véritable propriétaire maintenant à même d'être représenté par les Associations diocésaines ; mais pour aller jusqu'au bout du raisonnement et pour rendre plus lumineuse cette idée, on aurait pu ajouter que dans ce cas les propriétaires fictifs étaient pour ainsi dire des dépositaires chargés de restituer en vertu d'une obligation naturelle, avec cette conséquence importante que l'exécution de cette obligation naturelle n'était pas une libéralité (1).

Si cette seconde hypothèse paraît être le cas type envisagé par le législateur, ce seront uniquement des circonstances de fait qui la sépareront de la première. Combien en effet y a-t-il de prêtres ou d'évêques qui, non contents de reconstituer le patrimoine de l'Eglise avec des fonds de leurs fidèles, ont prélevé sur leur propre fortune de quoi acquérir tel ou tel presbytère ou évêché ? On voit comment il est difficile d'établir un

(1) Il en sera notamment ainsi pour les biens mobiliers recueillis depuis 1906 par les prêtres et les évêques à charge de célébrer des messes.

critère qui fixe une discrimination précise entre les deux sortes d'opérations (1) ; c'est pourquoi nous préférons conclure que dans la majorité des cas les actes passés sans contre-prestation et contenant attribution de biens à une Association diocésaine pourront être considérés comme des donations.

Certes nous ne méconnaissons pas toutes les conséquences qu'une telle détermination entraîne ; conséquences d'autant plus graves qu'on se demande s'il y a lieu de redouter la nullité de ces actes pour défaut de forme (art. 931 c. c.) et la possibilité d'un recours en réduction de la part des héritiers de l'apporteur au cas où les biens attribués excéderaient la quotité disponible. Sur le premier point, il est admis en général que les donations déguisées sont valables lorsqu'on entend par là des donations, qui joignent aux conditions de fond des donations, les conditions de formes des actes à titre onéreux qui servent à les déguiser (2) ; il y a donc tout lieu de penser que la Cour de Cassation, en présence de l'article 112 et des circonstances particulières de la cause, n'annulerait pas une attribution faite par acte non solennel : en revanche nous estimons qu'elle pourrait fort bien lui appliquer les règles de fond des

(1) Il est à penser cependant que toutes les fois qu'on se trouve en présence d'une copropriété d'un immeuble qui ne peut recevoir qu'une destination cultuelle (église, chapelle), il y a là propriété apparente seulement.

(2) La Chambre Civile (3 décembre 1912) et la Chambre des Requêtes (22 avril 1913) (ces deux arrêts au *Sirey*, 1914-1-388), ont rendu sur ces questions de forme des décisions dont les solutions sont loin d'être en harmonie ; la Chambre Civile dit « que les libéralités faites sous le voile d'actes à titre onéreux sont valables en la forme lorsqu'elles réunissent les conditions requises pour la constitution des actes dont elles empruntent l'apparence et que d'autre part elles demeurent assujetties, quant au fond, aux seules règles qui sont propres aux actes à titre gratuit ». C'est la solution libérale, tandis que la Chambre des Requêtes ajoute le correctif

donations notamment en ce qui concerne la réduction à la quotité disponible, à moins que des points de fait ne fissent ressortir d'une manière particulièrement précise que celui qui avait consenti l'attribution n'était qu'un propriétaire apparent.

II. — A côté de ces attributions gratuites qui peuvent cacher, soit de véritables libéralités, soit un transfert de propriété pour ordre, si l'on ose dire, se placent les ventes véritables consenties moyennant des prix effectifs payés par l'Association attributaire. On rencontre ici comme dans la première hypothèse du paragraphe précédent des propriétaires réels mais d'une générosité atténuée ou bien encore des collectivités (1) qui ne peuvent que difficilement disposer à titre gra-

suivant qui détruit toute la possibilité des donations déguisées : « attendu que ce principe ne saurait s'appliquer à l'acte qui dans la forme aussi bien qu'au fond a le caractère d'une pure libéralité ».

Cf. AUBRY ET RAU, *Cours de droit civil français*, 5^e édition tome X, § 659, note 24. « Il ne faut pas perdre de vue que la simulation n'est point en elle-même une cause de nullité ; l'article 911 prouve que le législateur n'a pas considéré le déguisement comme devant entraîner la nullité de la donation. »

(1) La *circulaire* de l'Administration de l'enregistrement du 12 mars 1927 analyse d'une manière précise la situation. « Il est arrivé en particulier et telle est la situation dans le diocèse de Paris notamment, que dans l'impossibilité où elle se trouvait d'acquérir directement les biens qui lui étaient nécessaires en vue d'assurer sa mission, l'autorité ecclésiastique a demandé à des particuliers ou à des collectivités privées d'acheter ces biens pour leur propre compte en les payant de leurs propres deniers et de les louer ensuite moyennant un loyer effectif à des ministres du culte. Actuellement ces particuliers ou ces collectivités seraient disposés à attribuer à des Associations diocésaines légalement constituées les biens affectés à l'exercice du culte qu'ils ont acquis dans les conditions sus-indiquées. Mais, se plaçant au point de vue de leurs intérêts propres, ils n'entendent pas pour autant être considérés *de plano* comme des personnes interposées. D'autre part, tout en acceptant de servir les desseins de l'autorité ecclésiastique, en attribuant aujourd'hui à des Associations culturelles les biens dont il s'agit, ils

tuit. Ces opérations, qui au point de vue juridique s'analysent en une vente et sur lesquels il n'y a par conséquent pas lieu d'insister, bénéficient de la gratuité des droits à la suite de la décision bienveillante de M. Poincaré en date du 9 mars 1927 ; le texte même de l'article 112 n'en parlait pas expressément, de sorte que là encore il est en défaut.

Mais tel quel, il a donné à l'Eglise la faculté de régulariser des situations incertaines et aussi d'acquérir un patrimoine nouveau.

peuvent avoir des raisons très légitimes de ne pas faire un abandon purement gratuit et de stipuler au contraire en contre-partie les dédommagements nécessaires. A s'en tenir aux termes de la décision du 10 septembre dernier, de telles opérations qui présenteraient le caractère de cessions réelles à titre onéreux ne pourraient bénéficier de l'exemption d'impôt accordée par l'article 112 de la loi du 22 avril 1926. Cependant ces opérations rentrent au premier chef dans le cadre de celles qui ont été prévues par le texte... C'est pourquoi M. le président du conseil, ministre des finances a été amené à reconnaître le 9 mars courant que l'article 112 de la loi du 29 avril 1926 est applicable d'une manière générale à toutes les attributions à titre onéreux sans distinction, lorsqu'elles satisfont par ailleurs aux conditions fixées par cet article. La dispense d'impôts doit donc bénéficier aux attributions de toute nature sans qu'il y ait lieu de rechercher si les attributants ont joué ou non le rôle de personnes interposées ».

CHAPITRE III

LES DÉPENSES ET LES RÉSERVES

L'étude des ressources des Associations diocésaines se rattachait, nous l'avons dit, à celle de leur capacité d'acquérir ; réciproquement si nous nous demandons quelle est leur capacité de disposer, nous aurons déterminé par là-même dans quelles limites et pour quel objet il leur est permis de dépenser ces ressources

I

I. — Une remarque préalable s'impose ici qui domine toute la question : l'article 6 de la loi de 1901 s'il limite d'une manière très stricte les acquisitions que peuvent faire les Associations déclarées ne contient aucun texte relatif aux actes de disposition ; il stipule que l'Association a le droit de posséder et d'administrer (1). Que faut-il conclure de ce laconisme du

(1) Pour plus de clarté dans la discussion qui va suivre nous reproduisons ici le § 1^{er} de cet article : « Toute Association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer » (suit l'énumération des biens).

législateur ? La question est complexe car elle met en présence partisans et adversaires de la fiction de la personnalité morale (1).

Si l'on considère en effet que la personnalité morale est une création artificielle de la loi, on en déduira logiquement que le législateur, en sortant pour ainsi dire du néant la vie d'une Association, a le droit d'assigner à ses manifestations économiques telles ou telles limites qu'il lui plaira ; en tout cas cette personne morale n'aura jamais les mêmes droits qu'une personne physique, tout ce qui ne lui sera pas permis par la loi lui sera interdit ; suivant l'expression de M. Martin « les conséquences de ladite personnalité limitativement déterminées par la loi ne comprennent que »... etc. (2).

Au contraire, les auteurs, qui tiennent l'Association pour une réalité, professent qu'elle possède une vie propre indépendamment de toute intervention de l'autorité publique ; si le Pouvoir civil sanctionne cette personnalité que l'Association

(1) Cf. MARGAT, *De la capacité des Associations déclarées*, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, page 5 et suivantes et HAU-RIOU, *Principes de droit public*, 2^e édition, Paris 1916, page 559 et suivantes.

(2) AUBRY ET RAU, *op. cit.*, 5^e édition, tome IV, page 59, n° 385 bis.

Il est bien évident au surplus comme le fait remarquer M. Duguit (*Traité de Droit constitutionnel*, Paris 1921, tome I, page 370), que « les doctrines qui à quelque degré que ce soit font intervenir la fiction sont singulièrement dangereuses au point de vue de la liberté d'association ; elles prêtent en effet un puissant appui aux législateurs à tendances autoritaires... » « Le législateur positif pourra toujours dire que lui seul peut créer cette personne ou cette unité et que ce qu'il a créé il peut à tout instant le détruire ». C'est en effet sur cette théorie que se sont appuyés tous les actes comportant expropriation plus ou moins complète des biens de l'Eglise depuis le décret du 2 novembre 1789 jusqu'à la loi du 13 avril 1908.

dès sa naissance porte en elle-même, c'est uniquement en vertu de ses pouvoirs de police qu'il agit et afin d'éviter la constitution de groupements susceptibles de constituer un danger social ; comme dit M. Michoud : « l'Etat ne remplit plus ici sa mission normale d'interprète du droit et, par suite, son action restrictive n'est légitime que si elle se justifie par d'impérieuses considérations d'ordre public » (1). Les conséquences de ce principe sont tout opposées à celles qui avaient la faveur des partisans de la fiction de la personnalité. Les règles impératives posées par la loi sont, non pas limitatives des droits de l'Association, mais seulement restrictives par rapport au droit commun.

II. — Ces deux systèmes vont-ils en réalité conduire à des résultats très différents dans le domaine pratique et ne pourrait-on pas sur ce terrain tenter une conciliation ? Le raisonnement vaudrait du reste aussi bien pour les Associations de la loi de 1901 que pour les Associations diocésaines.

Que les Associations déclarées aient le droit d'ester en justice, personne ne le conteste, le texte le prévoit ; qu'elles aient le droit de transiger il semble encore logique de l'admettre comme accessoire du premier ; mais quel est exactement le contenu de ce droit de posséder et d'administrer que leur con-

(1) MICHOD, *op cit.*, page 35. Voir également en ce sens HAURIU, *Principes de droit public*, 2^e édition, Paris 1916, page 559 et suivantes et MARGAT, article cité. On a fait argument pour soutenir cette théorie de la lettre même de la loi : « Toute Association qui voudra obtenir la capacité ». C'est donc bien elle, dit M. Hauriou, qui réalise sa capacité comme un pouvoir propre lui appartenant d'avance.

En sens contraire, TROUILLOT et CHAPSAL, *op. cit.*, page 80.

cède la loi de 1901 ? C'est ici que la réponse devient délicate et différente suivant que l'on prend parti pour l'une des deux théories énoncées plus haut. Les uns diront : l'administration ne comporte que le placement de capitaux mobiliers, la location d'immeubles, bref tous actes de gestion et de conservation du patrimoine collectif ; les autres, tout en admettant fort bien ces conclusions, soutiendront, qu'aucun texte n'interdisant à l'Association la vente ou l'hypothèque par exemple, ces actes sont licites de sa part. A notre sens cette discussion ne présente pas un intérêt pratique extrême ; tout le problème est dominé par le principe de la spécialité qui veut qu'une Association se cantonne exactement dans les opérations relatives au but qu'elle poursuit. Par conséquent il nous apparaît très normal que, même en l'absence d'un texte précis, elle soit capable de vendre tel ou tel immeuble qui, par suite de circonstances extérieures quelconques, est devenu inutile ou impropre et qu'elle emploie le prix de vente soit à l'achat d'un autre immeuble rentrant dans la catégorie prévue par la loi, soit en placement de valeurs mobilières dont les revenus augmenteront d'autant les disponibilités pour le budget annuel. Nous concevons même fort bien une Association contractant un emprunt avec garantie hypothécaire sur ses immeubles pour, avec les fonds ainsi encaissés, subvenir à des besoins urgents. Tous les actes qui, dans la terminologie stricte du droit civil, rentrent certes dans la catégorie des actes de disposition ou d'aliénation, ne seront en réalité pour l'Association que des actes de sage administration en vue d'une utilisation plus rationnelle de son patrimoine à la poursuite de son but. Ce qui est interdit à l'Association, c'est de dissiper ses biens pour des objets autres que ceux qui sont sa raison d'être ; nous

retrouvons ainsi le concept de finalité que nous avons dégagé dans l'étude de l'affectation (1).

Nous concluons donc que l'Association diocésaine, représentée par son président dûment autorisé, est capable de passer tous les contrats nécessaires à l'adaptation adéquate de son patrimoine à son but et notamment : vente, échange, louage, constitution d'hypothèque, emprunt, marché de fournitures et de travaux.

II

Lorsque l'Association diocésaine aura, d'une part, encaissé toutes les ressources autorisées par la loi, et d'autre part engagé les dépenses nécessitées par les frais du culte, la question se posera pour elle, si les comptes se soldent par un boni, de constituer un fonds de réserve qui lui permettra soit de faire face à des frais exceptionnels, soit de balancer un budget momentanément déficitaire ; la loi dans le but d'éviter le déve-

(1) Les auteurs ne semblent pas avoir envisagé le cas où une Association déclarée voudrait disposer de ses biens à titre gratuit ; ces opérations rentrent couramment dans les attributions d'une Association de bienfaisance ; pour les autres Associations, l'obligation qui leur est faite de n'acquérir que les immeubles qui leur sont strictement nécessaires et de se tenir dans le cadre étroit de leur objet rend l'hypothèse bien peu vraisemblable. Peut-être pourrait-on simuler une donation consentie par une Association sous les apparences d'une vente ; ce serait du reste irréalisable pour une Association diocésaine dont la comptabilité est soumise à un contrôle et qui par conséquent doit porter en recettes toutes les sommes qu'elle est en droit d'encaisser.

(2) M. RIVET (*Documentation catholique* du 16 avril 1927, tome 17, col. 1002), estime qu'une Association diocésaine peut parfaitement contracter un emprunt par l'émission d'obligations avec ou sans garantie hypothécaire et même, ajoute-t-il, il est vraisemblable que cette Association trouvera des fidèles disposés à souscrire à de pareils titres même à un taux inférieur à celui du marché.

loppement de la mainmorte ecclésiastique a prévu d'une façon très précise la formation et l'utilisation de ces réserves :

a) La première réserve, dite générale parce qu'elle est destinée à couvrir toutes les dépenses qu'il est licite d'engager pour une Association diocésaine, a en revanche un *quantum* très limité ; elle ne doit pas en effet excéder trois fois (1) la moyenne annuelle des sommes dépensées pour les frais du culte pendant les cinq dernières années. Il y a là plusieurs inconvénients fort graves : d'une part cette réserve est trop faible et l'Association sera tentée de grossir même fictivement le chiffre de ses dépenses pour augmenter ses possibilités de réserves et d'autre part la variabilité continuelle (2) du montant maximum de la réserve sera une source de difficultés pratiques et de discussions avec l'administration fiscale chargée du contrôle ; ajoutons enfin que cette réserve devra être cons-

(1) Nous n'envisageons évidemment pas le cas où l'Association ayant des revenus inférieurs à 5.000 fr. la réserve est portée à six fois la moyenne des dépenses.

(2) Chaque fois en effet que, après avoir constitué cette réserve générale dans les limites déterminées par la loi, l'Association disposera en bloc des fonds ainsi accumulés soit en des travaux de réparation, soit en achat d'immeubles ou de mobilier cultuel, les dépenses de l'exercice pendant lequel s'effectuera cette opération, s'accroîtront brusquement ; la réserve des années postérieures suivra pas là même une progression proportionnelle de sorte que le système de la loi aboutit en pratique à ce résultat qui peut sembler paradoxal : quand le montant de la réserve générale sera entièrement épuisé c'est alors que les possibilités de réserve seront le plus grandes ; autrement dit, quand il n'y aura plus un sou dans la caisse, la capacité de cette caisse s'augmentera.

Il est au surplus assez bizarre de constater que pour calculer le maximum de la réserve la loi tient compte à la fois du revenu lorsqu'il s'agit de déterminer le coefficient 3 ou 6 et des dépenses lorsqu'il s'agit de calculer la somme sur laquelle jouera ce coefficient. L'article 34 du décret du 16 mars 1906 n'est pas d'ailleurs rédigé en termes très nets à cet égard ; nous pensons cependant que, vu les textes formels de la loi de 1905, c'est bien d'après « la moyenne

tituée par des valeurs nominatives (1) au choix des administrateurs de l'Association ; ces valeurs seront du reste susceptibles d'être réalisées comme bon semblera à l'Association, sans qu'il y ait lieu à formalités spéciales ou à intervention de l'Administration de l'enregistrement (2).

b) Pour éviter de « crever le plafond » de cette réserve et de voir ses excédents de recettes remis sur l'intervention du tribunal à des établissements d'assistance et de bienfaisance, l'Association diocésaine (si des motifs de dépenses ne s'offrent pas à elle) aura la faculté de se créer une seconde réserve qui, à la différence de la première, sera spéciale quant à sa destination, mais illimitée quant à son montant. Elle doit être affectée, dit la loi de 1905, à l'achat, à la construction, à la décoration ou à la réparation d'immeubles ou de meubles destinés aux besoins de l'Association. Son objet paraît donc large, d'autant plus qu'il semble logique d'y comprendre la location d'immeubles culturels ; malheureusement le maniement des fonds constituant cette réserve est entouré de telles formalités par le législateur qu'il est fort probable que dans la pra-

annuelle des sommes dépensées pour les frais du culte » que doit se fixer le montant de la réserve ; étant encore fait observer que l'expression frais du culte est prise dans son sens large et comprend en réalité toutes les dépenses que l'Association peut engager comme rentant dans sa spécialité. Cf. à ce sujet déclarations du ministre des cultes, au Sénat, séance du 30 novembre 1905, *J. O., D. P.*, Sénat, pages 1621 et 1622.

(1) Si la loi n'avait pas précisé l'obligation de placer la réserve générale en titres nominatifs, on se serait demandé si, en qualité d'Association déclarée, la possibilité de placement en valeurs au porteur n'était pas à envisager. Ce point est en effet controversé : comparer les opinions différentes de M. BARTIN dans AUBRY ET RAU, 5^e édition, tome VI, § 385 bis, note 24 et de COLIN ET CAPITANT, *Traité élémentaire de droit civil*, tome II, page 657.

(2) *Instruction générale du 7 novembre 1927*, n° 3965.

tique les Associations diocésaines seront peu empressées pour recourir à ces procédés. En effet, non contente d'édicter comme pour la réserve générale l'emploi en valeurs nominatives, la loi prévoit le dépôt obligatoire de ces valeurs à la caisse des dépôts et consignations et le décret du 16 mars 1906 dans ses articles 35 et 36 indique avec un luxe de détails comment s'effectueront les opérations de retrait. Ces textes ne présentent qu'un intérêt réglementaire, mais il est faux d'en conclure (1) que les acquisitions d'immeubles ne peuvent être opérées qu'au moyen de fonds prélevés sur la réserve spéciale. De ce que cette réserve n'est affectée qu'à des dépenses nettement spécifiées, il ne s'ensuit pas que ces dépenses ne doivent être couvertes que par cette portion du patrimoine de l'Association ; raisonner ainsi c'est non seulement argumenter *a contrario*, mais c'est conclure, du particulier au général, dans un sens contraire à l'esprit de la loi.

Toutes ces opérations de recettes et de dépenses, de constitution des réserves générale et spéciale seront constatées par la comptabilité de l'Association et soumises au contrôle de l'enregistrement et des inspecteurs des finances dans les conditions prévues par les articles 21 de la loi de 1905 et 38 du décret du 16 mars 1906 ; ces textes purement réglementaires n'emportent aucun intérêt juridique et ont été commentés par une instruction de la direction générale de l'enregistrement en date du 7 novembre 1927 (2).

(1) Comme semble le faire DEFRENOIS, *Répertoire pratique du notariat et de l'enregistrement*, 30 juin 1926. Formule 1560.

(2) Voir à ce sujet la *Documentation catholique* du 4 février 1928, colonnes 288 et suivantes.

CONCLUSION

Le droit est une chose vivante, disions-nous en commençant ce travail ; pour être logique il nous faudrait, en guise de conclusion, montrer la valeur pratique d'institutions nouvelles dont le fondement se trouve bien souvent dans des textes anciens, car les théories juridiques, si séduisantes soient-elles, se jugent au contact des réalités.

Plus simplement, et dans notre matière, il eut été souhaitable de fournir des données précises sur l'importance des biens possédés par les Associations diocésaines puisque leur objet propre est de servir de support à la propriété ecclésiastique. Notamment il semblait intéressant de se demander dans quelle mesure l'article 112 de la loi du 29 avril 1926 avait reçu une application ; ce texte avait fait des Associations diocésaines des réalités vivantes ou tout au moins il avait permis qu'elles le devinssent. En avaient-elles profité pour reconstituer un important patrimoine, c'est une question qu'il était légitime de se poser à la fin de cette étude. Peu nous importe, en effet, que dans tous les diocèses de France on ait formé une Association, si cette Association ne s'est pas incorporé les biens dont l'Eglise avait, avant 1924, la disposition grâce à l'obligance de quelques fidèles ou à la constitution de syndi-

cats ou de sociétés, autrement dit, si cette Association fonctionne à vide.

Malheureusement, nous sommes obligés de constater à regret qu'il est difficile, sinon impossible, de se faire, à l'aide des documents publiés à l'heure actuelle, une idée précise sur ce point (1) ; tout ce que l'on peut avancer avec certitude c'est que le fonctionnement des Associations paraît très différent suivant les diocèses envisagés ; il dépend à notre sens pour beaucoup du jugement que porte l'évêque sur la loi de 1905 et Rome, semble-t-il, a dû stimuler le zèle de certains prélats qui auraient volontiers signé la déclaration d'existence de l'Association, à condition ensuite de s'en servir peu ou point.

(1) Il est en effet assez étrange de voir que ni le ministère des finances ni le ministère de l'intérieur n'ont eu la curiosité de faire dresser une statistique des biens possédés par les Associations diocésaines au 1^{er} janvier 1928 (date de clôture des opérations prévues par l'article 112) ; nous nous sommes en effet renseignés aux meilleures sources et notre demande a été accueillie avec beaucoup d'amabilité, mais avec un peu d'étonnement. Nous serions heureux de noter cette indifférence des pouvoirs publics si on pouvait trouver là de leur part la volonté de laisser les Associations diocésaines se développer librement dans le cadre de la loi, mais sans crainte des tracasseries administratives.

Les seuls renseignements certains ne pourraient donc être fournis que par l'épiscopat français ; mais la plupart des évêques, rendus sans doute circonspects par les dures leçons du passé, ne paraissent guère disposés à livrer au public des documents de cette nature qui cependant feraient ressortir la situation précaire de bien des diocèses et peut-être leur attireraient les secours pécuniaires désirables. Nous nous permettons de remercier très respectueusement ceux des membres de l'épiscopat qui ont bien voulu nous fournir quelques renseignements sur leur patrimoine diocésain ; nous ne les publierons pas du reste, certains ainsi de respecter le désir de ces prélats et nous rendant compte que des données partielles ne peuvent justifier un jugement d'ensemble ; signalons simplement que plusieurs Associations diocésaines ont largement fait usage des dispositions de l'article 112 et qu'elles sont devenues ainsi propriétaires d'immeubles culturels au nombre desquels figurent des petits séminaires ou des salles de catéchisme.

Force est donc de suppléer par le raisonnement au manque de données pratiques ; en admettant (cas le plus favorable) que l'Association diocésaine ait reçu en grande partie le patrimoine^{ecclésiastique} accumulé depuis vingt ans et que par ailleurs les ressources autorisées par la loi permettent à cette Association d'équilibrer son budget (1), dirons-nous que ce *modus vivendi* présente pour l'Eglise de France un régime acceptable ? Nous en avons signalé les avantages ; il permet à l'Eglise d'avoir des organismes stables, respectueux de la hiérarchie, administrés suivant les règles du droit canonique ; il lui permet de recevoir des dons manuels importants, des fondations pour messes et surtout de posséder au grand jour, sans avoir à les cacher sous des dehors fictifs, ses églises, ses séminaires, ses presbytères.

Mais une grave question reste en suspens : la situation précaire des édifices religieux (2). Comme nous l'avons dit, ils ont

(1) Il faudrait envisager du reste dans quelles conditions ce budget est équilibré ; notamment les dépenses pour le denier du culte (traitement des prêtres) sont notoirement insuffisantes. Les diocèses les plus favorisés arrivent à donner à leurs curés de campagne entre 2.000 et 2.500 fr. par an, ce qui, ajouté au casuel et aux honoraires de messes, représente une recette annuelle de 5.000 fr. à peine ; comme le dit Mgr l'évêque de Maurienne, un prêtre ne peut vivre avec cette somme, « si frugal soit son ordinaire, si pauvre son vestiaire, si réduits ses déplacements ». Il y a là une situation angoissante pour l'avenir de l'Eglise, d'autant plus inquiétante même qu'un prêtre dont les ressources deviennent insuffisantes peut se laisser absorber par des soucis matériels et négliger malgré lui « la meilleure part » c'est-à-dire l'entretien de la spiritualité chez lui et chez les fidèles ; on a beaucoup parlé et avec émotion des « soutanes vertes » ; le meilleur moyen de leur venir en aide serait d'accorder une capacité plus étendue aux Associations diocésaines.

(2) Cf. LOUIS ROLLAND, *Protection et conservation des monuments publics. Revue de droit public*, 1913, page 128.

Les récentes lois du 31 mars 1913 et 23 juillet 1927 qui facilitent le classement des édifices comme monuments historiques n'ont apporté qu'une légère amélioration à la situation des églises de France.

continué en vertu de la loi du 2 janvier 1907 à être laissés à la disposition des ministres du culte et des fidèles. La jurisprudence a reconnu à ceux-ci et à ceux-là un droit que personne maintenant ne songe plus à contester ; en revanche le problème matériel subsiste : qui assumera la charge d'entretien et de réparation de ce patrimoine sacré ? Les Associations diocésaines, qui jusqu'ici n'en ont pas revendiqué la jouissance, se sont exonérées des charges ; l'Etat, les départements ou les communes propriétaires n'ont pas l'obligation légale d'entretenir ou de réparer ; les offres de concours des fidèles sont tantôt accueillies avec empressement, tantôt, mais plus rarement, repoussées. L'incertitude complète règne donc quant à la conservation de ces édifices que la mystique et l'art s'accordent à regarder comme des « lieux où souffle l'esprit ».

Une seule solution s'offre qui sauvegarderait les droits de tous : ces édifices doivent être pris en jouissance (1) par les Associations diocésaines et par ailleurs la capacité de ces Associations doit être largement agrandie. Nous ne méconnaissions par certes la banalité d'une telle requête. C'est devenu un lieu commun de demander, après toute étude sur les Associations, ce que l'on accordait en 1920 si généreusement et si imprudemment peut-être aux syndicats professionnels. Il nous paraît donc désirable que le système restrictif actuel, qui concerne du reste bien plus le régime de la propriété des Associations que celui de leur constitution, soit purement et simplement supprimé : nous dirons même, c'est une nécessité. Qu'on y prenne garde en effet si l'on tarde à faire droit à ces légitimes

(1) Conformément à l'article 5 de la loi du 2 janvier 1907. Il faudrait auparavant s'assurer que la responsabilité prévue par l'article 36 de la loi du 9 décembre 1905 ne jouera pas.

revendications, on incitera les Associations à vivre non pas tout à fait en dehors, mais en marge de la légalité. Sous le prétexte que telle ou telle disposition législative est injuste, toute une catégorie de citoyens se croira dispensée d'y obéir ; or rien n'est plus dangereux que d'obscurcir par de pareils exemples la notion impérative de la loi qui régit obligatoirement tous les rapports des individus et des collectivités.

Nous concevons donc une réforme générale de la capacité des Associations, dont profiterait naturellement l'Association diocésaine qui n'est qu'une espèce particulière d'Association. Point de Concordat, point de régime spécial qui tôt ou tard disparaîtrait au hasard des événements politiques ; la situation de l'Eglise sera d'autant plus stable que son statut juridique aura une base plus large, formée par les principes mêmes du droit français applicable à tous.

Anatole France considérait comme une vérité morale que l'Etat est tenu de donner à l'Eglise ce qu'il lui doit : « une liberté réelle limitée par les autres libertés et définie par les conditions du milieu économique et social » (1). Pourquoi faut-il que nous en soyons encore à revendiquer cette liberté que l'Edit de Milan en 313 promettait déjà aux fidèles de tous les cultes ? Les réalités ont été dans le passé tellement différentes des promesses que nous n'accueillons plus qu'avec un certain scepticisme cette séduisante formule : « l'Eglise libre dans l'Etat libre ».

(1) Préface de l'ouvrage de GRUNEBaum-BALLIN, déjà cité.

Vu : Paris, le 13 Juin 1928,

Le Président de la thèse,

Louis ROLLAND.

Vu : *Le Doyen,*

H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

ANNEXE

STATUTS DES ASSOCIATIONS DIOCÉSAINES

ARTICLE PREMIER

Entre l'Evêque N... et les autres soussignés, il est formé une Association diocésaine de ..., dont le siège est à X..., à l'Evêché.

ART. II.

L'Association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'Evêque, en communion avec le Saint-Siège et conformément à la constitution de l'Eglise catholique.

Le fonctionnement de l'Association sera donc réglé par les présents statuts et en conformité avec les lois canoniques.

En cas de difficultés, le Président de l'Association aura soin d'en informer le Saint-Siège.

ART. III.

Par application de l'article II ci-dessus, l'Association se propose, en particulier, les objets suivants :

1° L'acquisition ou la location et l'administration des édifices qu'elle jugera opportun d'avoir à sa disposition en vue de l'exercice public du culte catholique dans le diocèse ;

2° L'acquisition ou la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des bureaux de l'Evêché, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres âgés ou infirmes ;

3° Pourvoir au traitement d'activité et, éventuellement, de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés de l'Eglise ;

4° L'acquisition ou la location et administration temporelle du Grand Séminaire, des Petits Séminaires et de leurs annexes.

ART. IV.

Toute immixtion dans l'organisation du service divin, dans l'administration spirituelle du diocèse, en particulier dans les nominations et déplacements des membres du clergé, ainsi que dans la direction, enseignement et administration spirituelle des Séminaires, est formellement interdite à l'Association.

ART. V.

L'Association se compose :

1° De l'Evêque ;

2° De membres titulaires ;

3° De membres honoraires.

Les membres titulaires devront être en nombre de trente au moins (y compris l'Evêque et les autres membres du Conseil) et tous résidant dans le Diocèse Les membres honoraires pourront être en nombre illimité et ils ne sont pas obligés de résider dans le diocèse.

Les membres titulaires ont seuls le droit d'assister et de voter aux Assemblées générales.

L'Evêque est président de droit du Conseil d'administration, de l'Assemblée et de l'Association tout entière.

ART. VI.

La cotisation annuelle est fixée à cinq francs au minimum. Elle peut être rachetée par le versement d'un capital de 500 fr.

ART. VII.

Nul ne peut être admis comme membre titulaire ou honoraire qu'à la condition d'avoir été présenté par l'Evêque, d'accord avec le Conseil d'administration, et d'obtenir dans l'Assemblée la majorité des voix des membres composant l'Assemblée générale.

En cas de mort, de démission ou d'exclusion d'un membre titulaire, il est procédé à son remplacement par la plus prochaine Assemblée générale. Au cas où le nombre des membres titulaires deviendrait inférieur à 25, il serait pourvu sans délai au remplacement de tous les membres décédés, démissionnaires ou exclus.

ART. VIII.

Toute peine ou censure ecclésiastique portée ou notifiée contre un membre de l'Association entraîne de plein droit sa radiation.

ART. IX.

Les droits et prérogatives de l'Evêque dans l'Association peuvent être exercés exceptionnellement en son lieu et place par un délégué choisi par lui parmi les membres de l'Association.

Pendant la vacance du siège et dans le cas où le diocèse n'est plus gouverné par l'Evêque, ses droits et prérogatives vis-à-vis de l'Association sont exercés par celui qui le remplace dans l'administration du diocèse, réserve faite du caractère provisoire et conservatoire de sa charge.

ART. X.

L'administration de l'Association est confiée à un Conseil composé de l'Evêque, Président, et de quatre membres titulaires de l'Association élus par l'Assemblée générale, la première fois sur une liste de 8 membres présentés par l'Evêque, dans la suite sur la présentation de l'Evêque d'accord avec le Conseil lui-même. Ces quatre membres, dont un doit être pris parmi les Vicaires généraux et un parmi les chanoines, assistent l'Evêque dans sa gestion de la manière prévue par les règles canoniques. Les membres du Conseil d'administration sont élus pour six ans : le Conseil est renouvelé par moitié tous les trois ans. Les conseillers sortants sont indéfiniment rééligibles.

En cas de démission, de décès ou d'exclusion d'un de ses membres, l'Evêque, d'accord avec le Conseil d'administration, désigne un remplaçant provisoire jusqu'à la prochaine réunion de l'Assemblée générale. Le membre du Conseil d'administration élu par l'Assemblée générale en remplacement d'un membre démissionnaire, décédé ou exclu, reste en fonction, jusqu'au moment où les pouvoirs du membre remplacé auraient normalement expiré.

Le Conseil choisit dans son sein un secrétaire et un trésorier.

Le refus de l'une de ces fonctions entraîne de droit sa démission de membre du Conseil.

ART. XI.

Le Conseil d'administration, sur la convocation de son Président, se réunit régulièrement une fois chaque mois. Il ne peut prendre les décisions prévues par les présents statuts que si deux membres au moins sont présents, le Président non compris.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances.

ART. XII.

Les membres titulaires de l'Association sont réunis en Assemblée générale ordinaire une fois par an, sur la convocation du Président. La convocation doit être faite huit jours

francs avant la réunion : elle contient l'ordre du jour proposé à l'Assemblée.

Les membres titulaires peuvent être réunis en Assemblée générale extraordinaire sur la convocation du Président, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

ART. XIII.

L'Assemblée ne peut prendre valablement les décisions prévues par les présents statuts que si la moitié plus un de ses membres sont présents. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à dix jours au moins d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage la voix du Président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Le Secrétaire du Conseil d'administration est secrétaire de l'Assemblée générale.

ART. XIV.

Le vote par procuration ou par correspondance n'est admis ni au Conseil d'administration, ni aux Assemblées générales.

ART. XV.

Les fonctions de l'Association sont gratuites.

ART. XVI.

Indépendamment des attributions financières fixées par l'article XX ci-après, l'assemblée générale donne les avis qui lui sont demandés par l'Evêque.

ART. XVII.

Les ressources de l'Association sont :

- 1° Les cotisations de ses membres ;
- 2° Les produits des troncains ainsi que des quêtes et collectes autorisées par l'Evêque pour les besoins de l'Association ;
- 3° Les revenus des fondations pour cérémonies et services religieux ;
- 4° Dans les églises dont l'Association a la propriété, l'administration ou la jouissance, les rétributions pour la location des sièges ainsi que celles, mêmes prévues par dispositions testamentaires, pour les cérémonies et services religieux, pour la fourniture des objets nécessaires aux funérailles et à la décoration de l'église ;
- 5° Le revenu de ses biens meubles et immeubles.

ART. XVIII

Les ressources de l'Association sont employées par l'Evêque aux objets spécifiés dans les présents statuts.

ART. XIX

Les ressources disponibles pourront servir à constituer un fonds de réserve dans les limites régulières pour les besoins généraux du culte, et un fonds de réserve illimité qui devra être employé exclusivement, y compris les intérêts, à l'achat, la construction, la décoration ou la réparation d'immeubles ou meubles destinés aux besoins de l'Association, visés à l'article II et III ci-dessus.

ART. XX.

Après la clôture de l'exercice, le trésorier établit les comptes de l'exercice clos.

Ces comptes sont présentés par écrit au Conseil d'administration. Ils sont examinés par trois commissaires aux comptes que le Conseil choisit en dehors de son sein et qu'il peut choisir en dehors de l'Association. Ces commissaires sont chargés d'adresser au Conseil un rapport écrit sur la régularité des comptes et sur la situation financière de l'Association.

Le Conseil d'Administration, après avoir pris communication du rapport des trois commissaires et les avoir entendus, s'il le juge à propos, statue sur les comptes et charge un de ses membres de présenter le rapport définitif à l'Assemblée générale.

Ces opérations diverses doivent être terminées de manière que les comptes puissent être présentés à l'Assemblée générale dans sa réunion ordinaire.

ART. XXI.

L'Association ne peut introduire aux présents statuts aucune modification qui soit contraire à la constitution de l'Eglise catholique. Les autres modifications devront être présentées à l'Assemblée générale par l'Evêque, d'accord avec le Conseil d'administration.

ART. XXII.

L'Association est formée pour une durée indéterminée.

ART. XXIII.

En cas de dissolution, l'actif de l'Association sera attribué à une association constituée par l'Evêque ou par celui qui le remplace, conformément aux présents statuts. Dans l'intervalle qui, en tout cas, ne devra dépasser deux mois, l'Evêque ou son remplaçant canonique assurera la gestion des biens de l'Association.

BIBLIOGRAPHIE

BRIÈRE (YVES DE LA), *Les luttes présentes de l'Eglise*, 6^e série, Paris, 1924.

BUREAU (PAUL), *Quinze années de Séparation, Etude sociale documentaire sur la loi du 9 décembre 1905*. Paris, 1921.

CHAPON (MGR), *L'Eglise de France et la loi de 1905*. Paris, 1921.

CROUZIL, *Associations culturelles et Associations diocésaines*. Paris, 1924.

CROUZIL, *Les Syndicats ecclésiastiques, leur avenir et les Associations diocésaines*. Paris, 1924.

DE LAMARZELLE ET TAUDIÈRE, *Commentaire de la loi du 9 décembre 1905*. Paris, 1908.

DUGUIT, *Traité de droit constitutionnel*, tome V. Paris, 1925.

FONTENELLE, *Echec pratique de la loi du 9 décembre 1905 au regard du culte catholique et les efforts d'adaptation au fait culturel* (Thèse Lille). Paris, 1921.

GRUNEBaum-BALLIN, *La Séparation des Eglises et de l'Etat*. Paris, 1905.

HÉBRARD (FRANÇOIS), *Associations diocésaines et syndicats ecclésiastiques*. Paris, 1925.

LECOMTE (MAXIME), *La Séparation des Eglises et de l'Etat*. Paris, 1906.

LE FUR, *Les règles d'organisation générale du culte et la hiérarchie catholique dans la Revue des Associations culturelles*, 1906.

LHOPITEAU ET THIBAUT, *Les Eglises et l'Etat*. Paris, 1906.

MESTRE, CUCHE, BLONDEL, TOUSSAINT, RIVET ET DUGUIT, *La liberté d'Association*. Paris, 1927.

PERNOT (MAURICE), *Le Saint-Siège, l'Eglise catholique et la politique mondiale*. Paris, 1924.

PUGET (HENRY), *Associations diocésaines*, dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 septembre 1923, page 430 et suivantes.

RENAUD, *Les Associations diocésaines*, Paris, 1923.

RIGAUD, *Les Associations diocésaines*. Paris, 1924.

RIVET, *Les Associations diocésaines* dans la *Documentation catholique* du 16 avril 1927, tome XVII, col. 981.

SAEILLES, *La Séparation des Eglises et de l'Etat* dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, page 847 et suivantes.

TROUILLOT ET CHAPSAL, *Du contrat d'association, commentaire de la loi de 1901*. Paris.

VIDECOQ (JEAN), *Les Associations diocésaines* (Thèse Caen). Paris, 1928.

Imprimerie du Montparnasse
et de Persan-Beaumont
47, Rue de la Galté — Paris
